

Pensez-y bien et votez lundi!

Que nous reste-t-il de la campagne électorale qui vient de se terminer?

Un sentiment de malaise et l'impression que les véritables enjeux ont été escamotés. Plus encore: c'est à première fois dans notre histoire politique, et d'une façon aussi évidente, que la lutte électorale a porté au fond sur des thèmes aussi majeurs que l'indépendance et surtout l'option du socialisme. Notre population, mal préparée, est troublée devant un tel choix idéologique que le P.Q. a su envelopper dans des langes rassurants, ou faire oublier sous une avalanche de promesses alléchantes ou de critiques méritées par le gouvernement sortant.

Le parti libéral

Trebuchant devant la stratégie P.Q., Monsieur Bourassa a, pour se défendre, négligé de proclamer ses gènes de force: son attitude en matière constitutionnelle et ses intentions quant à une nouvelle loi sur les élections ouvrières, les mesures qu'il entend prendre pour conjurer la grave crise économique qui s'annonce, le ferme plan d'attaque qu'il pourrait nourrir pour mater les prédateurs qui sapent sans arrêt notre ordre social, nos institutions et nos libertés au Québec. Il n'a pas assez dit l'insistance qu'il veut mettre à récupérer d'Ottawa les pouvoirs qu'il lui faut pour mieux gouverner.

Pendant un mois, M. Bourassa a été traqué par quatre adversaires assoiffés du pouvoir et par quelques-uns de ses propres candidats. La surcommunication télévisée, parlée ou écrite, a fait paraître cette impitoyable chasse contre un seul homme par la meute de ses ennemis, comme injuste et hors de proportion.

Monsieur Bourassa a ici même été vertement critiqué pour le style de son leadership. Mais le sens du réalisme ne lui a pas permis de résister à la vague de fanatisme qui a déferlé contre lui. M. Bourassa est un honnête homme et un bon démocrate. Il se tient droit devant l'indignable M. Trudeau. Dans les malheureuses grèves dans le secteur public, il a été souple, calme et ferme. Il a la confiance des investisseurs étran-

gers. Il possède à perfection ses dossiers. Il a pour lui la santé, l'endurance et la jeunesse. Les ondulations improvisées de son style de gouvernement, sa tendance à laisser pourrir les problèmes et les crises ont très souvent exaspéré ses collègues et la population. Mais un homme plus dur et plus direct eût peut-être fait déboucher ces crises sur de violents et sanglants affrontements, inconnus au Québec depuis six ans sous M. Bourassa. Disons-le tout haut: nous subissons au Québec depuis quelques années les éléments de la destruction d'une société que nous avons mis trois cents ans à édifier. Les agitateurs qui en désirent l'écatement ont eux aussi été exaspérés et désarmés par le style insaisissable de M. Bourassa qui les a contenus et amortis.

M. Bourassa, en grande partie à tort, est le bouc émissaire de toutes les frustrations populaires. S'il est maintenu au pouvoir, il verra sa majorité assez affaiblie et ce sera tant mieux. Un gouvernement démocratique est fort de la qualité et de l'importance de son opposition. De plus, la leçon qu'il se sera fait servir par l'électorat le portera peut-être enfin à se corriger et à acquiescer la dimension qu'on attend d'un homme d'Etat au Québec. Sa majorité de 102 députés s'est avérée préjudiciable pour lui-même et pour le gouvernement. L'Assemblée nationale a souvent été le spectacle d'un jardin d'enfance. Confronté à des adversaires plus nombreux et plus sérieux, M. Bourassa donnera peut-être enfin la mesure qu'on attend de lui depuis longtemps. En somme, le parti libéral nous assure un statu quo qui n'exalte personne, mais que choisiront ceux pour qui la prudence prime sur tout autre sentiment, ou sur l'esprit d'aventure.

Le PQ

Plus le peuple français du Québec devient conscient de son identité, plus il s'impatiente du carcan du fédéralisme canadien dont l'efficacité ne peut jouer qu'au détriment de l'exaltation nationale des Québécois. Le Québec est la partie d'un tout dont il diffère par la langue, la culture et le tempérament.

Tous les Québécois souffrent au fond du cœur de ce compromis accepté au nom de notre sécurité économique dans un continent où nous sommes géographiquement et culturellement isolés. Tous ceux pour qui la passion nationale prime sur les considérations pratiques ont trouvé en René Lévesque un catalyseur idéal. Intelligent, brouillon, idéaliste, communicateur hors-pair, sympathique mais indiscipline, il incarne puissamment les caractéristiques et les aspirations les plus sincères des nationalistes canadiens-français. Il véhicule aussi hélas dans son parti des factions radicales, anarchistes, qui l'ont envahi en vue de s'en servir à leurs tristes fins et qui rêvent de se débarrasser de M. Lévesque le moment venu. Il les a jusqu'ici neutralisées et, en ce sens, il a rendu service au Québec.

Le PQ se présente devant l'électorat, alourdi d'hypothèques. Monsieur Lévesque s'est fait dire non au séparatisme. Il se débarrasse de son dilemme interne (les séparatistes inconditionnels) en le jetant sur le dos de l'électorat par le sophisme du référendum. Pour contenir les factions extrémistes de son parti, il nous murmure un programme social-démocrate où le Québec deviendrait une super-bureaucratie administrant des programmes d'aide sociale mirobolants qui nous écraseraient sous les taxes, lésant gravement nos libertés individuelles et feraient de la classe ouvrière la première victime de cette folle aventure. Quand on songe que les programmes d'aide sociale qui existent au Canada et au Québec sont déjà au-dessus de nos moyens, qu'ils sont en grande partie responsables de l'inflation, c'est de la folie douce que de vouloir les multiplier. Cet angélisme en matière d'économie, dont M. Lévesque n'a pas décrit les funestes conséquences pour le Québec, donne la chair de poule.

Est-il préférable de survivre la gorge serrée, mais respirant encore, dans le fédéralisme canadien, plutôt que de se voir brutalement étranglés par un boiteux socialisme québécois? Ces questions sont pénibles à poser au moment où un enthousiasme délirant, beau à voir, règne chez les péquistes, mais au moment aussi où la majorité en est composée des

pires des sœurs, puisqu'ils ne veulent rien entendre. On peut être un bon Québécois sans être péquiste, et le devoir politique d'un bon Québécois consiste à souligner les dangers qui menacent notre système économique, lequel a contribué à notre survie de peuple français.

Quoi qu'il en soit, si M. Lévesque est confiné à l'opposition en dépit de la popularité dont il jouit auprès d'une bruyante et militante partie de l'électorat, il le devra aux ambiguïtés de son programme électoral, à son camouflage du séparatisme, à son angélisme économique, à son camouflage du socialisme qui a toujours été la vraie trame de sa pensée politique et qu'il ne peut appliquer que dans un Québec séparé, aux divisions qui affaiblissent son parti, et non aux méchants bourgeois ou aux méchants fédéralistes.

L'UN et les autres

Monsieur Biron apporte un souffle d'air frais dans la lutte actuelle. Il représente un vieux fonds solide des Conservateurs du Québec, où le pluralisme n'est pas aussi répandu qu'on a voulu le faire croire. M. Biron manque d'expérience mais son talent s'affirme de plus en plus. Il recueillera un nombre considérable de votes et pourrait jouer un rôle inattendu dans l'éventualité d'un gouvernement minoritaire libéral-péquistes.

Quant aux partis PNP et Crédit Social, leurs rares députés aideront à équilibrer l'Assemblée nationale, ou ils seront peut-être nécessaires.

Oui, l'électeur est déchiré. Dans ce beau pays où il fait encore bon de vivre dans la liberté, il a à choisir entre un ennuyeux statu quo politique, ou s'embarquer en chantant malgré le mauvais temps dans la chaloupe social-démocrate à l'éuropéenne vers le rocher Percé.

Pensez-y bien et votez lundi!

L'ÉDITEUR,
Roger Lemelin

la presse

LE PLUS GRAND
QUOTIDIEN
FRANÇAIS
D'AMÉRIQUE

MONTREAL
SAMEDI 13 NOVEMBRE 1976,
92e ANNÉE, No 272,
340 PAGES, 12 CAHIERS

50 CENTS

Abon. / Côte Nord 50c
ABONNEMENT LUNDI AU SAMEDI \$140

METEO

Nuageux; neige légère
Minimum: -7 Maximum: 0
Demain: ciel variable et moins froid
Détails à la page A2

C'est le sprint final

Après que le Parti québécois a choisi de terminer sa campagne sur une note très calme, évitant jusqu'à la fin les grands meetings politiques et les démonstrations de force, les libéraux de M. Robert Bourassa ont accentué leur tentative de dernière heure pour confondre leur adversaire sur la question de l'indépendance.

Pendant que M. Lévesque s'en tenait hier au côté de la Baie James, cénorçant ce qu'il appelle du gaspillage dans la planification des travaux, le Premier ministre Bourassa s'est fait pour rencontrer ses adversaires à la radio et débattre le côté de l'indépendance.

M. Rodrigue Biron, de l'Union

nationale et Jérôme Choquette, du Parti national populaire, ont tous deux condamné cette attitude du premier ministre, le premier en affirmant qu'il "se moque du monde", le second en soutenant que M. Bourassa se livre à "un véritable terrorisme au sujet de l'indépendance".

Alors que M. Bourassa n'a pas cessé d'orienter ses attaques vers le PQ, tous ses autres adversaires ont ignoré M. Lévesque au cours des dernières heures pour concentrer leurs dernières énergies à ébranler le chef libéral.

Dans les milieux anglophones de Montréal, l'Union nationale et l'Alliance démocratique ont engagé

une contre-offensive auprès de leurs sympathisants, dans l'espoir d'annuler les cris d'alarme des libéraux qui affirment qu'un vote pour un tiers-parti est un vote contre le Canada.

Auprès de sa clientèle francophone, M. Rodrigue Biron continue de s'en prendre à la performance du gouvernement et ne ménage pas les mots à l'endroit de M. Bourassa, "essoufflé, dépourvu de toutes volontés politiques, devenu à la fois arrogant et cynique".

M. Choquette pour sa part a dénoncé la stratégie libérale, affirmant que "c'est une véritable fraude intellectuelle de laisser croire que seul le parti libéral peut

endiguer les forces séparatistes et c'est de la violence psychologique de taire la pénible situation dans laquelle le Parti libéral a placé le Québec".

Chacun des partis s'engage dans une guerre de messages publicitaires jusqu'à minuit ce soir sur les ondes, cependant que des milliers de bénévoles distribuent des dépliants aux portes.

A compter de maintenant, les batailles verbales commencent à s'estomper pour faire place à la rivalité des organisations techniques qui ont mission d'aller repérer les électeurs et de les conduire à la boîte de scrutin.

— page A5

le monde

* Espagne

Même si elle a été partiellement suivie, la grève générale d'hier en Espagne a montré la force des syndicats clandestins. Elle a donné lieu à quelques incidents avec la police.

* Italie

Le gouvernement minoritaire Andreotti obtient la confiance sur ses mesures d'austérité grâce aux abstentions, plus nombreuses que les votes favorables.

* Rhodésie

Salisbury estime que 2.000 maquisards venus des pays voisins combattent actuellement en Rhodésie pour une "ultime poussée" contre le régime blanc.

* Brésil

Les élections municipales de lundi au Brésil pourraient influencer sur l'orientation du régime militaire, estime notre collaborateur spécial Edouard Jacob.

— pages B1 et B2



photo Pierre McManis, LA PRESSE

Sans filet...

"Quand ça fait 10 ans que tu fais du trapèze, tu peux enlever ton filet. Mon show de cette année, c'est un show sans filet, sans corset, sans arrêt." C'est en ces termes que Louise Forestier a donné un avant-gout de son prochain spectacle à

la Place des Arts à Pierre DEANUE. Louise Forestier est une des rares artistes à ne pas projeter d'image précise tout en conservant un public fidèle.

— page B3

SE LOGER aujourd'hui



Une jeune vieille maison

— page H1

la campagne électorale

* Chronique du 15:
la chasse aux
votes négatifs

* Les prises de
position des
media d'information

* Le PQ sera resté
maître de sa stratégie

* Les libéraux forcés
de jouer défensif

* Pour l'UN,
sommet trop hâtif?

* Samson: la chasse aux
sorcières, pas bon

* Le PNP a vécu une
répétition générale

* La télé a tué la
campagne à la campagne

* Le dollar n'est
pas menacé

* Biron: gare à
l'invasion fédérale

— pages A5 à A7 et A16

l'économie Un relâchement des contrôles d'ici un an?

Si les mesures anti-inflation ont été décrétées en octobre 1975 pour des raisons politiques non partisans, elles devraient pour ces mêmes raisons se relâcher d'ici un an, estime le Conference Board in Canada.

* Le complot pétrolier

Dans sa chronique hebdomadaire L'ECONOMIE QUI S'ECRIT, Jean Poulain aborde un ouvrage d'un journaliste français qui démontre

dans quelle mesure les sociétés d'Etat peuvent être souvent plus puissantes que leur maître.

— pages A8 à A10

ELECTIONS: cahier spécial lundi

SOMMAIRE

Arts et lettres: D1 à D23
— Horaires: D6
Bandes dessinées: E20
Bâtir au Québec: H10
Bricolage: H9
Bridge: E19
Décès, naissances, etc.: H26
Echecs: E19
Economie: A8 à A12
Horoscope: E20
Informations étrangères: B1, B2
Jardins et maisons: H9
La gastronomie: D27
La grille des mœurs: G8
"LE PLUS GRAND": G1
Les cocasseries: G7
Les maux de notre langue: H2
Loisirs et récréation: E21
Médecine d'aujourd'hui: H6
Mon œil sur Montréal: H4
"Mot-mystère": E20
Mots croisés: E20
Nos amies les bêtes: H12
Petites annonces: F1 à F8,
G1 à G8, H11 à H23
Radio et télévision: H4
Sciences: E23
Sports: C1 à C6
Timbres: E19
Vacances voyages: E1 à E18
Vivre aujourd'hui: H1 à H6

Pipe-line du Mackenzie

Le juge Bernier entendra les derniers arguments

OTTAWA (d'après CP) — Le juge Thomas Berger doit entendre la semaine prochaine les derniers arguments pour ou contre ce qui pourrait devenir l'un des plus importants pro-

jets de construction de l'histoire du Canada, l'aménagement d'un pipe-line dans la vallée du Mackenzie. Il regagnera ensuite Vancouver pour rédiger son rapport, qui devra être

soumis au gouvernement dans le courant de février. Il y décrira les conditions qui devraient présider selon lui à la réalisation de cette gigantesque entreprise.

Durant les cinq jours d'audiences qui s'ouvriront lundi à Yellowknife, les sociétés pétrolières, les constructeurs de pipe-lines et plusieurs groupements publics soumettront leurs points de vue au juge de la Cour suprême de Colombie-Britannique, qui a d'ores et déjà fait savoir, au cours de 20 mois d'audiences, qu'il ne serait pas en mesure d'affirmer si un pipe-line devrait ou non être construit: cette décision sera prise par le gouvernement sur les recommandations du Conseil national de l'énergie.

On s'attend à ce que des groupes d'autochtones, qui ont insisté à maintes reprises sur leurs revendications territoriales ces derniers mois, exhortent le juge à s'opposer à la construction du pipe-line, au moins jusqu'à ce qu'ils aient mené à bien leurs pourparlers avec Ottawa. Les autochtones font valoir qu'ils ne s'opposent pas à la mise en valeur des territoires, mais qu'ils souhaitent que leurs revendications soient réglées avant tout, ce qui leur permettrait d'intervenir dans l'exploration pétrolière et la construction de l'oléoduc pour protéger leurs intérêts.

Ce point de vue semble être partagé par les aides du juge Berger, qui ont soutenu, dans un rapport publié le mois dernier, que la construction d'un pipe-line dans les 10 ou 15 années suivant le règlement des revendications territoriales serait préjudiciable aux autochtones: un délai serait nécessaire pour ériger des institutions et des structures "garantissant aux autochtones la sécurité politique, sociale et économique leur permettant de faire face à l'avenir".

Le juge Berger a souligné toutefois qu'il n'était aucunement lié par le rapport de ses aides, et qu'il pouvait le rejeter en tout ou en partie. Il ne l'a publié, a-t-il dit, que pour aider les parties intéressées à soumettre leurs derniers arguments, la semaine prochaine.



Le juge Thomas Berger doit soumettre son rapport au gouvernement dans le courant de février.

SONDAGE GALLUP

Tous droits réservés

L'économie canadienne

Les pessimistes sont 2 fois plus nombreux

Deux fois plus de Canadiens (45 p. cent) croient que la situation de l'économie canadienne se détériorera encore dans les six prochains mois qu'il n'y en a qui croient en une amélioration (22 p. cent). 24 p. cent des gens croient qu'il ne se produira guère de changement et 9 p. cent n'ont pas d'opinion ferme à ce sujet.

Il y a un an, encore plus de Canadiens étaient pessimistes (62 p. cent); 16 p. cent étaient optimistes.

Dans tous les sous-ensembles, il y a plus de pessimistes que d'optimistes. Cependant, chez les gens de formation universitaire, on est moins pessimiste que dans les autres groupes, 30 p. cent estimant

qu'il se produira une amélioration, comparativement à 16 p. cent chez les gens qui n'ont qu'une formation élémentaire.

Au cours de la première semaine d'octobre, 1.042 Canadiens ont été interrogés à ce sujet, au cours d'interviews à leur domicile, d'un bout à l'autre du pays. Un échantillon de cette ampleur comporte une marge d'erreur qui ne dépasse pas 4 p. cent 19 fois sur 20.

La question posée était la suivante:

"Croyez-vous que la situation économique du Canada s'améliorera ou se détériorera au cours des six prochains mois?"

	Amélioration	Détérioration	Pas de changement	Sans opinion
Dans l'ensemble, actuellement en 1975	22%	45%	24%	9%
Sous-ensembles, selon la formation				
Elémentaire	16	46	24	14
Secondaire	23	46	24	7
Universitaire	30	39	24	6
Selon les régions				
Atlantique	16	56	21	7
Québec	20	48	22	10
Ontario	29	40	23	8
Prairies	13	43	35	9
Colombie-Britannique	29	46	20	5

LA MÉTÉO

Le ciel est généralement couvert dans la plupart des régions, avec quelques légères chutes de neige. On prévoit pour demain un ciel variable, avec une légère remontée de la température.

à Montréal

AUJOURD'HUI
Minimum: -7 Maximum: 0
Gen. nuag., un peu de neige

DEMAIN

Ciel variable mais froid

au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	-8	-2	Un peu de neige	Peu de changement
Outaouais	-7	0	Généralement nuageux	Ciel variable
Laurentides	-8	-2	Un peu de neige	Peu de changement
Cantons de l'Est	-7	0	Généralement nuageux	Ciel variable
Mauricie	-8	-2	Un peu de neige	Peu de changement
Québec	-7	0	Généralement nuageux	Peu de changement
La-Saint-Jean	-8	-2	Un peu de neige	Peu de changement
Rimouski	-8	0	Un peu de neige	Peu de changement
Gaspésie	-8	0	Un peu de neige	Peu de changement
Bas-Caraïbe	-8	0	Un peu de neige	Peu de changement
Sept-Îles	-8	0	Un peu de neige	Peu de changement

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Burnie	Victoria	-4	10
Alberta	Edmonton	Edmonton	-1	8
Saskatchewan	Regina	Regina	-	-
Manitoba	Winnipeg	Winnipeg	-9	4
Ontario	Toronto	Toronto	-3	4
Nouveau-Brunswick	Fredericton	Fredericton	-1	1
Nouvelle-Écosse	Halifax	Halifax	-1	1
Île-du-Prince-Édouard	Charlottetown	Charlottetown	-5	1
Terre-Neuve	Saint-Jean	Saint-Jean	-2	2

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
New York	2	6	Chicago	-7	1
Washington	-2	6	San Francisco	12	16
Boston	-3	6	Miami	20	28
			Nlle-Orléans	9	14

vers les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	5	13	Londres	5	13
Paris	13	19	Le Caire	17	19
Berlin	5	13	Madrid	10	13
Bruxelles	4	13	Tunis	5	13
Casablanca	16	19	Moscou	0	9
Genève	6	13	Paris	7	9
Hong Kong	19	24	Rome	14	19

vers les plages

	Min.	Max.		Min.	Max.
Capulo	24	32	Bermudes	21	28
Mexico	10	24	Barbade	19	26
			Nassau	21	29
			Rio de Janeiro	18	25

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE 7000, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations par ailleurs publiées dans LA PRESSE sont également réservés. Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400. Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS	INFORMATION GÉNÉRALE	285-7272
Livraison à domicile: Lundi au samedi \$1.40	REDACTION	285-7070
Lundi au vendredi \$1.25	EDITORIAL	285-7030
Samedi seulement 0.50	PROMOTION	285-7100
ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE	RELATIONS DE TRAVAIL	285-7303
Par porteur:	PETITES ANNONCES (annonces légales)	285-7111
13 28 \$2	Commandes	285-7205
Lundi au samedi \$16.80 \$32.20 \$63.00	du lundi au vendredi: 9h à 17h	
Lundi au vendredi \$15.00 \$28.75 \$56.25	Pour changer ou annuler	
Samedi seulement \$12.00 \$23.50	du lundi au vendredi: 9h à 16 30h	
Par courrier:	GRANDES ANNONCES	285-7202
Lundi au samedi \$28.60 \$57.20 \$114.40	Détailants	285-7206
Lundi au vendredi \$21.45 \$42.90 \$85.80	National, Télé-Press, Vacances, voyages	285-7320
Samedi seulement \$10.01 \$20.02 \$40.04	Carrières et professions, nominations	285-7320
* Minimum de 28 semaines	COMPTABILITÉ	285-6892
City-Nord, par avion, 0.50	Grandes annonces	285-6891
Pour tout genre d'abonnement, nos bureaux	Petites annonces	285-6891
sont ouverts de 9h à 19h 30 (Samedi: 9h à 19h).		
285-6911		

Gilles Choquette, un excellent Canadien...

TORONTO (PC) — Le ministre fédéral de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, affirme avoir nommé un excellent Canadien à la présidence de la Commission canadienne des produits laitiers. Il a vivement dénoncé les rumeurs qui circulent voulant qu'il ait nommé M. Gilles Choquette à ce poste pour apaiser les producteurs laitiers du Québec avant le scrutin provincial de lundi prochain.

M. Whelan a précisé que M. Choquette, qui est originaire de la ville de Québec et qui fut son adjoint principal durant les deux dernières années, possède une excellente expérience dans le domaine agricole. Il est confiant de ce qu'il pourra effectuer un bon travail à la tête de la commission.

La nomination de M. Choquette fut annoncée jeudi à Ottawa. Le gouvernement a annoncé en même temps la démission de M. Ellard Powers, président de la commission, et de son vice-président, M. Jules Thibault.

M. Thibault a été nommé auprès de l'Office de commercialisation des produits agricoles.

Son poste de vice-président de la commission reste encore à pourvoir.

Nominations à la Cour supérieure

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral de la Justice a annoncé, hier, les nominations de MM. Gerald Ryan et Gerald McCarthy, tous deux de Montréal, comme juges à la Cour supérieure du Québec.

Jusqu'à sa nomination, M. Ryan faisait partie de la société d'avocats Vermette, Ryan, Dunton et Claccia, dont un des membres, M. John Claccia, est député libéral sortant de Mont-Royal au provincial. Il est également le frère de l'éditorialiste et directeur du "Devoir", M. Claude Ryan, et du maire de Montréal-Nord, M. Yves Ryan.

Quant à M. McCarthy, âgé de 47 ans, il faisait partie de l'étude McCarthy et Monet.

Ces deux nominations portent à 110 le nombre de juges à la Cour supérieure du Québec. Il reste encore six postes à combler. Le traitement moyen d'un juge de la Cour supérieure est de \$53,000 par année.

Mini-Loto:
31805
Loto-Perfecta:
7-8-23-24-30-34
Complémentaire:
19

TAPIS PERSANS

Avec la coopération du célèbre H.A.M. d'Iran et d'une chaîne de distributeurs de tapis persans, nous sommes en mesure de vous présenter durant 3 jours une vente-exposition comprenant la plus importante sélection jamais présentée de tapis persans et orientaux de qualité NATIONALE et INTERNATIONALE AINSI QUE DE QUALITÉ MUSEUM. Vous y verrez un grand choix de tapis, corbeilles, tapis de passage, tentures murales et pièces décoratives, aux prix les plus intéressants.

VISITE: LE DIMANCHE 14 NOVEMBRE, DE 16 À 22H

VENTE: LUNDI ET MARDI 15 ET 16 NOVEMBRE, DE 10 HEURES À 22 HEURES

C'est une période choisie pour les collectionneurs, mais les amateurs voudront également en profiter pour choisir une pièce de qualité, dans une collection de tapis persans (100%). Silk Dorn, des tapis en soie mélangée Moins, de superbes articles l'ifan en soie et durs d'oe, arbres de vie, tapis de prière, motifs Nihari, Shah Abbasi et bien d'autres, tous à prix très intéressants, que l'on ne pourra égaler en AMÉRIQUE DU NORD. Tous les articles sont en vente.

SOLDE DE FIN D'ÉTÉ

Nous sommes fiers de vous présenter une collection unique de quelques tapis persans, que nous avons choisis avec grand soin, spécialement en prévision de cette vente... entre autres: tapis Naen, laine et soie, pièces signées d'Isfahan, tapis et corbeilles, image d'Isfahan d'Omar Khayyam et son amour. Vous aurez l'occasion d'acquiescer votre tapis de tapis aussi renommés que... Royal et Imperial Karman Soraband, Tabriz, Imperial Kashan Kazak, Belouch et bien d'autres, une collection de plus de 500 pièces, à un prix réellement exceptionnel... par exemple des tapis persans Shiraz 9 x 6-5385. Un seul article par famille.

SALON VERSAILLES — HÔTEL WINDSOR

Catalogue détaillé disponible

Permis de vendeurs illégaux 211452

FRÈRE ROLPH FERNANDES

FRANCISCAIN DEPUIS 19 ANS, ET INSTRUCTEUR DE MT

sera à la polyvalente Saint-Jérôme, 535, rue Fillion, Saint-Jérôme, mercredi le 17 novembre, 8h p.m. — Rens.: 435-8475 et 436-4558

La technique de MT existe-t-elle surtout pour les gens qui sont terrassés par des problèmes de santé, d'anxiété, etc...? NON

La TECHNIQUE de MÉDITATION TRANSCENDANTE (MT)

enrichit la vie, et qu'importe notre niveau de bien-être et de succès, il peut être intensifié

CONFÉRENCES D'INFORMATION Entrée libre

CENTRE D'ANJOU

Tous les mercredis 8h p.m. école de métiers de Montréal (stationnement)

8147 est, rue Sherbrooke, métro Beaugrand nord.

COLLEGE ROSEMONT: tous les mardis 8h p.m.

6400, 16e Avenue, coin Beaubien.

CENTRE FLEURY DE MONTRÉAL

Tous les soirs, sauf le samedi, 8h p.m.

1388 est, rue Fleury (coin Christophe-Colomb).

VAUDREUIL: Mercredi 17 novembre 8h p.m.

Cité des Jeunes, Petit théâtre.

DUVERNAY: Mercredi 17 novembre 8h p.m.

3509, boul. de la Concorde (Jardin Rose)

CENTRE SAINT-DENIS DE MONTRÉAL

Tous les dimanches, lundis, mardis et mercredis 8h p.m. précises

4364, rue Saint-Denis, métro Mont-Royal

CENTRE RIVE-SUD

LONGUEUIL: tous les mercredis, 8h p.m.

CEGEP Edouard-Montpetit 945, chemin Chamby

BROSSARD: tous les mardis, 8h p.m.

CLSC, 2107, rue Lapinière

CENTRE SUD-OUEST DE MONTRÉAL

Tous les dimanches, lundis, mardis, mercredis soirs, 8h p.m.

3196, boul. LaSalle (pres Atwater) Verdun

ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF

Le 15 novembre rappelez-vous le nom des candidats des Québécois

Comté de FABRE

BERNARD LANDRY

Comté de MILLE-ÎLES

GUY JORON

Comté de LAVAL

MICHEL LEDUC



Parti Québécois
le parti des Québécois

Cette annonce a été publiée et payée par Monsieur Raymond Morin, 148, Chemin de la Lorraine, Pont-Viau, agent officiel de Monsieur Guy Joron, candidat du Parti Québécois dans le comté de Mille-Îles, par Monsieur Emile Robichaud, 528, 12ième av. Laval-des-Rapides, agent officiel de Monsieur Bernard Landry, candidat du Parti Québécois dans le comté de Fabre et par Monsieur Denis Roy, 4240, 1ère av., Laval-Ouest, agent officiel de Monsieur Michel Leduc, candidat du Parti Québécois dans le comté de Laval.

Hôpital de la Mauricie

La population de Shawinigan réclame une enquête publique

par Claire DUTRISAC

La population de Shawinigan n'a pas accepté le rapport du ministère des Affaires sociales (MAS) sur le Centre hospitalier régional de la Mauricie (CHRM). Une pétition circule actuellement, qui a déjà recueilli plus de 1,500 signatures, réclamant une enquête publique sur cet établissement.

A la suite des articles publiés dans LA PRESSE sur le CHRM où l'on dénonçait une situation en train de se dégrader sérieusement, le ministre Claude Forget a chargé une infirmière et un médecin de son ministère de faire enquête.

Or, le rapport précise que le MAS possède dans ses dossiers un rapport fait à la suite d'une visite de cette infirmière, en date du 14 août 1975. Il lui demande donc de juger son propre travail puisque les faits reprochés à l'administration de M. Roland Saint-Arnaud sont antérieurs, pour une part, à cette date.

Les personnes interrogées, à quelques personnes près, sont celles mises en cause. Il était juste de recueillir leur version. Mais une large partie du personnel et un grand nombre de gens, dans la population, auraient aimé renseigner le ministre. La puericulture qui a été interrogée a dû répondre aux mandataires du MAS en présence de ses supérieurs.

Certains cadres qui ne sont pas directement impliqués, n'avaient pas la protection souhaitable pour s'exprimer librement.

Somme toute, le MAS s'est contenté d'une visite de routine destinée, semble-t-il, à camoufler les faits plus qu'à chercher la vérité. Il a donc procédé à une enquête-maison, à une enquête-éponge.

Au chapitre du personnel, le rapport du MAS affirme que "les départs successifs de 18 infirmières depuis la fin du conflit correspondent à un taux de roulement saisonnier habituel, sans plus."

Il aurait pu dire que les 18 infirmières n'ont pas été remplacées. Il ne s'agit donc pas de "roulement". On blâme également les infirmières de préférer le premier service, pour leur repas. Elles devraient accepter de se répartir également entre les deux services. On a oublié que c'est l'hôpital qui répartit le personnel entre les deux services.

L'hôpital a embauché un "infirmier-volant", qui répond aussi aux besoins des autres unités de soins. C'est avouer que cet aide-infirmier, qui n'a pas le don d'ubiquité, n'est pas toujours présent au bloc d'urgence ni même dans l'hôpital, puisqu'il a droit à des jours de congé.

Quant aux réquisitions pour du matériel, le responsable des achats affirme remplir toutes les demandes reçues et n'en avoir jamais refusées. Cette affirmation, le MAS ne l'a pas vérifiée auprès d'autres témoins. Il aurait pu demander aussi au responsable de la lingerie quels achats ont été faits et quand depuis près d'un an.

La coordonnatrice en soins infirmiers nie l'existence d'une note de service mentionnant de ne changer les lits que trois fois par semaine. Or, cette note, je l'ai vue, de mes yeux, et j'ai même pris la peine d'en copier le texte.

Ce n'est pas le bloc d'urgence qui n'avait pas d'oxygène mais l'unité de courts séjours.

En psychiatrie, le directeur des services professionnels (DSP) a qualifié, selon le rapport du MAS de "tendues" les relations de travail entre les trois

psychiatres et les travailleurs sociaux. Ceux-ci ont dû quitter l'hôpital, le 9 avril dernier. Le MAS a négligé de les interroger sur les circonstances de ce départ. Il n'a pas, non plus, examiné le plan d'organisation du Centre hospitalier régional de la Mauricie ni son organigramme.

Devant la népotisme du directeur général, le MAS conseille "la prudence dans l'embauche du personnel". Il aboutit tout.

Le rapport précise que sur dix candidatures au poste de directeur des services auxiliaires, c'est celle du père de M. Saint-Arnaud qui fut retenue. Ce ne sont donc pas les candidats qui manquaient.

Si le MAS avait quelque peu cherché, il aurait aussi trouvé que, dans le cas du frère de M. Saint-Arnaud, des candidats plus qualifiés ont été refusés.

Le chef de Cabinet du ministre Claude Forget, M. Richard Mongeau, m'a déclaré que le MAS n'avait pas le curriculum vitae des cadres supérieurs de l'hôpital. Or, pour la validation de ces nominations les curriculum vitae doivent être envoyés au ministère. De toute façon, le MAS avait les moyens de se les procurer et de les produire. Il ne l'a pas fait.

En grattant un peu, le MAS aurait trouvé sans difficulté quantité de faits qui n'ont pas été publiés. En voici quelques-uns.

Le père du directeur général, M. Jean-Marie Saint-Arnaud, a adressé, en date du 28 avril 1976, un compte au CHRM au montant de \$818.30 pour de la peinture qui a servi au Département de santé communautaire (DSC-Grand-Mère) attaché à l'hôpital de Shawinigan. Il y a ou travaillé lui-même ou fait travailler. Pourquoi la facture n'a-t-elle pas été adressée directement au CHRM?

Le rapport souligne aussi que l'épouse de M. Saint-Arnaud travaille actuellement au centre hospitalier à temps partiel, comme technicienne de laboratoire. C'est exact. Le MAS aurait pu jeter un coup d'oeil sur le chèque de paye de Mme Saint-Arnaud qui serait rétribuée, selon des sources sûres, comme une employée à temps plein.

Mme Magella-L. Saint-Arnaud a reçu \$450 de l'hôpital pour du matériel et du travail de ménage effectué au Département de santé communautaire (DSC-Grand-Mère). Mme L. Lahale-Saint-Arnaud est la mère du directeur général, M. Roland Saint-Arnaud.

Le directeur général étend à ses amis la "protection" qu'il accorde aux siens. Lors de l'ouverture de l'hôpital, il a demandé à M. Pierre-E. Sansfaçon d'accepter le poste de directeur du personnel, excluant de ce fait l'ex-directeur de l'hôpital Sainte-Thérèse dont le personnel était transféré au CHRM. M. Sansfaçon travaillait à Nicolet.

En juin 1976, M. Saint-Arnaud embauchait le très jeune fils de M. Sansfaçon, Alain, "pour faire la coupe du gazon et l'entretien général du terrain" pour la saison 1976. Au terme de ce contrat, le jeune Alain doit recevoir \$1,200 en trois versements, du 1er juillet à la fin d'octobre.

Alain est un mineur et il n'y a pas eu de soumissions publiques pour ce travail.

Les faits déjà rapportés par LA PRESSE ne représentent que la pointe d'un iceberg. La base, cachée, est beaucoup plus importante.

Mais le MAS n'a pas daigné s'en préoccuper, plus soucieux était-il de passer l'éponge. Une enquête publique impliquant une mise en tutelle est réclamée. Le gouvernement doit des comptes à la population.

Du beau temps pour les élections

par Gilles NORMAND

En faisant jouer les statistiques beaucoup plus qu'en interprétant les manifestations climatiques, les observateurs-météorologues de Dorval prévoient pour lundi, jour d'élections, des ciels plus cléments pour l'ensemble du Québec, plus particulièrement dans la région de Montréal et de l'Estrie.

Si le ciel risque d'être plutôt nuageux, avec peut-être une neige intermittente dans le Nouveau-Québec (Grand-Nord), la température, elle, aura tendance à s'adoucir aujourd'hui, demain et lundi, de telle sorte que l'on peut prévoir une température maximum de cinq ou six degrés Celsius, le jour du scrutin. Cette prévision est valable pour l'ensemble des régions de la province. Elle est d'autant mieux accueillie que depuis plusieurs jours, la température s'est maintenue à quelque 8 degrés Celsius en dessous de la normale pour ce temps-ci de la saison.

Il est possible que de légères chutes de neige surviennent, localement, en divers endroits du Québec, mais on ne s'attend pas à des quantités mesurables.

Ensoleillé

Dans le sud-ouest de la province, territoire incluant la région montéréenne et l'Estrie, on devrait voir le soleil un peu plus souvent et on ne prévoit pas de chutes de neige.

Donc, dans l'ensemble, le temps auquel les météorologues s'attendent pour lundi devrait favoriser une participation importante aux élections. Pas d'accumulation mesurable de neige là où l'on prévoit des averses, et température sensiblement moins froide.

Rappelant que la température normale pour la saison est de 6 degrés Celsius, pour un maximum, M. Gérard Chapleau, climatologue à l'Observatoire du Canada à Dorval, rappelle que jusqu'ici, on a eu des températures quotidiennes équivalant à la normale pour la mi-décembre.

La température la plus chaude pour un 15 novembre a été obtenue en 1958, alors que le thermomètre avait marqué 16° Celsius, tandis que la plus froide avait été enregistrée en 1967, avec un mercure de -12° Celsius.

Depuis 1941 jusqu'à 1975 inclusivement, soit durant 35 ans, il n'a neigé qu'en huit occasions un 15 novembre et la précipitation la plus abondante avait été enregistrée en 1963 alors qu'il était tombé 5,6 centimètres de neige.

Par ailleurs, de 1949 à 1966, il n'est pas tombé une seule fois de quantité de neige mesurable, un 15 novembre. Toutefois, les précipitations ont été plus fréquentes, le même jour, durant les dix dernières années: cinq fois.

Journées de classe normales à la régionale Deux-Montagnes

Les journées pédagogiques du mardi 16 et du mercredi 17 novembre sont transformées en journées de classes à la Commission scolaire régionale Blainville-Deux-Montagnes.

Les enseignants retourneront donc en classe et la Commission

scolaire régionale invite les étudiants du secondaire à se présenter à leurs cours normalement au cours de ces deux journées.

Les dirigeants précisent tout de fois que les écoles resteront fermées lundi, jour d'élection au Québec.

Une première victoire syndicale

par Jean-Paul SOULIE

Dans sa lutte pour protéger la santé des travailleurs de l'usine de la Québec Iron and Titanium Corp. de Tracy, le syndicat des ouvriers du fer et du titane (CSN) a annoncé hier qu'il avait "gagné sur toute la ligne".

Les dirigeants du syndicat se moquent bien que ce soit ou non pour des raisons électorales: le gouvernement, par l'entremise de son Service de santé communautaire, accepte pour la première fois que des médecins indépendants de la compagnie, choisis par le syndicat, fassent passer des

examens aux 1,200 travailleurs de QIT, et que les résultats restent entre les mains du Service de santé communautaire qui s'est servira pour fixer un programme d'action que la compagnie devra appliquer.

Les discussions ont eu lieu hier matin entre M. Charles Chamard adjoint au sous-ministre des Affaires sociales M. Jacques Brunette, le chef des services de santé communautaire de la région Sorel-Saint-Hyacinthe, M. Jean-Guy Heavy, M. François Dorlot, directeur provincial de ce service, et les représentants du syndicat.

"M. Chamard s'est engagé publiquement, dans la matinée devant 200 travailleurs, et dans l'après-midi, il a signé un protocole d'entente avec le syndicat, a déclaré M. Gilles Lamoureux, le président du syndicat des employés de QIT."

Le protocole signé sera envoyé à la compagnie, dans un délai de trois semaines. L'équipe de médecins neutres commencera les examens médicaux du personnel, radiographies grand-format comprises, d'ici ce temps-là. Les frais ne seront pas imputés au syndicat, le ministère de la Santé ou la

compagnie se réservant cette charge. Enfin, c'est à partir du résultat de ces examens que les services de santé du gouvernement du Québec imposent un programme d'amélioration des conditions de travail dans les différents secteurs de l'usine de QIT.

Pour le syndicat, cette victoire est d'autant plus importante qu'elle lui donne une base solide pour ses prochaines négociations avec la compagnie. "Les résultats de l'enquête des médecins et des services de santé du gouvernement du Québec vont arriver en même temps que la convention collective actuellement en vigueur va arriver à expiration, c'est-à-dire au mois d'avril prochain, a expliqué M. Gilles Lamoureux. Ces résultats vont servir de base à plusieurs de nos demandes concernant nos conditions de travail."

POUR UN STYLE MODE

g. Pouliot

FOURRURES INC.

MANUFACTURIER

4435, rue de la Roche

Stationnement gratuit 527-8664 Depuis 1914

Laurent Pouliot, pres.

Souriez au froid de l'hiver. Nous vous garderons au chaud.



Emilien Turgeon Fourrure Inc.

8039, rue Saint-Denis 382-1330

VOULEZ-VOUS CESSER DE FUMER?

La technique des images subliminales qui transmet des messages directement à l'inconscient.

Le traitement est dirigé par une équipe de médecins et par des spécialistes en toxicomanie.

CLINIQUE DE DÉSINTOXICATION POUR FUMEURS — POLYCLINIQUE MÉDICALE CONCORDE

300 est, boul. de la Concorde, Laval Tél.: 667-3020

Bovet

LALAINÉ le chapeau

Collection Progress Brand

À LA "FINE POINTE" DE LA MODE

Le mouvement du revers... la coupe très prononcée de l'épaule... la ligne amincie du veston... voilà ce que nous vous proposons pour l'automne!

• Centre Rockland • 2557 est, rue Ontario • Carrefour Laval
• 4477 est, boul. Metropolitain • Galeries d'Anjou • 2001, rue University (Nord-Ville)

Cuisines et rénovations

PLUS DE 100 MODÈLES D'ARMOIRES DE CUISINE
CHOIX DE MODULES OU SUR MESURE
Nous vous offrons aussi des armoires de cuisine suivant vos spécifications.

DIRECTEMENT DE NOS ATELIERS

AVANT D'ACHETER... COMPAREZ NOS PRIX

CUISINES

VOTRE CUISINE EST-ELLE FONCTIONNELLE?

PROFITEZ DE NOTRE SERVICE GRATUIT DE PLANIFICATION À L'USINE OU À DOMICILE PAR NOS SPÉCIALISTES.

Spécial "CIMARRON" Armoire de haut 56" : \$89 Armoire de bas 56" : \$146

RÉNOVATION COMPLÈTE D'INTÉRIEUR
SOUS-SOLS — FOYERS

NETTOYONS TAPIS À SEC RÉSIDUEL ET COMMERCIAL

ESTIMATION GRATUITE À DOMICILE **382-6842**

la maison d'aujourd'hui hte

au 8905, boul. SAINT-LAURENT, Montréal, tél.: 382-6842

Succursales à SHELDONVILLE ET 6197, RUE PRINCIPALE, SAINT-LAURENT, 223-3235

DOIVENT ÊTRE VENDUES PLUS DE

1,500 PEINTURES À L'HUILE

A DES PRIX INCROYABLEMENT BAS

\$5 à \$85 PAS PLUS

ENDROIT

HÔTEL LE REINE-ELIZABETH

900 ouest, boul. DORCHESTER 861-3511

SALONS HARRICANA ET CHAUDIÈRE

SAMEDI 13 NOV. 11 a.m. à 11 p.m. DIMANCHE 14 NOV. 11 a.m. à 10 p.m. LUNDI 15 NOV. 11 a.m. à 10 p.m.

GRATUIT

Paysages, fleurs, scènes urbaines, portraits, marines, natures mortes, peintures abstraites

IMPORTANT STOCK ! Étonnante collection de cadres à des PRIX IRRESISTIBLES. (Moulures sculptées à la main et moulures modernes)

NOUS ACCEPTONS LES CHEQUES PERSONNELS, LES CARTES CHARGE ET MASTER CHARGE

GROSSISTE EN ART CANADIEN

éditorial

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration
la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur
JEAN SISTO éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
ALBERT TREMBLAY secrétaire de la rédaction
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

Le Québec a-t-il une maturité politique?

Les citoyens du Québec choisiront, dans 48 heures, l'équipe politique qui dirigera la province au cours des prochaines années. Quelle que soit l'issue du scrutin, le parti qui sera porté au pouvoir aura à faire face à des problèmes de taille, tels l'inflation et le chômage. Il n'est donc pas inutile de se demander si ces problèmes fondamentaux pourront être résolus, au moins partiellement, par l'un ou l'autre des partis susceptibles de prendre le pouvoir, c'est-à-dire le Parti libéral ou le Parti québécois.

Les campagnes électorales au Québec sont beaucoup moins folkloriques qu'elles l'étaient jadis, même si certains candidats le sont restés. Néanmoins, la campagne qui se termine n'a pas vraiment traité de la question de fond; l'orientation de l'économie. Aucun des deux principaux partis n'a tenté de démontrer les avantages économiques de la plupart des projets-promesses qu'ils ont lancés dans l'opinion publique. Ces deux partis ont pris pour acquis que les électeurs sont comme des poissons affamés à qui il suffit de lancer l'appât d'allocations et de subsides pour les accrocher sur leur hameçon électoral respectif. C'est en ce sens que la campagne électorale qui s'achève est non seulement dans la vieille tradition des promesses irréalistes, mais aggrave encore ce travers puisque ces deux partis affichent leur foi dans les vertus de l'Etat-Providence.

Malheureusement il y a tout un monde entre l'lectoratisme et l'exercice du pouvoir. Ce monde c'est la réalité économique. Il y a actuellement et officiellement 10 pour cent de la main-d'œuvre qui chôme au Québec. C'est beaucoup plus que lors de la prise du pouvoir par le Parti libéral en 1970. Pourtant les libéraux ont fait des efforts pendant six ans pour corriger cette situation. Est-ce qu'on pourrait corriger une situation plus grave qu'en 1970? Bien sûr, les candidats en lice répondent dans l'affirmative. Mais il faut reconnaître qu'ils sont incapables de fournir des preuves tangibles de leurs allégations.

Les citoyens doivent prendre conscience que la prospérité économique est largement indépendante des partis politiques. Car les créateurs de vraies richesses et d'emplois stables sont hors de la compétence des gouvernements, quels qu'ils soient. C'est pourquoi les promesses des politiciens ne se réalisent à peu près jamais. D'ailleurs ce que les politiciens peuvent faire de plus utile, c'est d'abord de ne pas nuire aux véritables agents économiques, et ensuite de leur faciliter la tâche.

En régime capitaliste, ces véritables agents sont les chefs d'entreprises qui forment la structure économique des régions. Les grandes entreprises, qui sont environ 150 au Québec, constituent des forces d'entraînement mais ne peuvent, à cause de leur centralisation, faire vivre un grand nombre de

localités. Aucun pays industriel, d'ailleurs, ne repose que sur la grande entreprise. La prospérité économique est donc le produit d'une lente prolifération d'entreprises et ne peut être provoquée du jour au lendemain par l'accession au pouvoir d'un parti politique. Il n'y a pas de miracle ni de raccourci en économie. N'en déplaise à certains économistes engagés.

Mais que propose la plupart des partis à l'imagination des électeurs? Un Etat qui serait le plus grand chef d'entreprise du Québec, avec, comme succursales, les sociétés d'Etat qui administrent des subsides de toutes sortes. C'est ainsi que les politiciens joueraient encore plus aux chefs d'entreprise aux frais des contribuables. Il est bien connu, en effet, que les entreprises d'Etat coûtent beaucoup plus cher que la plupart des entreprises privées. Ce qui est attribuable non seulement à une surabondance de personnel, mais aux erreurs graves qui ne subissent pas la sanction de la faillite mais sont "corrigées" par les impôts.

Les Canadiens français ont fait beaucoup de chemin depuis une vingtaine d'années. Mais dans le domaine économique ils ont un retard considérable. Ils sont en train de faire leurs classes. Il est donc abusif de croire et de dire que c'est tel ou tel parti politique qui est responsable au premier chef du taux de chômage et du marasme de l'économie.

Mais si l'Etat ne peut pas créer artificiellement la prospérité, il peut la compromettre. C'est ainsi qu'un parti au pouvoir, de par sa politique, peut créer tous les désavantages du socialisme, par une ingérence intempestive, alors que le Québec en a déjà les avantages, c'est-à-dire les mesures de sécurité sociale.

Si les gouvernements ne peuvent pas vraiment faire disparaître le chômage et l'inflation par des mesures autoritaires, c'est que l'économie capitaliste repose essentiellement sur l'initiative de milliers de chefs d'entreprise, non seulement au pays mais à l'étranger. C'est ainsi que l'économie du Québec repose à la fois sur celles du Canada et de l'étranger. On ne doit pas perdre de vue que le Québec n'a qu'un marché de six millions de consommateurs et le Canada de 22 millions. C'est fort peu pour des économies modernes qui doivent atteindre une production élevée pour maintenir au travail toute leur main-d'œuvre. Le Québec, par exemple, a plus besoin du marché canadien pour sa production manufacturière que le reste du Canada a besoin du marché québécois. Les citoyens doivent être au courant de ces faits. C'est pourquoi ils auront beaucoup de mérite lundi à faire la preuve de leur maturité politique. Car la propagande des partis est l'antithèse d'un exposé économique relativement impartial!

Ivan GUAY

La grève à l'Hydro

Le conflit à l'Hydro-Québec, quelle que soit la tournure qu'il doit prendre au cours des prochaines heures ou des prochains jours, aura été une expérience extrêmement malheureuse.

Et, en disant cela, nous ne pensons pas uniquement aux souffrances que les pannes d'électricité ont pu infliger à des milliers de Québécois. A part quelques exceptions, il n'y a pas eu, semble-t-il, de cas trop dramatiques. Nous pensons surtout à la politisation excessive de cette négociation et aux brèches qu'on a fait subir, du côté gouvernemental, à l'autonomie administrative de cette société de la Couronne.

Il y a d'abord eu le rôle équivoque joué par le ministre des Richesses naturelles, M. Jean Cournoy. Il s'était fait confier un mandat de médiateur. Sans avoir consulté ou a peu près l'Hydro, il a émis un rapport qu'il s'est aussitôt fait fort d'imposer à la société de la Couronne. Celle-ci l'ayant refusé, il a multiplié les démarches, même publiques, pour amener le premier ministre à se ranger à son avis.

M. Bourassa a cherché, de son côté, à gagner du temps, espérant sans doute pouvoir se dispenser d'agir. Le syndicat des employés de l'Hydro a alors décidé de lui forcer la main en déclenchant la grève générale en plein contexte électoral. La stratégie était claire. Le premier ministre ne pouvait tolérer la poursuite d'un tel arrêt de travail qui risquait de nuire fort à sa campagne. Il se devait de régler par-dessus la tête de l'Hydro.

Tout indique jusqu'ici que la stra-

tegie a assez bien fonctionné. M. Bourassa a donné des directives verbales à l'Hydro d'accepter les recommandations de son ministre. L'Hydro a fait savoir que ces recommandations du ministre lui apparaissaient toujours déraisonnables mais qu'elle les accepterait si M. Bourassa lui en faisait l'obligation par écrit.

Nous en sommes là au moment d'écrire ces lignes. Les directives écrites, que nous sachions, n'avaient toujours pas été reçues à l'Hydro et la société de la Couronne continuait toujours d'ailleurs de poser certaines conditions à la signature d'une entente avec ses employés.

Il faut espérer que l'Hydro n'aura pas à céder définitivement sous la pression du ministre Cournoy ou du premier ministre Bourassa. Il faut espérer que le temps jouera en faveur de la société de la Couronne. La situation aura beaucoup changé au lendemain des élections. Seule une loi du Parlement serait acceptable pour forcer la main de l'Hydro, en supposant que les élus du peuple estiment qu'il faille le faire.

L'Hydro-Québec s'est donné une administration et des cadres d'une rare compétence. Son crédit, qui est excellent à l'étranger, repose sur la confiance qu'on fait à cette équipe. On ruinerait tout cela d'un seul coup en acceptant des interventions politiques dans son processus de décision, dans sa régie interne. Il faut qu'on puisse continuer d'être fier de l'Hydro et que les dirigeants de celle-ci ne soient pas réduits à des rôles de marionnettes.

Vincent PRINCE



Droits réservés

LETTRES

Ecole privée, école publique

M. Pierre Nadeau
Animateur émérite
Radio-Canada, Montréal

Cher monsieur,
Animateur émérite en effet: je vous trouve excellent, ma femme vous trouve beau. Que demander de plus?

Professeur de français à la régionale Vaudreuil-Soulanges, j'écoute l'émission "Le pour et le contre" du 5 novembre, je n'ai pu m'empêcher de constater que le temps alloué à un sujet aussi brûlant d'actualité était nettement insuffisant et qu'il est, d'une certaine façon, malhonnête, de la part des parents et de la Société Radio-Canada, de tenter de comparer ce qui ne se compare pas.

Un principe enfantin veut qu'on compare ce qui se ressemble. Or les secteurs privé et public sont aussi différents l'un de l'autre que le sont les psychologies féminine et masculine.

En effet, le secteur privé est sélectif: on fait passer des examens aux candidats et seuls ceux qui ont 60 ou 65%, ou ont les aptitudes nécessaires, sont acceptés. Si, par malheur, le glissement des candidats doués, mais indésirables, ils sont vite expulsés sauf si le père, politiquement ou financièrement parlant, peut forcer la main des autorités de l'institution.

Par contre, le secteur public est général. Aucun examen d'entrée ne sélectionne les candidats. Tous sont acceptés sans condition ou presque:

les doués, les non-doués, les élèves de bonne conduite, les voyous, les infirmes, en fait tout le monde. Pas étonnant que les cours structurés pour ces groupes d'élèves soient de difficultés moindres que ceux qui s'adressent, pour un même niveau, à l'élite du secteur privé. Au secteur public, le rythme d'apprentissage, compte tenu de la clientèle, est bien différent.

Il est intéressant de noter que la prétendue dégradation de l'enseignement dans le secteur public, quelle que soit la discipline, s'est manifestée au début des années 60 avec l'avènement de l'école obligatoire pour tous. Les gens de 30 à 40 ans et les plus âgés aussi se rappellent très bien que les enfants, surtout ceux qui avaient des difficultés marquées ou une conduite plus ou moins acceptable, quittaient l'école très tôt, parfois en 3e ou 4e année. Les élèves qui poursuivaient leurs études au 2e cycle de l'élémentaire formaient une certaine élite intellectuelle un peu comparable à celle qu'on retrouvait et qu'on retrouve encore aujourd'hui dans les écoles privées. D'ailleurs, un bon nombre de ces élèves, dits favorisés, se dirigeaient par la suite, faute d'école publique dans leur milieu, vers le secteur privé. Pour avoir vécu cette situation, je parle donc en connaissance de cause.

Le secteur privé est demeuré plutôt traditionneliste dans son enseignement alors que le secteur public, sous prétexte que de pseudo-pédagogues découvraient des méthodes

miraculeuses, innovaient à qui mieux mieux, faisant des élèves de ce secteur les cobayes du système.

Mon expérience personnelle m'autorise à dire que, d'une façon générale, — des exceptions confirment toujours la règle — à conditions égales, le secteur public se compare avantageusement avec le secteur privé. L'élite du secteur public réussit aussi bien à l'université que celle du secteur privé. Je suis persuadé que les élèves qui manifestent des difficultés d'apprentissage et qui échouent au secteur public subiraient le même sort au secteur privé et ce, dans 90% des cas.

Qu'on cesse donc de comparer les deux systèmes. Si on veut le faire, qu'on fasse en sorte de placer le secteur public dans les mêmes conditions ou inversement, qu'on prenne

Le respect de soi

Rien ne pourrait être plus nuisible à la langue française que la section scolaire de la loi 22. Au lieu d'encourager l'assimilation des immigrants, elle sert de preuve à la puissance de l'anglais et à l'invulnérabilité des Anglo-Québécois.

Je suis immigrant anglophone américain (bien que bilingue depuis longtemps). Je savais avant de venir ici que le français était la langue du pays. Je travaille dans un milieu francophone et le français est devenu de plus en plus la langue de notre

pour acquis un moment que le secteur privé accepte tout le monde et l'on constatera alors qu'il est très difficile de faire des miracles, surtout en éducation.

Il est évident qu'entre deux maisons d'enseignement du même secteur il puisse y avoir des différences marquées, dépendant de facteurs aussi variés que: personnels administratifs, enseignant et étudiant.

Aux parents du secteur public en particulier: Cessez donc de considérer vos enfants comme s'ils étaient tous des génies. Exception faite de la nature plus paresseuse chez certains, chacun a ses possibilités, ses limites, et parents et enfants seraient certainement plus heureux si chacun se prenait pour ce qu'il est et non pour ce qu'il croit être.

Georges LAFLAMME,
professeur
Régionale Vaudreuil-Soulanges

les publiques où l'Etat québécois paie l'instruction dans une langue étrangère;

2. que le Québec craint tellement d'être mal entendu par sa minorité anglophone qu'il publie presque toutes ses communications en forme bilingue;

3. que presque tous les fonctionnaires publics québécois doivent savoir l'anglais (il y en a même qui semblent le préférer), tandis que leurs homologues ontariens sont unilingues;

4. que les Québécois tolèrent que la fonction publique fédérale et les entreprises d'Etat (tels Air Canada et Canadien National) forcent leurs

employés francophones d'être bilingues, même dans leur propre province, tandis que les employés anglais peuvent rester unilingues presque partout.

Si vous n'avez pas le courage d'exiger l'école française pour tous, si vous craignez tellement les Anglais que votre gouvernement se croit contraint de leur parler leur langue, enfin, si le Québec ne peut être aussi unilingue que l'Ontario, comment pouvez-vous espérer que les Italiens et les Grecs veuillent s'assimiler à un peuple qui ne se respecte pas?

Mark WALLER
bibliothécaire
Université de Montréal

L'otage en a ras le bol!

Je suis Monsieur Chose dans un restaurant chic. Je commande le plat du chef. J'attends, j'attends. J'entends des éclats de voix provenant de la cuisine. A mes questions, la serveuse répond que c'est le gérant qui ne s'entend plus avec les cuisiniers au sujet du menu et elle me demande de lui payer d'avance une partie de la facture. Abasourdi, j'accepte. Idiot! Le temps passe, mes jambes s'ankylosent, mon estomac se tord. Finalement, l'on s'amène avec mon mets. Surprise, il n'y a plus que les pois et le gérant de me dire que, pour aujourd'hui, c'est tout ce que comprendra le plat du chef. Et bonjour monsieur.

Maintenant remplacez le restaurant par l'UQAM, le gérant par l'administration et vous aurez le tableau. J'ai commandé à cette admi-

nistration mon plat du chef, c'est-à-dire mes cours d'automne 1976. Le gérant se rit de moi. "Je suis incapable, dit-il, de vous le fournir." Eh bien, que l'on change ce gérant incompétent. Moi, mon contrat avec l'UQAM, je ne l'ai pas signé avec les employés de soutien, ni avec les professeurs, mais bien avec l'administration.

Malheureusement, c'est moi qui paie pour cette grève: mon loyer, le manque à gagner, la qualité de mes cours (bien sûr, il ne me restera plus que les pois!). Mais je connais celui qui m'escroque. Qu'il se dise qu'il ne me mangera pas la laine sur le dos bien longtemps encore.

L'otage en a ras le bol de sa cuisine...

Pierre-Alain COTNOIR
Dorion

élections

la presse

MONTREAL,
SAMEDI 13 NOVEMBRE 1976

15

NOVEMBRE

Arbitrage des mécontents

par Marcel PEPIN

Déclenchée sous de faux airs d'urgence qui n'ont pas résisté très longtemps au scepticisme des électeurs, la campagne électorale se termine sur une ambiguïté que les stratégies opposées des deux principaux adversaires n'ont jamais réussi à dissiper pendant les 23 jours de débats que nous venons de vivre.

Autant M. Robert Bourassa a tenté, avec plus ou moins de bonheur, d'esquiver un examen serré des réalisations de son gouvernement, autant M. Lévesque a écarté volontairement la reprise systématique de la discussion sur la pertinence de l'indépendance, préférant faire le procès du gouvernement et mousser le programme de son parti, de même que la qualité de son équipe.

Dans un effort de dernière heure pour ramener l'enjeu électoral à la seule dimension "séparatiste", M. Bourassa continuait hier à réclamer un tel affrontement, son parti allant même jusqu'à faire parvenir aux journaux des communiqués disant que M. Lévesque acceptait le duel.

Malgré le refus du chef péquiste de participer à un débat radiophonique sur l'indépendance, M. Bourassa continuait hier à réclamer un tel affrontement, son parti allant même jusqu'à faire parvenir aux journaux des communiqués disant que M. Lévesque acceptait le duel.

Dans les pays normaux, dans des circonstances normales, les élections ont pour objet de déterminer lequel des adversaires en présence offre le plus de garanties, sur le plan du leadership et de l'intégrité, pour assumer la charge de la gestion des fonds publics, d'une part, et orienter le destin collectif, d'autre part.

Comme la présence de l'option indépendantiste dans le décor permet de s'écarter de ce scénario, les libéraux ont joué jusqu'à la dernière minute la carte "séparatiste", dans l'espoir évident de conserver ainsi un pouvoir qui leur glisse des mains.

Le comportement du chef du gouvernement, de moins en moins sévère à mesure qu'approche le jour du scrutin, révèle l'inquiétude qui ronge M. Robert Bourassa. D'autre part, les remarques acerbes dont le leadership de M. Bourassa a été l'objet, de la part de ses propres candidats, évoquent un règlement de comptes prochain au sein de l'équipe ministérielle.

Le simple fait par exemple que l'ancien ministre fédéral Bryce Mackasey demande carrément aux anglophones d'oublier les carences du gouvernement et de son chef, pour ne songer qu'à maintenir le fédéralisme et le Canada, illustre jusqu'à quel point la popularité du chef libéral rampe près du sol.

Les deux partis sont donc réduits à batailler entre eux pour attirer le plus fort taux de votes négatifs possible, les libéraux recherchant les votes anti-séparatistes, les péquistes attirant les votes anti-Bourassa.

Rien n'indique que les efforts personnels de dernière minute des députés fédéraux engagés dans la campagne, ni les défits des derniers jours de M. Bourassa pour amener M. Lévesque à reprendre le débat sur l'indépendance, aient été partagés de façon catégorique l'électeur.

D'autre part, il n'est pas évident non plus que la stratégie péquiste de se limiter surtout à faire le procès du dossier gouvernemental fasse fléchir les inconditionnels du fédéralisme.

Ce sont donc les mécontents qui auront le dernier mot, et selon qu'ils utiliseront massivement ou non la soupape des tiers-partis, les chances des libéraux seront ou très précieuses ou relativement bonnes.

Des deux côtés, on a joué à fond une seule carte, ce qui permet d'entretenir le suspense, mais n'aide guère à dégager une tendance précise.

En dernier ressort, un élément jamais négligeable dans les élections peut jouer un rôle clef: l'intégrité des hommes publics.

Baie James

Selon Lévesque, des dizaines de millions ont été gaspillés

par Pierre-Paul GAGNE

Soutenant que la mauvaise administration du gouvernement Bourassa a fait augmenter d'environ 25 p. cent les coûts de la Baie James, le chef du Parti québécois, M. René Lévesque, a promis, hier, qu'un gouvernement péquiste instituerait un mécanisme sévère de contrôle des coûts.

De plus, M. Lévesque a affirmé qu'un gouvernement péquiste réviserait le calendrier d'exécution des travaux de la Baie James de façon à mieux accorder le rythme des travaux aux besoins énergétiques et à la capacité financière du Québec.

Hier, au cours d'une conférence de presse, M. Lévesque a cité trois cas où, à son avis, les décisions de la Société d'énergie de la Baie James ont fait perdre de l'argent aux Québécois.

Citant d'abord l'exemple de la route menant à LG-2, M. Lévesque a soutenu que, d'après les devis originaux, cette route devait passer par les hautes terres à partir de Chibougamau, ce qui aurait coûté environ \$45 millions. Or, il a été finalement décidé de faire passer la route par les terres basses, à partir de Matagami, ce qui a eu pour effet de faire augmenter les coûts à \$350 millions.

Par ailleurs, M. Lévesque a soutenu

que la façon dont certains contrats ont été attribués a rendu la concurrence impossible, ce qui a eu pour effet de faire augmenter les coûts.

A cet égard, M. Lévesque a cité, hier, le cas de la digue principale de LG-2 qui, d'après les devis originaux, devait être construite à partir de quatre groupes de contrats séparés dont on avait estimé le coût total à \$75 millions. Or, à son avis, ce n'est pas du tout ce qui s'est produit.

Selon lui, on demanda plutôt des soumissions pour l'ensemble des travaux, ce qui eut pour effet de réduire le nombre d'entrepreneurs susceptibles de soumissionner et d'augmenter d'autant les possibilités d'ententes tacites entre eux. Le résultat de cette façon de procéder, selon M. Lévesque, c'est que le coût de la digue en question, qui devait être de \$75 millions, est finalement passé à \$250 millions.

Le chef péquiste a finalement cité le cas du contrat pour les digues secondaires de LG-2 qui fut accordé à Spino construction pour \$74 millions, même si l'ensemble des sous-contrats accordés par Spino ne totalisait que \$45 millions.

Un contrôle des coûts

A son avis, ce qui a le plus manqué

à la Baie James, c'est un contrôle serré des coûts.

A cet égard, il a également cité, hier, le cas de la firme Lalonde et Valois qui reçoit, en plus de ses honoraires fixes, un paiement égal au double de ses frais encourus. A son avis, un tel arrangement pourrait toujours s'expliquer dans le cas de contrats ordinaires de quelques millions, "mais devient scandaleux lorsqu'il s'agit de dépenses remboursables de plus de \$100 millions".

Toute cette façon de procéder, de l'avis du chef péquiste, explique en bonne partie pourquoi les coûts de la Baie James sont passés de \$5,8 milliards, en 1972, à \$16,2 milliards, aujourd'hui.

Selon lui, un tel gaspillage est ruineux non seulement sur le plan financier, mais également sur le plan de l'éthique de nos entreprises. A la Baie James comme ce fut le cas sur le chantier olympique, a-t-il dit, la mentalité se développe que tout est permis et qu'il est normal de faire fortune rapidement et par n'importe quel moyen.

Pas question d'arrêter les travaux

Hier, M. Lévesque a soutenu qu'il n'est aucunement question qu'un gou-

vernement du Parti québécois tente d'arrêter les travaux de la Baie James.

Mais, a-t-il ajouté, "nous établirions un mécanisme serré de contrôle des coûts de façon à éliminer l'orgie de gaspillage actuel". Dans certains cas, un gouvernement péquiste obligerait la Société d'énergie de la Baie James à renégocier certains contrats qui ont déjà été accordés.

Parallèlement, tout le calendrier des travaux serait réajusté dans le but, d'une part, de réduire sensiblement la masse d'emprunts nécessaires et, d'autre part, de tenir compte du fait que la demande d'électricité au Québec s'est relativement stabilisée depuis un an ou deux.

Autrement dit, le calendrier des travaux pourrait être réaménagé en tenant compte du fait que les besoins prévus en électricité pour le début des années 90 ne sont plus les mêmes, aujourd'hui, que ce qu'ils étaient il y a cinq ans.

Avec l'argent économisé, a conclu M. Lévesque, un gouvernement péquiste tenterait de répondre aux priorités les plus urgentes qui s'imposent dans le Québec.

Bourassa voulait pouvoir dire à Trudeau: les Québécois m'appuient

Bien qu'il ait consacré la presque totalité de ses interventions d'hiver à tenter par tous les moyens de forcer René Lévesque à accepter de le rencontrer dans un débat radiophonique, le chef du Parti libéral, M. Robert Bourassa, a de nouveau senti le besoin, à deux jours du scrutin, de justifier le déclenchement des élections en réclamant un appui massif de la majorité francophone pour "pouvoir dire à M. Trudeau: les Québécois m'appuient".

Avec la même ferveur avec laquelle il s'adressait lundi aux anglophones du Canadian Club, M. Bourassa allait, hier, livrer son message devant la Chambre de commerce de Laval.

C'est également devant cet auditoire que M. Bourassa a affirmé que M. Lévesque acceptait le débat qui avait été refusé la veille, affirmation qui fut par la suite, d'abord mise en doute, et finalement démentie.

Hier soir, à Hull, M. Bourassa n'en continuait pas moins de répéter son "défi" en sommant M. Lévesque de venir le rencontrer aujourd'hui sur les ondes de Radio Mutuel et de Téléme-dia.

Le PQ va se faire sortir

Cette assemblée de Hull a été quelque peu perturbée lorsqu'un contestataire s'est amené en avant pour traiter le chef libéral de "menteur". Sous les yeux des caméras de la télévision, l'adversaire fut peu après expulsé manu militari par un individu mesurant plus de six pieds et de forte corpulence.

"C'est comme ça que le Parti québécois va se faire sortir le 15 novembre", a prédit M. Bourassa en voyant expulser le chahuteur.

M. Bourassa avait été présenté d'une façon pour le moins inattendue

par le ministre Oswald Parent: "Robert Bourassa, de dire M. Parent, donne peut-être l'impression d'un homme qui a peur de prendre des décisions... mais c'est un véritable lea-

Difficile à gouverner

Par ailleurs, M. Bourassa qui participait hier soir à l'émission "Télescope" à Radio-Canada, a répondu à l'animateur qui lui parlait de son "leadership" contesté: "La société québécoise est l'une des plus difficiles à gouverner."

Le premier ministre a de plus fait valoir qu'il a "quand même réussi à augmenter le niveau de vie au Québec et fait disparaître la violence politique".

M. Bourassa pense qu'on a exagéré

les "contestations des candidats libéraux de certains comtés".

Interrogé à savoir pourquoi il avait décrié des élections alors qu'en 1973 il formait un gouvernement très majoritaire avec ses 102 députés, M. Bourassa a répondu qu'en 1973, les citoyens ont choisi le fédéralisme et que maintenant, en 1976 "l'enjeu est tellement fondamental, il y va de tout l'avenir et du bien-être du Québec".

M. Bourassa a alors souligné qu'il y avait six points sur lesquels les premiers ministres des provinces s'entendaient, entre autres l'immigration et la politique culturelle...

On a alors demandé au chef du PLQ pourquoi les sujets se rapportant à la constitution avaient semblé être laissés dans l'ombre. "C'est pas de ma faute si les médias ne rapportent pas mes paroles..." a répondu M. Bourassa.

"Le devoir" donne son appui au PQ

par André BELIVEAU

Virage spectaculaire au "Devoir": M. Claude Ryan appuie le Parti québécois.

Dans un texte très nuancé, avec beaucoup de précautions et de réserves, le directeur du journal anglophone aujourd'hui qu'entre le risque de l'aventure (représenté par le PQ) et celui de la stagnation politique (représenté par le Parti libéral), "il faut choisir celui qui ouvre davantage la porte sur l'avenir".

Cette révision ne va cependant pas sans déchirement. M. Ryan demeure en effet éminemment attaché à la formule fédérale, dont il fait un grand éloge. Mais il estime que dans les circonstances, il existe suffisamment de garanties pour contre balancer "le risque d'être entraîné ensuite dans une aventure dont on ne connaît pas la fin mais dont le principe même répugne pour l'instant à une majorité de citoyens".

On se rappelle qu'en 1973, "Le Devoir" avait déjà un grand nombre de ses lecteurs inspiré peu après la création du quotidien indépendantiste "Le Jour", dont les cendres viennent de retomber après une brève carrière.

Selon "Le Devoir", le Parti québécois, en dépit de certaines faiblesses, a de nombreuses qualités qui le rendent apte à aspirer au pouvoir: les

structures de direction et de financement les plus ouvertes, un leader d'un dynamisme remarquable jouissant d'une audience exceptionnelle au Québec et à l'extérieur, la capacité de réfléchir sur la scène politique les valeurs d'une forte proportion de la jeune génération, une équipe capable de donner au Québec un gouvernement compétent et honnête, l'incarnation d'une vision élevée de ce que devrait être la vie publique au Québec.

"Après 12 années de régime libéral depuis 1960, écrivait hier le directeur du journal, M. Claude Ryan, un changement serait dans l'ordre des choses si l'objection de l'indépendance peut être mise entre parenthèses de manière loyale et satisfaisante."

Or, M. Ryan conclut aujourd'hui que cela est possible.

Les principaux media anglophones de Montréal et ceux de Toronto demeurent quant à eux perplexes sur l'issue du scrutin de lundi.

L'un d'eux, le "Toronto Sun", a causé une surprise en prenant fermement parti hier en faveur du PQ.

Tous les autres continuent cependant — à leur corps défendant — d'appuyer le Parti libéral.

L'étonnante prise de position du "Toronto Sun", publiée sous le titre "Vote Lévesque", s'appuie sur la conviction qu'il faut établir une distinc-

tion très nette entre l'appui au PQ et l'option indépendantiste. Soulignant ce qu'il appelle "la corruption, la fourberie, le népotisme, le favoritisme, l'autocratie et l'immoralité", du gouvernement Bourassa, le journal affirme d'autre part qu'un vote pour René Lévesque est un vote "pour l'honnêteté, l'intégrité, le courage et le changement".

Les autres grands quotidiens anglophones adoptent cependant une voie très différente. Aucun d'entre eux ne se dit bien entiché du Parti libéral, mais tous affirment qu'il faut maintenir les valeurs fédéralistes et donc voter, disent la plupart, pour les libéraux.

"The Montreal Gazette", pourtant, se contente de conseiller d'appuyer les candidats et les partis qui croient au Canada.

Le "Montreal Star", pour sa part, estime que "le Parti libéral est encore, malgré tout, le meilleur choix", mais seulement parce que la fragmentation du vote ne peut jouer qu'en faveur du PQ. Pour le "Star", "les prétendues faiblesses du gouvernement Bourassa ne justifient pas l'élection d'un parti voué au démantèlement du Canada".

Cette position est également celle du plus important groupe de radio-télévision anglophone du Québec (CFRC-TV,

CFRC et CFQR). Le patron de ce consortium même depuis trois jours une charge virulente sous le thème "Save Confederation, Vote Liberal".

Il est cependant contredit en cela par son animateur-vedette John Robertson, qui continue à faire campagne en faveur de l'Union nationale.

Quant aux deux autres grands quotidiens de Toronto, ils se montrent tous deux très inquiets devant ce qui se passe au Québec. Le "Globe & Mail", en particulier, blâme sévèrement le premier ministre Trudeau de ne pas être intervenu pour défendre les valeurs pancanadiennes dans cette élection "qui n'est pas une élection normale".

D'autres publications de moindre importance du milieu anglophone se sont également prononcées. La plupart appuient évidemment le Parti libéral et dénoncent violemment le PQ — notamment la presse ethnique — mais un hebdomadaire italo-québécois qu'on dit influent, la "Tribuna", s'est également déclaré favorable au PQ. Un autre, "The Monitor", qui prétend posséder le plus fort tirage du West Island montréalais, a recommandé à ses lecteurs de voter en faveur de l'Union nationale, alors que le "Westmount Examiner" a opté pour l'Alliance démocratique de M. Nick Auf der Maur.

Biron: les fédéraux viennent faire peur

par Denis LORD

GRANBY — Les fédéraux s'en viennent!... mais Rodrigue Biron veille et se promet de les renvoyer chez eux.

Malgré les dénégations du premier ministre Trudeau, le chef de l'Union nationale reste convaincu que les hordes fédérales s'apprêtent à déferler sur le Québec dans les dernières heures de la campagne électorale pour tenter d'arracher les libéraux au désastre.

"C'est le 'gang' d'Elliott Ness, fédéral qui s'en vient finir la campagne de peur des libéraux. Surveillez ça en fin de semaine", a affirmé M. Rodrigue Biron à une foule de 250 partisans fort enthousiastes massés à l'hôtel de ville de Granby, hier soir.

Le chef unioniste les prévient qu'ils "vont tenter de vous faire croire qu'ils viennent sauver le pays de la séparation. Mais il n'en est rien. C'est le Parti libéral fédéral qu'ils veulent sauver en vous disant de voter contre l'Union nationale, parce qu'ils ont peur qu'un gouvernement unioniste à Québec les fasse battre aux prochaines élections".

M. Biron paraît bien décidé, pour sa part, à désamorcer la campagne de peur libérale en livrant la guerre aux libéraux d'Ottawa comme à ceux du Québec.

Un peu plus tôt, à Saint-Hyacinthe, il a promis que "ça va barder", qu'il négocierait "à coups de points" sur la table avec Ottawa pour le forcer à délier les cordons de la bourse et assumer sa part du déficit olympique. Et il veut également qu'Ottawa impose un embargo sur les importations de textile étranger pour protéger les emplois au Canada.

A Granby, l'organisation du candidat unioniste Gilles Cadorette (comté de Shefford) n'avait pas ménagé ses efforts pour que le passage du chef ait vraiment l'air d'un triomphe.

Dès leur descente d'autobus, M. et Mme Biron ont été accueillis au son de "O When the Saints Go Marching In" par le "corps musical des Jeunesses de Granby fondé en 1963", comme le dit l'inscription sur la grosse caisse, qui formait une halle d'honneur haute en décibels sur les marches de l'hôtel de ville.

Il faut dire que le chef unioniste jouissait d'un auditoire particulièrement vaste puisque tout le spectacle était transmis en direct par la radio locale, du mot de bienvenue du maire Paul-O. Trepier, aux remerciements du conseiller candidat Cadorette, en passant par les nombreuses salves d'applaudissements animées par un organisateur debout en avant de la salle.

La chaleur de la mise en scène s'est révélée salutaire pour la verve du chef unioniste, qui avait laissé voir quelques signes de fatigue au cours des quatre autres discours qu'il avait déjà prononcés durant la journée, à Sorel, Sainte-Agathe, Saint-Hyacinthe et Drummondville.

Et il en a profité pour mettre ses partisans en garde contre les éditeurs qui paraîtront avant le scrutin parce que, dit-il, "Bourassa a même réussi à faire peur à plusieurs éditorialistes et propriétaires de journaux".

Plus tard en soirée, le chef de l'UN devait reprendre sensiblement les mêmes thèmes devant une foule de près d'un millier de personnes réunies au centre diocésain de Nicolet, dans le fief de l'ancien ministre Clément Vincent, qui est l'organisateur en chef de la campagne unioniste.

M. Biron a d'autre part rappelé sa promesse d'abaisser le fardeau fiscal des citoyens de \$125 par capita tout en réalisant un programme électoral qui, de son propre aveu, entraînerait des déboursés de \$2,5 milliards.

Dans le même ordre d'idées, il a saisi l'occasion pour s'en prendre à MM. Robert Bourassa et René Lévesque, qu'il accuse de malhonnêteté pour n'avoir pas divulgué le coût de mise en oeuvre de leurs programmes respectifs.

que 12 heures plus tard le PQ revienne sur sa décision.

Quant à CJMS, au service des nouvelles, on adoptait la même position, à savoir qu'un débat n'aurait lieu que si les deux chefs y participaient. Toutefois devait faire valoir M. Daniel McGennis, du réseau Radio-Mutuel, M. Jarraud n'est pas tenu aux politiques du service des nouvelles et il pourrait bien inviter M. Bourassa lors de son émission du samedi matin "à venir en studio défier M. Lévesque une dernière fois".

Malgré les appels répétés de Bourassa

Le deuxième débat n'aura pas lieu

par Jean PELLETIER

En dépit d'efforts et d'appels répétés de la part du premier ministre, M. Robert Bourassa, le chef du Parti québécois, M. René Lévesque, a refusé une deuxième fois hier de prendre part à un débat public diffusé dans l'ensemble du Québec sur les ondes du réseau Téléme-dia.

Le chef de l'Union nationale, M. Rodrigue Biron, a de son côté lancé un dernier défi à M. Bourassa de le rencontrer aujourd'hui dans le cadre d'un débat radiodiffusé. Au PLQ le "défi" de M. Biron est demeuré lettre morte.

M. Lévesque a pour sa part expliqué son refus de la façon suivante: "M. Bourassa ayant employé tous les prétextes pour éviter un débat normalement organisé par Radio-Canada il y a plusieurs jours, (il) ne cherche plus qu'à ajouter ses clameurs personnelles à l'avalanche finale des peurs libérales pour tâcher, en désespoir de cause, de fausser le scrutin. Je ne me prêterai pas à cette manoeuvre", devait conclure M. René Lévesque.

Au même moment, dans le cadre d'une émission animée par M. Frenchie Jarraud, le premier ministre

Bourassa se disait prêt "à accepter toutes les conditions de M. Lévesque pour que ce débat d'une importance historique ait lieu".

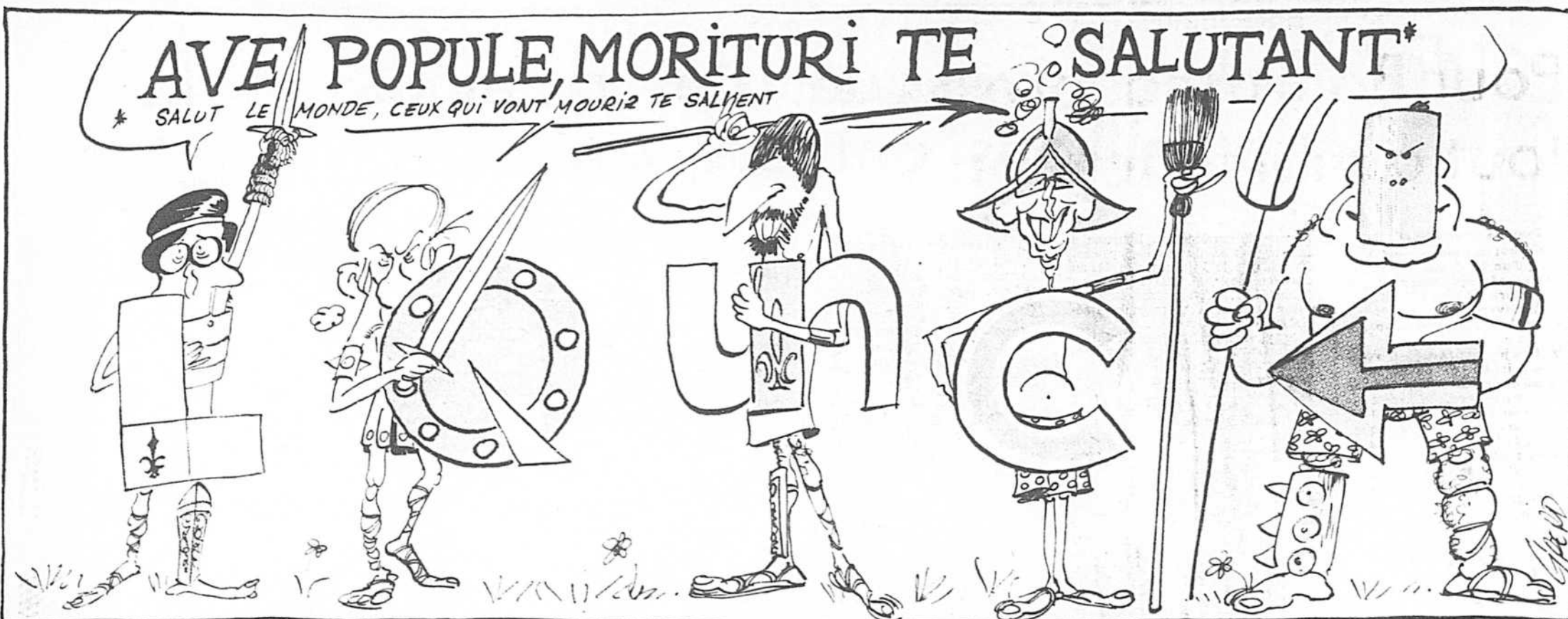
La direction de CKAC avait fait savoir aux deux chefs qu'ils avaient jusqu'à six heures vendredi soir pour faire connaître leur réponse. Précisément à 6 heures hier soir un porte-parole du PQ avisait CKAC du non final et catégorique de M. René Lévesque.

M. Bourassa, estomaqué par le refus de son adversaire, réitéra alors publiquement son invitation avec en-

core plus d'insistance cette fois, allant même jusqu'à déclarer qu'il réserverait du temps d'antenne tant à CKAC qu'à CJMS pour que le débat ait lieu coûte que coûte.

"Je demande à M. Lévesque qui veut être un vrai chef, a déclaré le premier ministre, de revenir sur sa décision. La nuit portant conseil, devait-il ajouter, M. Lévesque doit accepter de venir me rencontrer.

La direction de CKAC refuse l'offre, soulignant qu'à la suite du communiqué émis la veille, il était impensable



(Tous droits réservés)

Samson: ça va mal depuis la chasse aux communistes

par Ingrid SAUMART

VAL D'OR — Camil Samson n'aime pas qu'on le contredise et ne souffre pas qu'on lui demande des explications sur ses déclarations. Pendant deux semaines, il a filé le parfait bonheur avec les journalistes de sa suite mais depuis, les choses se sont gâtées.

Quand a débuté la chasse aux communistes, nous avons posé des questions, demandé des noms, voulu savoir où le chef créditiste prenait ses informations. La réponse était toujours la même: "Mes dossiers sont secrets", et pour ce qui est des noms, il nous répondait: "Vous devriez les connaître, j'ai rien à vous dire".

Depuis une semaine, la campagne du chef créditiste est donc au point mort. Quand il participait à des émissions de télé ou de radio (non commanditées par le Ralliement créditiste), il n'arrivait plus à "faire passer sa propagande", ce qui le mettait habituellement de fort mauvaise humeur.

Cette volte-face dans la campagne Samson a coïncidé avec l'entrée en scène de l'organisateur en chef du Québec, M. Gérard Perron, qui avait été élu député créditiste de Beauce au fédéral en 1962.

Pendant deux semaines, M. Samson s'était contenté d'expliquer son programme et de s'attaquer au gouvernement libéral. Depuis dimanche dernier, au Cap-de-la-Madeleine, M. Perron est devenu son ombre. Il le suit partout, lui donne des conseils et, à l'occasion, le reprendant. Pendant une émission radiophonique, la semaine dernière, M. Perron n'a pas cessé de glisser des petits billets à M. Samson et quand ce dernier s'est mis à parler d'avortement et d'euthanasie, M. Perron lui a fait des grands signes négatifs en lui murmurant: "Parle pas de ça à la radio". De toute évidence, il y a les choses que l'on dit publiquement et les autres, que l'on réserve pour les assemblées de créditistes convaincus. C'est celles-là que les journalistes ne devraient pas répéter, ce qui per-



Camil SAMSON

met à M. Samson de dire ensuite: "Ils ne répètent que ce qui fait leur affaire et ça n'est pas la doctrine créditiste".

Seulement trois grosses assemblées

Depuis le début, par contre, la campagne de M. Samson n'avait été qu'une tournée d'évangélisation en terrain conquis. M. Samson attire plus les foules comme ce fut le cas à la belle époque du créditisme québécois. Il a, depuis trois semaines, présidé seulement trois grosses assemblées. Une à Donnacona, dans le comté de Portneuf (500 personnes), une à Malarie dans son comté (250 personnes) et, finalement, une dernière à Québec où il s'est adressé à environ 600 militants.

Habituellement, il y a une cinquantaine de personnes dans la salle pour l'entendre parler du salaire annuel garanti, des prêts sans intérêts aux municipalités, des prêts sans intérêt aux jeunes agriculteurs, de l'escompte compensé pour l'achat de produits québécois contre le "dumping" américain et canadien, de la façon dont il redressera l'économie québécoise quand il sera au pouvoir,

du gouvernement qu'il va former le 15 novembre prochain.

Si son auditoire est limité, il est au moins convaincu. On l'écoute religieusement raconter les histoires de son enfance et parler de la doctrine créditiste, de la foi qui va sauver le Québec et du miracle du 15 novembre. On l'applaudit à tout rompre et on ne pose jamais de questions. Devant lui, on est beat d'admiration et cela tient également pour les candidats recrutés à la dernière minute dans la plupart des comtés du Québec.

Pour un journaliste qui a suivi le chef en campagne électorale, ce qui frappe le plus, c'est la faiblesse des candidats créditistes à travers toute la province. Quand on entend M. Samson s'étendre sur la "stupidité des backbenchers libéraux", on ne peut s'empêcher de sourire. Si les siens étaient élus, seraient-ils meilleurs? On peut en douter après les avoir entendus faire leur petit numéro avant le discours du chef.

Son comté

Le plus important et le plus dramatique dans tout cela, c'est encore le fait que le chef créditiste n'est pas du tout certain d'être élu dans son propre comté. Il y est revenu hier et a mobilisé les ondes de la radio locale afin de tenter de sauver les meubles. La présence de son épouse et de M. Laurent Legault, le président provincial du parti dans le comté, n'aura pas été suffisante, d'après les informations obtenues sur place, pour maintenir sa majorité de 1.000 voix. Et la tournure de la campagne depuis les six derniers jours n'a pas non plus contribué à redorer son image dans le Nord-Ouest. Dénoncé par le Conseil diocésain, dénoncé par le Syndicat des enseignants du Nord-Ouest, attaqué par ses adversaires libéraux et péquistes, le chef créditiste regrettera peut-être d'avoir perdu son temps à courir la province en automobile (4.700 milles jusqu'à ce jour) pendant qu'il aurait pu, en restant ici, renforcer sa position dans son propre comté.

Pour Jérôme Choquette La première étape d'une longue aventure

par Fernand BEAUREGARD

Pour le Parti national populaire de Jérôme Choquette, la campagne électorale qui prendra fin lundi, le 15, ne constitue que la première étape d'une longue aventure, une "répétition générale" pour les prochaines élections provinciales que le gouvernement minoritaire, porté au pouvoir par un électoral mecontent et confus, sera contraint de déclencher d'ici un avenir rapproché.

"C'est ainsi, déclare l'organisateur en chef de la campagne du PNP, Pierre-André Hamel, que les prédictions de "fiasco, effondrement total, échec lamentable" ne nous découragent aucunement. Car, quel que soit le pourcentage du vote que nous recevrons, que nous ayons 1, 2, 5 ou plus de candidats élus, pour nous, avec les moyens extrêmement sommaires dont nous disposons, ce sera un succès".

M. Hamel souligne tout d'abord que le jour même où le PNP était officiellement fondé et se donnait Jérôme Choquette comme leader, il était contraint, sans aucune véritable préparation, d'entrer en campagne électorale.

Aucune caisse électorale

Et cela se produisait, le 21 octobre dernier, soit il y a moins d'un mois.

"Outre ce formidable handicap, le PNP ne disposait d'aucune caisse électorale. A peine quelques souscriptions de mécènes, sympathisants et le produit des cotisations d'environ 10.000 membres non affectés à la marche même du parti".

Faute de fonds — par rapport aux millions dont disposent les deux grands rivaux du présent enjeu, PLQ et PQ — il a fallu, selon M. Hamel, se contenter d'une organisation "bénévole", "amateur",



Jérôme CHOQUETTE

privée de l'appui indispensable du "nerf de la guerre".

"Sans argent, aucune campagne publicitaire, Jérôme Choquette, dans des moyens de locomotion de fortune, s'est vu obligé de porter seul le message politique de notre parti, en voiture gracieusement

fournie et en une seule occasion dans un petit avion bi-moteur "Piper Cub" loué à prix d'abaine.

"Du véritable artisanat, déclare en souriant le jeune organisateur. Mais, du bon artisanat, c'est souvent rentable".

Pendant que Pierre Hamel nous entretenait des difficultés de l'organisation, Jérôme Choquette participait à l'émission "hot line" de Roger Delorme à CKAC. Il avait précédemment accepté d'affronter les "jeunes loups" de l'université Sir George Williams et les étudiants de Polytechnique.

Devant ces deux auditoires, le leader du PNP, comme ce fut le cas à "Québec 1976" de Télé-Métropole, la veille, a répondu calmement, sans en éluder aucune, à toutes les questions, énonçant les principaux éléments de sa "vision politique", insistant sur les thèmes "Ordre et intégrité".

Pourquoi le candidat Choquette accepte-t-il ainsi, au grand désespoir de ses organisateurs dans Outremont, de multiplier ses apparitions hors Outremont, négligeant ainsi sa propre candidature?

Le PNP va survivre

"Voyez-vous, je suis aussi chef et fondateur du Parti national populaire. Je ne puis laisser tomber les hommes qui ont, en dépit des chances infimes qu'on leur accorde, décidé de faire la lutte dans 36 comtés sous notre bannière. Le PNP va continuer à vivre, quel que soit le verdict du 15 novembre. Les principes de gouvernement que je défends sont valables et, avec les hommes et femmes fidèles et loyaux qui m'entourent, je m'engage à continuer à les propager et les défendre, quoi qu'il advienne, lundi".

"On n'a pas fini d'entendre parler du Parti national populaire", ajoute Jérôme Choquette.

LA CAMPAGNE A LA CAMPAGNE



par Pierre Foglia

"Le 15 j'irai voter et je serai de retour à sept heures. Signé: le boss."

C'est écrit depuis hier, en grosses lettres blanches, dans la vitrine de l'hôtel du village. Comme les St-Prospériens n'ont pas l'habitude de passer le lundi après-midi à l'hôtel, ce que veut dire l'annonce, c'est: "L'hôtel sera ouvert après sept heures, venez donc parler des élections en prenant une bière"... Je doute que

l'invitation soit entendue. Lundi soir, les St-Prospériens suivront le dépouillement du scrutin là où ils ont suivi toute la campagne: chez eux devant la télévision.

La télévision a tué la tradition électorale à St-Prospère ou, comme partout ailleurs aujourd'hui, on se fait une opinion assis, alors qu'il n'y a pas si longtemps, on se la faisait debout, avec une certaine dépense d'énergie qui prenait même parfois une tournure franchement sportive.

Lundi, c'est bien calmement que les St-Prospériens prendront une demi-heure pour aller voter à l'un des trois polls, le premier situé chez Adélard Beaulieu, le second, chez Donnat Bacon, et le troisième, chez Hoséa Gagnon. Ils ne s'attarderont pas trop, parce qu'à la ferme, il y a de l'ouvrage à finir avant le souper.

Une vieille légende dit qu'à la campagne, les vaches votent. C'est une médisance de citadin. En fait, les vaches votent bien moins souvent à la campagne que

les morts à la ville. Comment voulez-vous tricher, dans un village où tout le monde connaît tout le monde par son prénom, où chaque vote est quasiment signé?

Pour qui vont voter les St-Prospériens?... Je n'en sais fichtre rien, mais je parais gros que leur vote reflètera l'ensemble du vote rural de la province.

Il aurait fallu un vrai candidat aux St-Prospériens pour qu'ils se singularisent, pour qu'ils échappent à cette grande raboteuse d'opinion qu'est la télévision. Un vrai candidat à St-Prospère, ça peut aussi bien être un bleu, un rouge qu'un créditiste. Ce qui est important, c'est qu'il salue les gens par leur nom, qu'il demande des nouvelles du bébé, qu'il s'inquiète de la récolte. Un vrai candidat, c'est par exemple, René Matte, leur député au fédéral. René Matte, à St-Prospère, c'est bien simple, c'est le bon Dieu fait député. Pas du tout parce qu'il est créditiste, "mais, parce que, m'a raconté un vieux libéral, c'est un

homme à qui tu peux téléphoner à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, tu ne le déranges jamais".

Pour les St-Prospériens, il n'y en a pas de cette race-là dans la présente élection. Le libéral Toupin: "Ce n'est pas un méchant homme, mais il n'a pas le tour". Les trois autres: "On a vu leur face dans 'Le Nouvelliste', mais on ne les connaît pas". Alors les St-Prospériens sont retournés devant leur télévision et ils ont écouté les chefs.

C'est Biron, qui les a le plus séduits. Le lendemain de son entrevue à Radio-Canada, au Magasin général, une femme a dit qu'il avait une belle barbe, qu'il parlait bien, et qu'il ne s'était pas laissé faire par le journaliste, sûrement un péquiste!

Samson?... A St-Prospère, on rit presque aussi fort de lui qu'en ville. J'ai l'impression qu'à la campagne, l'ami Camil est en train de faire les frais d'un snobisme à rebours: de peur d'être éclaboussé par l'ironie qu'il déclenche

chez les citadins, on le garde à distance, on tient maintenant à dissocier les deux mots, créditisme et rural. Il n'aurait fallu pas moins d'un René Matte pour renverser cette mode. Hélas!, on a ramassé à la dernière minute une ombre qui ne laissera même pas le souvenir de son nom. D'ailleurs, on ne s'en souvient déjà plus.

Lévesque? D'abord, ce n'est pas de Lévesque ni de la gratuité des soins dentaires, ni de l'assurance-automobile dont on parle à St-Prospère. C'est de Lise Payette. "Comment ça se fait qu'elle a quitté une job à \$100.000 par année?... Elle est bien folle de se mêler de ça".

Quant au candidat péquiste dans le comté, c'est celui qu'on connaît le mieux parmi les trois qu'on ne connaît pas! Peut-être bien qu'on voterait même pour lui à St-Prospère si... si tous les jeunes du Cap-de-la-Madeleine ne le faisaient pas aussi! Ce n'est pas que ça dérange de voter comme les jeunes, non, mais il y a tout de

même bien des limites, on ne vote pas comme les jeunes de la ville!

Bourassa? On ne l'aime plus comme on l'a déjà aimé à St-Prospère. Il n'a pas soin de son argent, et puis il ne parle jamais aussi bien que Biron... Pourtant, son candidat dans Champlain, c'est un bon gars! "C'est vrai que c'est un bon gars Normand, et qui ne traite pas si mal son monde. Regarde, y sont après refaire le pont dans le rang 18. A part ça, j'ai entendu dire à travers les branches qu'on allait peut-être avoir un hospice pour les vieillards à St-Prospère. Ça amènerait de l'ouvrage".

Je vous entends lecteurs qui habitez la campagne me dire que St-Prospère n'est pas différent de votre village. Et qu'on y votera sensiblement de la même manière... J'ai bien peur que vous n'ayez raison, et je ne crois pas que ce sera une simple coïncidence. Ce sera surtout à cause de la télévision.

Pour Bourassa, presque tout a mal fonctionné

par Daniel L'HEUREUX

Au début de l'été, Robert Bourassa, d'un ton frondeur, donnait aux jeunes libéraux réunis à Matane, l'assurance qu'il saurait mettre ses adversaires sur la défensive lors de la prochaine campagne électorale.

À deux jours du scrutin, le moins qu'on puisse dire est que le style offensif que promettait M. Bourassa tarde à percer... si on fait exception du défi qu'il lançait, il y a deux jours, au chef du Parti québécois de le rencontrer dans un nouveau débat.

On peut se demander si la campagne libérale n'aura pas finalement jamais démarré... Chose certaine, la campagne de Robert Bourassa n'aura guère été impressionnante comme performance électorale jusqu'à maintenant.

Au point que plusieurs libéraux, craignant un recul plus que substantiel le 15 novembre, commentent maintenant à remettre en cause le leadership de Robert Bourassa.

Une mauvaise première semaine

Des la première semaine, M. Bourassa fut placé sur la défensive sur plusieurs plans, mais principalement sur sa loi 22, au sujet de laquelle il dut s'employer à répéter qu'il était prêt à en modifier les modalités d'application.

En plus d'avoir manifestement plus de difficulté que prévu à se justifier d'avoir déclenché des élections précoces (le prétexte constitutionnel semble avoir été pris avec un grain de sel), M. Bourassa fut en outre obligé d'admettre l'effet d'une autre nouvelle inattendue: le déficit budgétaire d'un milliard de dollars.

Événement marquant de la première semaine, le débat radio-phonique Bourassa-Levesque a bel et bien permis au chef libéral de placer son adversaire sur la défensive à la fin du débat («Avez-vous un seul cas?»), mais le fait que le chef du PQ ait nettement dominé la première heure a peut-être créé l'impression prépondérante chez les auditeurs.

C'est aussi la première semaine que le Parti libéral lança d'une seule pièce tout son programme électoral. Qui se souvient aujourd'hui de toutes les subtilités de la position québécoise en matière constitutionnelle?

Enfin, M. Bourassa fut assez téméraire pour risquer une visite à Chicoutimi en pleine grève de l'Alcan: il fut accueilli comme un chien dans un jeu de quilles.

Le conflit à l'Hydro-Québec

La deuxième semaine s'annonçait plus corse: à Jacques Parizeau qui voulut répondre au défi de citer un seul cas en rappelant l'affaire Joly au premier ministre, ce dernier opposa à l'économiste-vedette du PQ le cas Parizeau, une affaire dont le chef libéral lui-même dégonfla la portée le jour même, mais qui donna, sur le coup, l'impression que M. Bourassa avait des munitions en réserve pour se battre sur ce terrain.

Mais ce n'est pas sur le terrain de l'intégrité politique que se poursuivit la lutte, en réalité, c'est le conflit de l'Hydro-Québec que le



Robert BOURASSA

premier ministre a dû porter comme un véritable boulet au cours de la deuxième semaine.

Ce fut la semaine au cours de laquelle M. Bourassa reçut la visite des gars de l'Hydro dans une demi-douzaine d'assemblées libérales, perturbant celles-ci à des degrés variables.

Il y eut enfin la divulgation du rapport de la CECO illustrant comment les libéraux s'y prenaient pour obtenir des fonds des fournisseurs de la Société des alcools. Du vieux stock, dit M. Bourassa, qui tenta de répliquer avec les \$5.000 jadis versés au Parti québécois par la distillerie Melchers.

De plus, à chaque jour, M. Bourassa était ni plus ni moins forcé de répondre au Parti québécois qui, lui, avait eu l'idée de sortir son programme, non pas d'une seule pièce, mais morceau par morceau, obtenant ainsi une diffusion beaucoup plus vaste.

Changements à la loi 22

Mais l'événement marquant de la deuxième semaine de la campagne du chef libéral aura incontestablement été l'annonce de changements à la loi 22. Cette réforme

improvisée pour reconquérir à la hâte un électorat anglophone et ethnique n'eut peut-être pas tout l'effet souhaité.

Après cette deuxième semaine désastreuse pour le chef libéral, les journalistes qui le suivent s'attendaient à une performance mieux rodée pour la troisième et dernière semaine, celle qui s'écoula.

Cela a commencé en fin de semaine avec des foules enthousiastes, particulièrement à Saint-Hyacinthe et Joliette. Lundi, M. Bourassa allait prononcer devant le select Canadian Club le discours le mieux préparé de sa campagne. M. Bourassa a mis le paquet pour reconquérir une clientèle anglophone qui menaçait pour une fois de lui faire fausse route. Et il semble avoir produit un petit effet, dans le sens qu'il souhaitait.

Mais le sondage de l'INCI est venu jeter une douche froide sur ce bel élan. Et M. Bourassa, encore aux prises avec la grève de l'Hydro, voudrait maintenant profiter des quelques heures qui restent pour «démarrer» le Parti québécois, lequel a réussi le tour de force de traverser cette campagne sans parler de l'indépendance. Ce qui n'a évidemment pas aidé M. Bourassa dans sa chasse aux «séparatistes».

Le PQ a pu mener la campagne qu'il voulait

par Pierre-Paul GAGNE

Jusqu'à la dernière minute, le Parti québécois a réussi à mener exactement le genre de campagne électorale qu'il voulait livrer aux libéraux.

Quoi qu'il arrive lundi — et, sur cette question, il faut dire que les dirigeants péquistes ne sont pas particulièrement pessimistes par les temps qui courent — les stratégies du parti pourront se vanter d'avoir réussi à échapper à la principale stratégie libérale qui consistait à tenter de faire porter le débat électoral sur l'indépendance du Québec.

Au contraire, estime-t-on maintenant dans les rangs du parti, ce sont les stratégies péquistes qui ont presque continuellement dominé, obligeant le premier ministre Bourassa à se tenir constamment sur la défensive quant à l'efficacité et à l'intégrité de son gouvernement pendant que M. Levesque pouvait se promener calmement aux quatre coins de la province pour livrer le message de son parti.

Si on pouvait tracer le portrait-type du discours électoral qu'a livré M. Levesque depuis un mois, on dirait qu'il parlait environ 30 minutes des faiblesses du gouvernement Bourassa, 15 minutes des solutions péquistes et 5 minutes de l'indépendance et du référendum.

Comme on s'en doute bien, c'est sur la performance économique du gouvernement Bourassa que le Parti québécois a le plus insisté, revenant constamment à la charge sur ce que M. Levesque appelait la triple couronne libérale: châtiment des taxes, du chômage et des déficits.

Tout au long de la campagne, M. Levesque n'a pas manqué, non plus, de s'en prendre à l'inefficacité du gouvernement sortant quant à l'augmentation fulgurante des coûts de la Baie James et des installations olympiques.

Ce qui permettait au chef péquiste d'enchaîner immédiatement sur la corruption, les coûts énormément élevés de certains contrats gouvernementaux à la Baie James, sur l'affaire de la Société des alcools et sur celle de Loto-Québec.

Pendant tout ce temps, poursuivait-il, le gouvernement «sans cœur» du premier ministre Bourassa ne s'occupait pas des vrais problèmes des Québécois tels l'habitation, les soins de santé, l'assurance-automobile et l'agriculture.

Arrivait alors la deuxième partie du discours de M. Levesque où il parlait des solutions péquistes à ces problèmes.

Un programme morceau par morceau

Chez les stratégies du parti, on estime avoir réussi un coup de maître qui a complètement désarçonné le premier ministre Bourassa en ne publiant pas d'un seul et même coup la série d'engagements précis du parti pour la première année d'un gouvernement péquiste.

Ainsi donc, jour après jour, M. Levesque a livré morceau par morceau les promesses de son parti, retenant ainsi l'attention des médias d'information et obligeant le premier ministre Bourassa à tenter de trouver des failles dans le programme péquiste.

À cet égard, le fait que les stratégies péquistes ont catégoriquement refusé que se tienne une assemblée publique «monstre» de 18.000 personnes comme celle qui avait eu lieu au Forum, en 1973.

Ensuite, dès la publication du sondage INCI, mercredi, M. Levesque s'est immédiatement attaché à tenter d'en minimiser l'importance, affirmant même qu'il ne fallait pas s'y fier et qu'il fallait



René LÉVESQUE

soient impliquées, ce qui aurait pu enlever toute crédibilité aux promesses du parti.

Pour le reste, la campagne péquiste s'est voulue la plus tranquille possible, M. Levesque tentant par tous les moyens de se montrer le plus rassurant possible et, au cours des derniers jours on aurait dit qu'il essayait presque de donner l'impression que son parti était plus faible qu'en réalité.

Outre que la question de l'indépendance n'a à peu près pas été évoquée, deux exemples illustrent cette stratégie.

D'abord, il faut signaler le fait que la dernière assemblée publique du chef péquiste a eu lieu dimanche dernier, à Sainte-Anne-des-Monts, et que, depuis ce temps, M. Levesque a systématiquement évité toutes les manifestations considérables qui auraient pu donner l'impression que le Parti québécois était trop puissant. À cet égard, il faut souligner le fait que les stratégies péquistes ont catégoriquement refusé que se tienne une assemblée publique «monstre» de 18.000 personnes comme celle qui avait eu lieu au Forum, en 1973.

Ensuite, dès la publication du sondage INCI, mercredi, M. Levesque s'est immédiatement attaché à tenter d'en minimiser l'importance, affirmant même qu'il ne fallait pas s'y fier et qu'il fallait

continuer à travailler d'arrache-pied jusqu'à lundi soir.

Tout au cours de la semaine qui s'achève, M. Levesque s'est donc contenté, pour l'essentiel, de visiter des groupes de journalistes régionaux, de rencontrer des élites locales et de participer à des émissions de ligne ouverte.

Et, du même souffle, il en profitait pour vanter l'équipe des 110 candidats de son parti, affirmant que, rarement, le Québec a eu pu compter sur une aussi bonne équipe de candidats.

Fait significatif toutefois, cette équipe n'a eu aucune occasion, au cours de la campagne électorale, de se mettre en vedette. Mais c'est là une autre stratégie que le parti a voulu imposer à ses candidats, même aux vedettes, des le déclenchement de l'élection, de demeurer dans leurs coins et de tenter de les gagner plutôt que d'essayer de conquérir toute la province à la fois.

Une stratégie qui n'est certes pas nouvelle, que l'Union nationale avait même servi avec succès aux libéraux de Jean Lesage, en 1960, et que le PQ a cru bon de devoir reprendre à son compte cette fois-ci.

Partout, il s'en est tenu aux deux fondements de la stratégie péquiste: le Québec a besoin d'un vrai gouvernement et le Québec a besoin d'un vrai chef.

L'UN a peut-être atteint son sommet trop tôt

par Denis LORD

Thetford Mines, dimanche soir. Les oreilles encore remplies des applaudissements des électeurs italiens, Rodrigue Biron commence à croire sérieusement qu'il peut gagner son pari, «battre les rouges» dans quelques-unes de leurs forteresses montréalaises.

La nervosité qui l'avait habitée toute la matinée, avant «l'épreuve» du Consiglio, l'a maintenant quittée et, sûr de lui, il s'amuse à donner un «show» facile à un auditoire sympathique des Cantons de l'Est.

Mais pendant qu'on le laisse savourer son «effet», les stratégies unionistes qui observent ses moindres gestes commencent à donner des signes d'inquiétude. «J'ai peur aux journaux de demain», bougonne l'un d'eux.

Le lendemain, les journaux font largement écho à la performance du chef unioniste chez les électeurs italo-canadiens, mais c'est précisément ce que redoute les pilotes de la machine bleue. Du moins ceux d'entre eux qui commencent déjà à percevoir que le «phénomène

ne Biron» est en train de plafonner, à plus d'une longue semaine du jour du scrutin.

Les francophones

Deux jours avant, le sondage de «Montréal-Matin» donnait un premier avertissement, qui n'a fait que se confirmer cette semaine avec le sondage publié par le «Devoir». Pendant que l'Union nationale réussissait une étonnante trêve dans l'électorat anglophone et «ethnique», l'ancienne formation nationaliste de Maurice Duplessis avait grand peine à trouver le chemin de la crédibilité auprès de la vaste majorité, les Québécois d'expression française.

En même temps, un autre signe de malaise, venant celui-là de l'intérieur même des troupes unionistes, commence à se manifester.

Au mépris de la stratégie sur laquelle il vient à peine, une heure avant, de s'entendre avec son chef, l'ancien député unioniste Marc Bergeron profite de la présence de M. Biron à ses côtés pour se livrer devant ses partisans à une attaque à fond de train contre le Parti québécois et contre Gilles



Rodrigue BIRON

Grégoire, son adversaire dans Frontenac.

La gifle du candidat unioniste est passée largement inaperçue, mais ceux à qui elle se destinait ont vite compris qu'il faudrait tenir compte du sentiment des «vieux bleus» qui, tout en se ralliant au nouveau chef, ont mis en doute de le départ la sagesse d'une stratégie tout entière axée sur la lutte aux «rouges».

Presque tous les candidats unionistes sont des nouveaux venus en politique (seulement cinq ont déjà siégé sous la bannière de l'UN à l'Assemblée nationale) mais les vieux militants sont encore bien présents au niveau de l'organisation. Et pour eux, le parti à battre pour quiconque aspire à prendre des sièges à court terme, c'est le Parti québécois.

Tout en leur faisant, dans les derniers milles de la campagne, la concession de quelques attaques contre le PQ, le chef a poursuivi pour l'essentiel sa stratégie du «pied dans la porte».

Toute sa campagne, en effet, s'est articulée autour de l'hypothèse

que le prochain gouvernement sera minoritaire et que les Québécois retourneraient aux urnes d'ici deux ans. Il s'agissait donc pour l'équipe Biron de démontrer que l'UN était encore capable d'amorcer une remontée et de redevenir une force avec laquelle il faut compter, question de se donner une meilleure position de départ pour la prochaine course.

Le chef unioniste a sauté sur l'occasion que lui fournissait le mécontentement de l'électorat non francophone pour faire la guerre sur le terrain de la langue et aller menacer les libéraux dans leurs forteresses les mieux défendues.

À en juger par l'attention considérable qu'il a su attirer dans les journaux, il faut reconnaître qu'il a remporté à tout le moins un «succès d'estime» étonnant.

Mais le pari de l'Union nationale comporte des risques élevés. Trop de courbettes devant la colère des minorités risque de la faire passer simplement pour le porte-parole d'une clientèle spécialisée et de la couper de ses appuis francophones traditionnels. C'est la thèse de plu-

sieurs vieux militants, qui craignent qu'au lieu de mettre le pied dans la porte, l'UN les mette dans les plats.

Toutefois, l'ennui le plus sérieux de la campagne unioniste a été d'atteindre son sommet une semaine trop tôt. Vite devenue trop visible, l'ascension auprès de l'électorat anglophone donnait suffisamment de temps à l'adversaire pour préparer la riposte.

Celle-ci est venue sous la forme d'appels pressants insistants sur la nécessité de se rallier aux libéraux, même à contrecœur, pour «sauver le pays», parce que, leur répète-t-on depuis 10 jours, «voter pour l'Union nationale, c'est aider à faire passer les séparatistes».

Plusieurs jours avant le scrutin, des organisateurs unionistes commencent déjà à craindre que la curiosité pour Rodrigue Biron relève finalement plus du lechevitrines que d'un changement durable d'attitude. Comme l'un d'entre eux l'admettait, «s'il fallait que la campagne dure une semaine de plus, nous aurions de sérieux difficultés».

performances

Peur bleue du rouge

PAR PEUR de l'arrivée au pouvoir en France de la gauche socialiste et communiste après les élections législatives de 1978, de nombreuses sociétés étrangères "réduisent discrètement leurs intérêts", rapporte le magazine américain Business Week dans son dernier numéro. Le magazine donne en exemple deux sociétés américaines, la Honeywell, qui possède 47 pour cent des intérêts de Honeywell-Bull, et l'ITT, qui a récemment vendu à une société nationalisée française 68 pour cent des actions qu'elle détenait dans le matériel téléphonique. "Les sociétés, dont la plupart figurent sur la liste bien connue des nationalisations que la gauche se propose d'effectuer, transfèrent les liquidités, les brevets et les autres biens à des filiales étrangères et elles vendent leurs actions dans leurs filiales à des étrangers ou à des Français vivant à l'étranger", précise Business Week.

AMERICAN MOTORS (Canada) Ltd. a indiqué que la réaction initiale à sa baisse de prix de \$250 de ses Gremlin pourrait avoir comme résultat de doubler les ventes de tous ses modèles par rapport à octobre. Depuis la réduction du prix de détail, des concessionnaires du Québec et de l'Ontario ont rapporté une augmentation des ventes depuis six mois, signale la compagnie. Selon AMC, la récente réduction de prix montre que les jeunes consommateurs ont été découragés par les hausses de prix générales sur le marché de l'auto.

LE MINISTÈRE de l'Expansion économique régionale a accordé une subvention de \$568,194 à la société Almax Inc. pour l'implantation d'une usine de fabrication de produits d'aluminium, à Saint-Augustin, près de Québec. L'usine de \$2 millions fabriquera des moules et des éléments entrant dans la fabrication de portes, de fenêtres et de maisons mobiles.

UNE ÉMISSION d'obligations d'une valeur totale de \$700 millions, non remboursable avant échéance, sera lancée lundi par le gouvernement du Canada. Encaissées le 1er février 1979, elles porteront intérêt à 8 1/2 pour cent, de 15 décembre 1981 à 8 1/2, et le 1er octobre 1982 à 9 1/2 pour cent. La Banque du Canada a accepté d'en acquiescer pour une valeur de \$400 millions, qui remplaceront le lot de \$272 millions d'obligations canadiennes qu'elle détient déjà et qui viennent à échéance le 1er décembre prochain.

PERNOD-RICARD a révélé qu'elle avait fait une offre d'achat à tous les détenteurs d'actions de la Cie générale des produits Dubonnet-Cinzano-Byrre-CDC et Cusenier. La société a précisé qu'elle offrait une de ses propres actions pour deux actions de CDC et une action pour chaque action de Cusenier. De plus, les détenteurs d'actions recevront un boni de 8 francs. Les actionnaires seront appelés à se prononcer sur l'offre le 30 décembre. Pernod-Ricard a par ailleurs annoncé son intention d'acquiescer son capital-actions de 4,2 p. cent par l'émission de 182,006 nouvelles actions. La compagnie contrôle déjà 91,2 pour cent de Cusenier et 33,26 pour cent de CDC par une participation de 26,78 pour cent détenue par Cusenier et une participation propre de la même importance.

UN NOUVEAU procès contre IBM pour monopole du marché des ordinateurs va s'ouvrir lundi prochain en Californie. Le plaignant est la société California Computer Products, dont le siège est à Anaheim (près de Los Angeles). Elle accuse IBM devant un tribunal fédéral de Los Angeles de monopoliser entre 60 et 75 pour cent du marché des calculateurs universels et des mémoires à disque. Elle réclame \$300 millions en dommages et intérêts. Le procès, qui durera, de l'avis des observateurs, au moins six mois, sera suivi de près par de nombreuses sociétés qui ont elles aussi intenté des procès à IBM, telles Memorex Corp. Transamerica Corp., Sanders Associates, etc. IBM n'a jusqu'à présent été condamnée qu'une fois, dans le procès intenté par Telex, qui avait gagné \$260 millions en dommages et intérêts. Mais ce jugement avait été annulé par une cour d'appel fédérale.

LA SOCIÉTÉ Quaker Oats a déclaré à ses actionnaires qu'elle avait été contrainte de payer \$114,000 à la suite de divers changements exercés sur elle dans des pays d'Amérique latine au cours des dix dernières années. M. Robert Stuart, président directeur général de la société, a expliqué que les paiements avaient été effectués dans quatre cas d'extorsion.

Les contrôle devraient se relâcher d'ici un an

par Laurier CLOUTIER

D'ici 12 mois, la Commission de lutte contre l'inflation (CLCI) devrait commencer à relâcher ses contrôles.

C'est ce que prévoit le président de Conference Board in Canada, un organisme indépendant et réputé de recherches sur l'économie canadienne.

Lors d'une entrevue hier dans le cadre d'un colloque sur "Les économies occidentales et les marchés de capitaux" organisé par The Canadian Council of Financial Analysts et The Montreal Society of Financial Analysts, M. Robert René de Cotret a déclaré que lancée pour des raisons politiques non partiales, la CLCI devrait aussi pour les mêmes raisons, desserrer ses griffes d'ici un an.

"Les pressions sociales incitent le gouvernement fédéral à faire quelque chose en ce sens."

M. de Cotret juge toutefois qu'il est "trop tôt pour dresser le bilan de la CLCI. On n'a pas encore publié les résultats des comptes nationaux pour le troisième trimestre".

Tout ce qu'on peut dire, c'est que la commission Pepin n'a pas eu un impact énorme, qu'elle n'est pas trop mauvaise ni trop bonne.

La présence de la CLCI "a contribué à réduire les attentes".

Par ailleurs, le Canada connaîtra l'an prochain une économie plus faible que cette année.

Le président de Conference Board in Canada prévoit un taux de croissance de 4,4 pour cent pour le Canada et de 4,2 pour cent pour le Québec, soit "un taux de croissance économique inférieure à notre potentiel".

Le taux de chômage demeurera élevé au Canada et surtout au Québec, et l'inflation se stabilisera autour de 6 à 7 pour cent.

Le chômage au Québec

Le Conference Board in Canada vient de changer sensiblement ses prévisions de chômage pour le Québec en 1977, les portant de 8,2 à 9,2 pour cent en moyenne.

M. de Cotret a reconnu que l'organisme réputé de recherches s'est trompé pour le Québec, mais pas pour le Canada.

"Avec des événements comme les Olympiques, il est difficile de prévoir ou le niveau du chômage se stabilisera. Ça change tout le portrait."

Le Québec pourrait difficilement stimuler son économie pour éviter

un tel niveau de chômage parce qu'il se trouve pris dans un engrenage international où les États-Unis, le Japon et l'Europe connaissent des économies faibles. Le Canada pourrait, par contre, adopter des politiques plus expansionnistes.

Les propositions économiques de certains partis politiques durant la campagne électorale québécoise qui s'achève ne devraient sans doute pas non plus limiter les dégâts du chômage.

Par exemple, l'aide à la petite et à la moyenne entreprises (PME) ne diminuerait pas nécessairement le chômage dans les régions du Québec car il faudrait d'abord que ces compagnies vendent leurs produits.

Une politique d'achats chez nous pour le gouvernement québécois et les sociétés d'État, qui dépensent \$2,4 milliards par an, ne créerait pas non plus nécessairement des emplois, selon M. de Cotret, car on ne sait pas quelle serait la réaction des voisins comme l'Ontario.

M. de Cotret a conclu qu'on ne connaîtra pas à nouveau l'an prochain une période de "stagflation" (chômage élevé et inflation galopante) parce qu'il "y a trop de capacité excédentaire pour qu'on retombe dans ça à court terme". Mais l'expansion devrait être faible.

La marque Westinghouse ne sera plus canadienne

par Lionel DESJARDINS

La marque de commerce Westinghouse ne pourra pas être utilisée par la nouvelle compagnie formée de Westinghouse Canada, GSW Ltd. et la Compagnie Générale Électrique (CGE).

M. Claude Lafontaine, de WCI Canada, filiale de White Consolidated, entreprise américaine propriétaire de la marque Westinghouse, a indiqué hier que sa compagnie avait l'intention de commercialiser très bientôt au Canada des appareils électro-ménagers sous la marque Westinghouse.

Dès le début de l'an prochain, la compagnie Westinghouse Canada ne pourra donc plus utiliser la marque bien connue. Westinghouse Canada utilisait le nom Westinghouse sous licence depuis que White Consolidated, de Cleveland, avait acheté la marque Westinghouse l'an dernier.

WCI Canada souligne que l'utilisation de la marque Westinghouse à travers le monde, notamment au Canada, pour tout appareil électroménager est sous contrôle de White Consolidated.

La décision de WCI de produire ses propres produits Westinghouse ferme donc la porte aux espoirs de la nouvelle compagnie GSW-CGE-Westhouse Canada de pouvoir utiliser cette marque. Le fait de perdre la marque Westinghouse pour également signifier une perte de ventes pour cette nouvelle entreprise, qui doit voir le jour au début de l'an prochain.

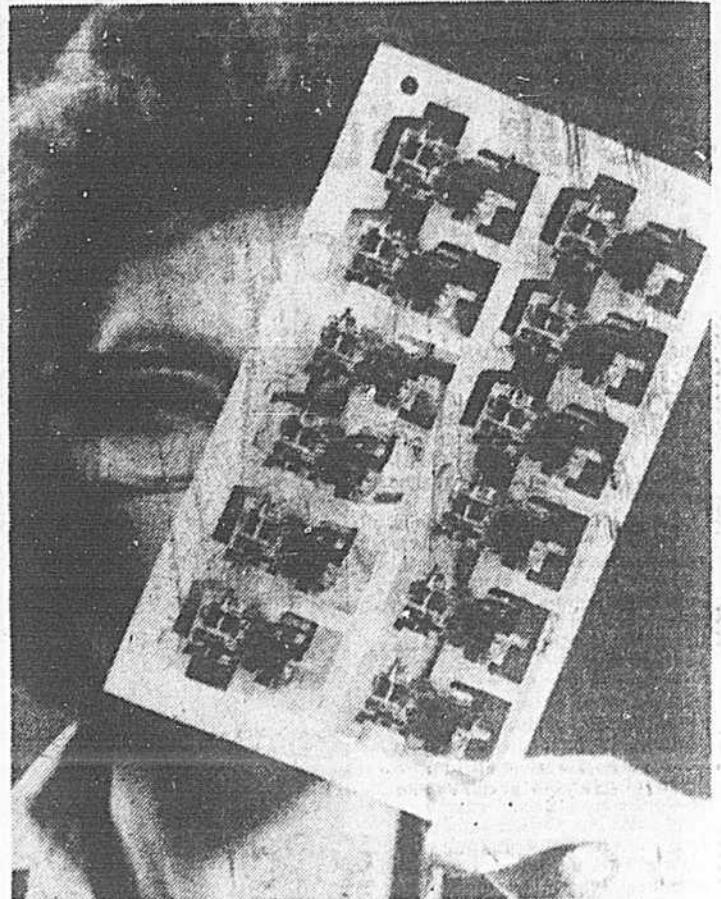
Regroupement

Mercredi dernier, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Jean Chrétien, a annoncé le regroupement de ces trois compagnies. Dans un premier temps, GSW et

CGE formeront à part égale une nouvelle compagnie, dont le nom n'a pas encore été choisi. Cette nouvelle compagnie acquerra par la suite la compagnie Westinghouse au début de l'an prochain.

Ce regroupement devrait rationaliser l'industrie canadienne des appareils électro-ménagers, a précisé le ministre. La nouvelle compagnie devrait représenter environ 37 pour cent du marché des appareils électro-ménagers au Canada.

L'annonce du regroupement est survenue après deux jours de négociations avec les compagnies concernées, au cours desquelles elles ont assuré le ministre qu'aucune usine ne serait fermée et que des investissements d'au moins \$50 millions seraient faits pour améliorer la production au cours des cinq prochaines années.



téléphoto UPI

L'électronique en série

Un technicien de la société Eastman Kodak, de Rochester, New York, vérifie une dernière fois des éléments électroniques incrustés dans un cadre de circuits, avant leur insertion dans des caméras de poche.

Une nouvelle récession frapperait à la mi-77

LONDRES (AP) — Les fonctionnaires de l'OCDE prévoient une récession économique mondiale pour la seconde moitié de l'an prochain, a révélé hier le Financial Times.

Il ajoute que cette prévision — dont les détails ne doivent pas être publiés avant le 20 décembre — est utilisée par "des personnalités internationales à un échelon élevé pour appuyer une intense activité diplomatique". Le quotidien économique londonien précise que cette activité vise à convaincre la nouvelle administration Carter de stimuler l'économie en utilisant de grands moyens, et à persuader l'OPEP de modérer les prochaines hausses de prix du pétrole.

En juillet dernier, l'OCDE avait prévu que dans ses 24 pays membres le produit national brut augmenterait au total de 5,25 pour cent au cours du premier semestre de 1977.

Le Financial Times indique que cette prévision a été ramenée à 4,3 pour cent, et que le taux de croissance pour le second semestre "devrait être largement au-dessous de 1 pour cent, alors que la prévision initiale était de 5 pour cent".

Une hausse du prix du pétrole de plus de 10 pour cent ferait empirer la situation et "menacerait davantage le redressement hésitant de l'économie mondiale", conclut le journal.

Les sociétés d'Etat deviennent souvent beaucoup plus puissantes que leur maître

par Jean POULAIN

EN FRANCE, où le secteur pétrolier public est puissant, l'Etat échappe-t-il à la loi des gigantesques sociétés internationales? La réponse paraît aller de soi. Or, c'est cette "évidence" que remet en cause le rapport de M. Schwartz, dont l'auteur se voit reprocher, dans les milieux pétroliers, de porter tort aux compagnies d'Etat. Que ce soit le fait d'un parlementaire U.D.R. fait même parfois crier au scandale!

L'économie qui s'écrit

Grâce à deux groupes appartenant à l'Etat, repete-t-on, la France dispose de pétrole "français" ou sous contrôle français.

Dans son livre: "Le complot pétrolier", le journaliste français Philippe Simonnot nous fait revivre une histoire vécue, histoire presque incroyable où l'on voit, par un fantasme tour de passe-passe, dénationaliser un groupe pétrolier d'Etat au profit d'un groupe pétrolier privé, qui n'était que sa filiale au même moment.

"Tandis que j'enquêtai sur le nucléaire", raconte le journaliste dans l'introduction de son ouvrage, j'ai découvert par hasard (au moins je veux croire que c'est le hasard) que Pierre Guillaumat avec la complicité de Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Economie et des Finances, Gaston Ramel, s'appropriait à tour de rôle les règles de la Constitution. J'en avais la preuve écrite. Je l'ai publiée dans Le Monde. Un mois et demi après, j'ai été licencié de ce journal auquel j'appartenais depuis près de huit ans.

"J'ai alors écrit ce livre."

Tour de passe-passe
Le nouet de l'intrigue apparaît incroyable: tant le groupe d'Etat ERAP (Entreprises de Recherches et d'Activités Pétrolières) que le

groupe privé SNPA (Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine) avaient à leur tête le même président, Pierre Guillaumat, dont il est question plus haut, et qui fut ministre des Armées sous le général de Gaulle.

Il ne faut pas tirer pour autant la conclusion que le groupe privé a manœuvré de telle sorte qu'il a réussi à s'approprier le contrôle de l'entreprise d'Etat. C'est en fait pratiquement le contraire qui s'est produit.

Au départ, ERAP détient 51 pour cent du capital-actions d'Aquitaine, qui est donc sa filiale.

L'opération va consister, en un premier temps, à unifier la direction des deux groupes. Ensuite sera réalisée leur fusion, de telle sorte qu'ERAP passe dans le camp privé, avec l'accord tacite des autorités en cause y compris celui du président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing.

Aussi étrange que cela puisse paraître, la seule inquiétude que ces habiles transactions ont fait naître est la crainte de voir s'effondrer en Bourse les actions du groupe Aquitaine (et c'est ce qui arrive en partie).

L'aspect intéressant du livre, pour un lecteur québécois, est de constater que les entreprises d'Etat en arrivent à former un Etat dans l'Etat: à s'opposer, souvent avec succès, à ceux qui devraient les contrôler. L'on ne peut s'empêcher de penser aux luttes qui opposent par exemple l'Hydro-Québec et le ministère des Ressources naturelles.

Mais dans "Le complot pétrolier", l'affaire va beaucoup plus loin, puisque les intérêts de l'Etat sont manifestement négligés, y compris au niveau fiscal.

Comme l'explique Philippe Simonnot, il s'agit d'un "Etat châté", qui accepte une perte de contrôle

sur des actifs appartenant à la collectivité nationale.

Le gouvernement français a en effet autorisé, le 9 décembre 1975, l'établissement public ERAP à regrouper ses actifs avec ceux de SNPA, sa filiale dont il détient déjà 51 pour cent des actions.

La fusion devra être approuvée par les actionnaires privés de SNPA lors d'une assemblée extraordinaire qui se tiendra en juin.

L'objectif affiché par le gouvernement est "de doter notre pays d'un deuxième groupe pétrolier intégré de taille internationale", le premier étant celui de la Compagnie française des Pétroles (CFP).

La fusion s'effectuera par un regroupement des deux actifs dans une nouvelle société, elle aussi de droit privé.

La question est donc de savoir si des actifs publics peuvent être aliénés, même si la société à laquelle ils sont dévolus est contrôlée majoritairement par le pouvoir public?

Inutile de signaler que le président des deux groupes deviendra celui de la nouvelle entreprise privée.

Des répercussions fiscales

Mais l'affaire a aussi d'importantes répercussions fiscales puisque l'on accuse, dans un rapport d'une commission parlementaire, les groupes d'Etat à servir de paravent aux sociétés pétrolières privées, pour éviter de payer des impôts et augmenter leurs profits par des pratiques d'entente.

C'est sur ce rapport Schwartz — du nom de son rapporteur — que Philippe Simonnot a élaboré son ouvrage.

Ce qu'il en ressort avant tout c'est "l'imprudence" du groupe d'Etat ERAP qui laisse entendre qu'on ne tourne pas au patrimoine de la collectivité puisque l'ERAP, contrôlée à 100 pour cent par la puissance publique, demeure en place et contrôlera majoritairement la future entreprise née des deux groupes. Or, l'enquête montre que, même si l'ERAP subsiste, le centre de la dé-

cision du groupe se situera hors d'Etat, au sein même de la nouvelle firme privée.

"Sans doute, explique l'auteur, Pierre Guillaumat et les deux mi-

PHILIPPE SIMONNOT

Le Complot Pétrolier

ALAIN MOREAU

nistres qu'il a impliqués dans cette espèce de complot pétrolier contre la Constitution (de la France), c'est-à-dire en définitive contre l'Etat, peuvent-ils se retrancher derrière les plus hautes autorités de ce même Etat, à savoir le premier ministre et le président de la République eux-mêmes. Et c'est ici que l'affaire devient encore plus grave."

L'on comprend aisément qu'elle l'était aussi pour le journaliste, au point de se faire licencier par son employeur.

Pas d'impôts

Un chapitre fort instructif du livre nous conduit dans les dédales fiscaux des sociétés pétrolières internationales et comment elles ne paient pratiquement aucun impôt sur leurs bénéfices, grâce au système du "bénéfice consolidé".

En gros, la consolidation en question consiste à retirer les impôts payés à l'étranger par le groupe, non comme on le fait ordinairement comme des dépenses, qui réduisent le bénéfice de la maison-mère, mais comme des déductions d'impôt.

Si, par exemple, le bénéfice net de la maison-mère est de \$100 millions (ce qui donnerait lieu, au taux de 50 pour cent à un impôt de \$50 millions), l'on peut concevoir deux façons de voir les choses.

Supposons d'abord que les filiales étrangères aient payé, au total, des impôts sur leurs bénéfices de \$50 millions.

Dans notre premier cas, selon une comptabilité normale, les \$50 millions payés par les filiales deviennent une dépense qui ramène le bénéfice net de la maison-mère à \$50 millions (\$100 millions moins les \$50 millions payés au fisc étranger). Avec un taux fiscal de 50 pour cent, la maison-mère aurait donc \$25 millions à payer.

Les firmes pétrolières — et pas seulement en France — désuient, elles, ce qu'elles paient au fisc étranger, directement de ce qu'elles auraient à payer à leur propre fisc.

Dans notre exemple, un bénéfice net de \$100 millions donnerait lieu à un impôt de \$50 millions.

Comme \$50 millions ont déjà été payés au fisc étranger, les \$50 millions de l'an annule les autres et il n'y a rien à payer.

En fait, les firmes pétrolières vont beaucoup plus loin que cela, comme le montre Philippe Simonnot; elles déduisent non seulement l'impôt étranger mais les redevances et autres paiements qui se calculent sur des chiffres fictifs (les prix affichés), de sorte qu'il arrive même — selon un parlementaire américain, que l'Etat (américain) leur envoie des chèques pour excédent fiscal, même si on ne lui a payé aucun impôt sur les bénéfices.

LE COMPLET PETROLIER
par Philippe Simonnot
Publié par Alain Moreau, Paris

marché des options-CHICAGO

[illegible]

NOMINATIONS C.I.D.



Michel-F. Bélanger

Raymond Beaugrand

Gilles Handfield

Monsieur Jean-Marie Ouellet, président de la Société d'investissement Desjardins et président de Crédit Industriel Desjardins Inc., a le plaisir d'annoncer les nominations suivantes:

Monsieur Michel-F. Bélanger, au poste d'ADMINISTRATEUR de Crédit Industriel Desjardins Inc. Monsieur Bélanger est président de la Banque Provinciale du Canada qui détient 10% du capital-actions ordinaires et privilégiées de cette entreprise.

Monsieur Raymond Beaugrand, Ing., au poste de VICE-PRESIDENT EXECUTIF de Crédit Industriel Desjardins Inc. Monsieur Beaugrand, actuel vice-président exécutif de la Société d'investissement Desjardins, en a été le premier directeur général et dirige les destinées de la SID depuis le début des opérations, soit janvier 1974. Il est président de Magnétisme Digital Ltée et administrateur de l'Institut de Recherches Cliniques de Montréal.

Monsieur Gilles Handfield, au poste de DIRECTEUR GENERAL de Crédit Industriel Desjardins Inc. Monsieur Handfield apporte à ses nouvelles fonctions vingt ans d'expérience dans le domaine du financement à terme.

Le spectre du chômage réapparaît aux USA avec le ralentissement économique

par l'AFP
NEW YORK — La "pause" économique américaine provoque actuellement la mise à pied de nombreux ouvriers dans plusieurs secteurs comme la sidérurgie, les appareils ménagers et même l'automobile.

Diverses grosses entreprises sidérurgiques américaines Bethlehem Steel, US Steel, Inland Steel) ont annoncé cette semaine la fermeture de certaines usines en raison d'une stagnation de la demande d'acier dans le pays.

De leurs côtés, plusieurs fabricants de téléviseurs et produits ménagers, Westinghouse, General Electric, GTE Sylvania, la division Frigidaire de General Motors ont annoncé pour les prochaines semaines des fermetures d'usines et des mises à pied de plusieurs milliers d'ouvriers.

Dans le secteur de la télévision en couleur, les fabricants américains se plaignent de la concurrence japonaise et Westinghouse a même décidé de cesser de fabriquer des tubes pour téléviseur couleur à partir du 1er décembre prochain.

Mises à pied

Enfin, dans le secteur automobile, toutes les usines d'assemblage d'Américan Motors sont fermées cette semaine, aux Etats-Unis et au Canada, de même qu'une usine d'assemblage de General Motors dans l'Ohio, ce qui a provoqué la mise à pied d'au moins 12,000 ouvriers.

D'autre part, Chrysler vient d'annoncer la fermeture pour fin novembre

début décembre de plusieurs usines, ce qui provoquera la mise au chômage temporaire de plus de 14,000 ouvriers.

Ces fermetures dans le secteur automobile sont surtout liées à la mévente des voitures américaines de petite taille aux Etats-Unis. Les experts de Detroit commencent cependant à se demander si un certain tassement du marché américain de l'au-

tomobile n'est pas en train de se produire.

Tous ces licenciements, même temporaires, ne font rien pour améliorer la situation de l'emploi aux Etats-Unis où le taux de chômage était de 7.9 pour cent en octobre, plus de 7.5 millions d'Américains étant toujours à la recherche d'un travail.

Les experts américains tablent sur une relance de la consommation et des

ventes de détail pour mettre fin à la pause qui se fait sentir depuis plusieurs mois dans le pays.

Mais les derniers chiffres publiés dans ce domaine ne sont guère encourageants: progression de seulement 0.3 pour cent des ventes de détail en octobre et baisse de 2.8 pour cent de ces ventes la semaine dernière par rapport à la semaine précédente, selon le département du Commerce.

rapports financiers express

Compagnies	Profits (pertes) (\$000)			Revenus bruts (\$000)		
	COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION	COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION
Resource Service Group (serv. rest. Mot.) Mont., Quc. 9 mois 30 sept.	(464)	342	%	23,300	32,900	-29%
CANADIAN MANHOIR (comp. diversifier) Tor., Ont. 9 mois 30 sept.	1,754	1,690	+3%	25,700	23,700	+8%
NU-WEST DEVELOPMENT (immobilier) Cal., Alb. 9 mois 30 sept.	13,500	8,700	+55%	148,400	99,400	+49%
MARITIME TEL. & TEL. (communications) Halifax, N.-É. 9 mois 30 sept.	3,400	2,400	+41%	31,300	25,300	+23%
B. C. PACKERS (alimentation) Van., C.-B. 9 mois 30 sept.	2,800	(175)	%	131,800	108,100	+21%
PETROFINA CANADA (pétrole) Mont., Quc. 9 mois 30 sept.	10,936	25,102	-56%			%

le dollar

MONTRÉAL — Le dollar américain par rapport à la devise canadienne est en hausse hier de 3-50 à 10-9778 et la cote closing en baisse de 1-10 à 51-5043.

NEW YORK — Le dollar canadien par rapport à la devise américaine est en baisse de 1-50 à 51-5043 et la cote closing de 1-50 à 51-5043.



Banque provinciale

AVIS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque Provinciale du Canada se tiendra en l'hôtel Reine-Elizabeth (Grand salon), 900 ouest, rue Dorchester, Montréal, Canada, le mardi 14 décembre 1976, à quinze heures trente, aux fins: 1) de soumettre le rapport annuel de la Banque; 2) d'élire les administrateurs; 3) de nommer les vérificateurs et de fixer leur rémunération; 4) d'abroger le paragraphe b) de l'art. 1 des règlements des actionnaires relatif au président, au secrétaire et aux scrutateurs des assemblées des actionnaires; et 5) de délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

Pour le conseil d'administration,

Le Secrétaire Général
R. COUSINEAU

Montréal, le 29 septembre 1976

Pour un service rapide et efficace...

utilisez les
PETITES ANNONCES
285-7111

Luxueux
Condominium
coin Sherbrooke
et Atwater

Une, deux, trois chambres et duplex,
trois chambres.

Maisons fermées ouvertes
\$58,500 à \$128,250

Ouvrez tous les jours 11h à 17h. La nuit sur rendez-vous.



Le Bar

937-9241 274-5577



Il y a 2 bonnes
raisons pour utiliser
LES PETITES
ANNONCES

1 — C'EST
RAPIDE
2 — C'EST
EFFICACE

la presse

285-7111

COURS DE VENTE
PROFESSIONNELLE

- PLANIFICATION
- SOLICITATION
- PRÉPARATION
- COMMUNICATION
- PERSUASION
- PRÉSENTATION
- OBJECTIONS
- COMPÉTITION
- SOLUTION DES PROBLÈMES
- SERVICE APRÈS-VENTE

COMMANDITÉ PAR:



Advertising and
Sales Executives
Club of Montreal

Cour pour vendeurs et pour directeurs
des ventes (cours donnés en français)

Sessions, commençant le 22 novembre, les lundis de
19:00 à 22h à TELE-METROPOLE 1600 est, boul. de
Maisonneuve Montréal, Québec. Salle A-651

DATE LIMITE D'INSCRIPTION: 19 NOVEMBRE

FRAIS D'INSCRIPTION: \$160.00 pour les membres de l'ASECM
et les membres de leur personnel
\$175. pour les non-membres

N.B. Pour de plus amples renseignements s.v.p. communiquer à
866-1668

COURS DE VENTE

STAGE DE PERFECTIONNEMENT SUR LES TECHNIQUES DE LA VENTE

OBJECTIF:

Ce programme entièrement nouveau est conçu pour sensibiliser les participants aux techniques scientifiques des stratégies de vente dans un contexte de marketing.

THÈMES:

L'ART DE VENDRE
LE PLAN DE TRAVAIL DU VENDEUR

PROGRAMME:

Le Vendeur professionnel
Rentaillité des ventes
Service des ventes
Aspects juridiques de la vente
Stratégies de vente

Le comportement des clients
L'application pratique des techniques de vente
Le leadership du vendeur
Théories et techniques de décision
Tâches administratives du vendeur

LIEU: Pavillon des Sciences sociales de l'Université de Montréal.

DATES: 10 samedis: 20-27 nov.; 4-11 déc 76; 8-15-22 janv. 77; 5-12-19 fév. 77.
Pour un total de 60 heures de cours.

HEURES: 9 heures à 17 heures.

POUR RENSEIGNEMENTS, PROSPECTUS ET INSCRIPTIONS:

L'Association provinciale des conseillers de vente Inc.
2950 RUE MASSON, SUITE 405, MONTRÉAL H1Y 1X4
728-4548 (LUNDI AU VENDREDI 9 A.M. à 5 P.M.)

AUSSI: COURS DE GÉRANCE DE VENTE — PROSPECTUS SUR DEMANDE

Le Québec en campagne
électorale à CBF-690La soirée du
15 novembre
à CBF-690
dès 19 heures

- Les informations seront acheminées vers nos microphones à la vitesse de l'électronique
- Commentaires, analyses, tendances du vote en provenance des 110 circonscriptions
- Déclarations des chefs de partis retransmises sans délai

Pour vous aider à faire le point sur les élections du 15 novembre, soyez à l'écoute des émissions **Présent, Présent à l'écoute** et des magazines locaux d'information.



CBF-690

Crédit
Foncier

Fondé en 1880
Actif supérieur à \$800 millions

Obligations de 5 ans
Minimum \$500

10%

Intérêts payés semi-annuellement,
mensuellement (Minimum \$5000)
ou composés et payés à échéance

10 1/4%

Intérêts payés annuellement

Montréal: 612, rue St-Jacques
(514) 845-7111 (Mme M. Marcotte)
Québec: 1135, Chemin St-Louis
(418) 681-0277 (M. J. Goulet)
Ottawa: 170, rue Metcalfe
(613) 238-6084 (M. B. W. Campbell)
Frais virements acceptés

Halifax, Montréal, Québec, Ottawa, Toronto,
London, Winnipeg, Regina, Saskatoon,
Edmonton, Calgary, Vernon, White Rock,
Vancouver, Victoria

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Membre de la Société d'Assurance-dépôts du Canada

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT
DES FINANCES NATIONALESLE COMITÉ ANNONCE
L'ÉTUDE DU PROGRAMME
DU LOGEMENT DU MINISTÈRE
DES TRAVAUX PUBLICS

Le Comité sénatorial permanent des Finances nationales a récemment commencé l'étude du programme du logement du Ministère fédéral des Travaux publics.

Le Ministère des Travaux publics assume dans ce domaine deux grandes responsabilités.

Premièrement, construire ou louer à bail des locaux suffisants pour, et les affaires du gouvernement fédéral; et, deuxièmement, assurer la bonne gestion de l'investissement considérable que constituent ces biens immobiliers appartenant à la Couronne.

Si vous avez des renseignements sur le programme du logement — comme constructeur, architecte, promoteur, agent immobilier ou citoyen, le Comité sénatorial permanent des finances nationales serait heureux de les connaître.

Toutes les réponses seront tenues strictement confidentielles. Veuillez indiquer votre adresse et votre numéro de téléphone. Les lettres devraient parvenir au:

Comité sénatorial permanent des finances nationales
C.P. 358, Poste du Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

**MIRACLE
MART**

Procurez-vous tout le nécessaire à tricoter pour l'hiver et économisez jusqu'à 30%!

**12
JOURS
SALE**

Filé Pliana pour le tricot

Ord. .63 pelote
Notre prix de vente**2** pour **1⁰⁰**

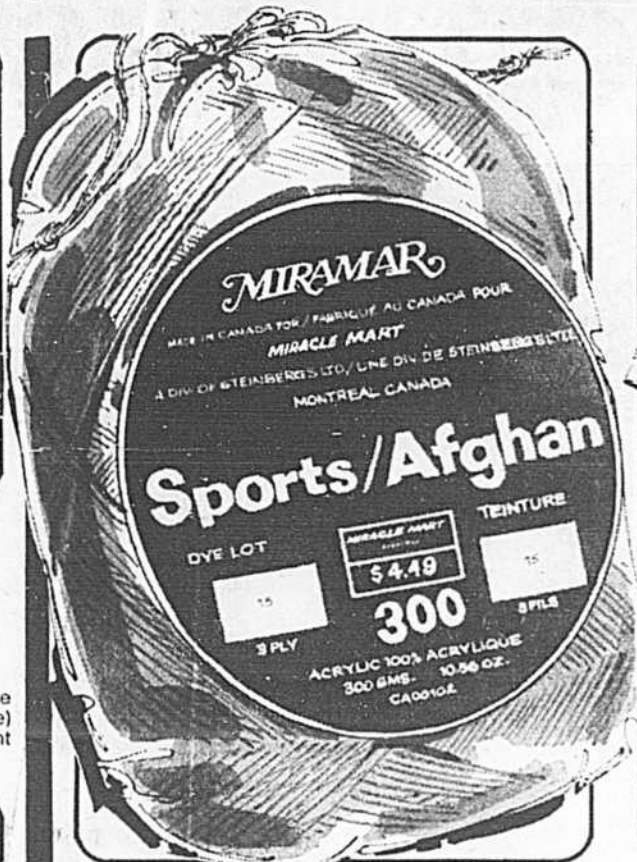
Filé double lavable à la machine et à séchage rapide. Garde sa forme. Oiefin (polypropylène) non-allergène. Motifs tweed qui ne défraîchissent pas, avec tons unis assortis. Pelote de 1.75 on.



Economisez 28%!
Pelotes de nylon Jersey

Ord. 1.39
Notre prix de vente**1⁰⁰**
pelote

Pelotes 7 on, offertes dans un vaste choix de couleurs. Confectionnez une foule de jolies choses.

**Economisez 1.49!**

**Afghan
sport 300**

Ord. 4.49
Notre prix de vente**3⁰⁰**
pelote

Populaire filé 3 brins 100% acrylique. Lavable à la machine et séchable par égouttement. Pelote de 10.56 on.



**Filé Phentex
3 brins**

2 pour **1⁰⁰**

Filé 100% polypropylène Cellaspun. Choix de couleurs. Pelote de 3.2 on.



Economisez plus de 30%!
Filé à tricoter Phentex Elite

Ord. .95 pelote
Notre prix de vente**3** pour **2⁰⁰**

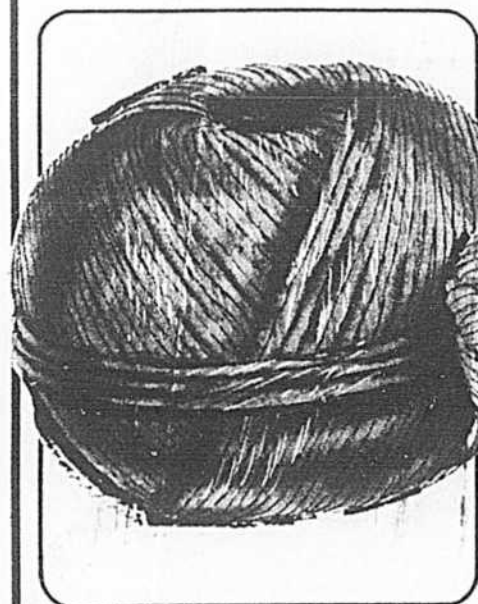
Epargnez presque le tiers du prix régulier! Filé 4 brins en polypropylène texturé pour le tricot. Pelote de 3 on.



Economisez plus de 20%!
Filé d'artisanat Grand-Mère

Ord. 2.99
Notre prix de vente**2⁰⁰**
écheveau

Filé 100% viscose parfait pour le macramé et autres travaux d'artisanat. 225 gr. (app. 8 on) 125 verges



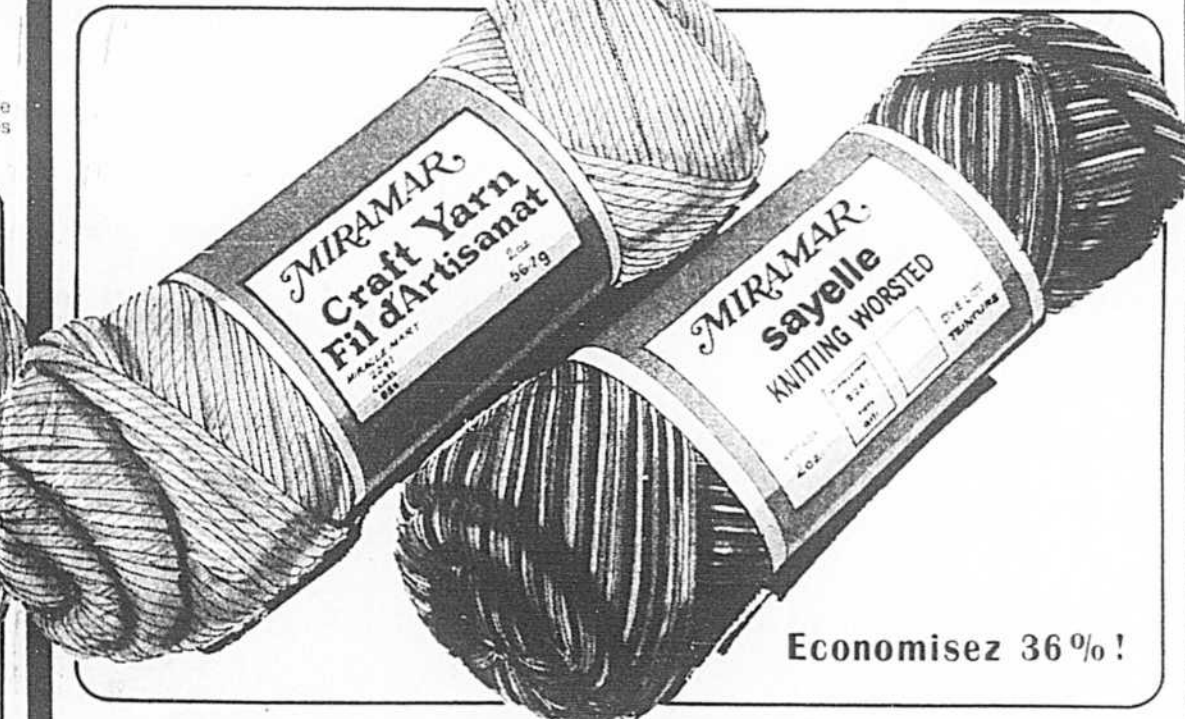
**Jute pour macramé
à 3 ou 5 brins**

3 brins

5 brins

1²⁹ pelote **1⁴⁹** pelote

Confectionnez vos propres jardinières, ceintures, etc. Les 2 types sont offerts en ton naturel, brun, jaune, or, orange, vert, bleu.

**Economisez 36%!**

Filé Sayelle ou Craft 3 brins

Notre prix de vente

5 pour **3⁰⁰**

Sayelle Miramar* - Acrylique lavable à la machine et séchable par égouttement. Choix de couleurs. Pelote de 2 on. Ord. .97

Filé Craft 3 fibres Miramar* - Acrylique lavable à la machine, séchable par égouttement. Un filé tout-usage parfait pour l'artisanat. Pelote de 2 on. Ord. .95

*Marque de commerce de Miracle Mart

**MIRACLE
MART****ça fait partie de votre monde**

Prix de vente en vigueur
du lundi, 15 novembre
au samedi, 27 novembre
jusqu'à épuisement de la marchandise

Egalement en vente au
BEAUCOUP
Carrefour Laval



• Mail West Island, Transcanadienne, Sortie 35
• Place Longueuil
• Place LaSalle

• Chomedey (Centre commercial St-Martin)
• Jean Talon et Pie IX
• Place Versailles
• Faites vos emplettes au Miracle Mart de la Plaza Alexis Nihon, par metro (terminus Atwater)

• Mail Cavendish, Côte St-Luc
• Pont Vieu (Centre commercial)
• Plaza Greenfield Park

• Chateauguy, 180 boul. d'Anjou
• Plaza Côte des Neiges
• Les Galeries Lachine



Achetez vos billets pour les
matchs des Canadiens au
comptoir TRS des magasins,
Miracle Mart.

OUVERT • Lundi à mercredi 9h à 18h • Jeudi et vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h

Non aux séparatistes!



Abitibi-Est
Paul Violent, 50 ans
Directeur des ventes



Abitibi-Ouest
Jean-Hughes Boudin, 40 ans
Administrateur



Anjou
Yves Tardif, 31 ans
Avocat



Argenteuil
Zélie Sandon, 57 ans
Médecin-chirurgien



Arthabaska
Denis St-Pierre, 40 ans
Ingénieur



Beauce-Nord
Denis Sylva, 31 ans
Avocat



Beauce-Sud
Guy Lebel, 28 ans
Avocat



Beauharnois
Jean Bessner, 43 ans
Président de compagnie



Charlesbourg
André Harvey, 37 ans
Publitaire



Charlevoix
Raymond Mailoux, 58 ans
Min. des Transports



Châteauguay
George Kennedy, 49 ans
Comptable agréé



Châteaufort
Bernard Lachapelle, 45 ans
Min. d'Etat au Cons. exécutif et à l'Éducation



Chicoutimi
Roch Bergeron, 47 ans
Agent de relations industrielles



Crémazie
Victor-G. Goldbloom, 53 ans
Min. de l'Éducation



D'Arcy-McGee
Jean-Paul L'Alair, 38 ans
Min. des Aff. culturelles



Deux-Montagnes
Raymond Garneau, 41 ans
Min. des Finances



Deux
Jean Beauregard, 44 ans
Homme d'affaires



Hull
Oswald Parent, 51 ans
Min. de la Fonction publique



Huntingdon
Kenneth Fraser, 59 ans
Agriculteur



Hervé
Jacques-R. Tremblay, 53 ans
Adm. en rel. publiques



Iles-de-la-Madeleine
Louis-Philippe Lacroix, 50 ans
Comptable



Jacques-Carter
Noël St-Germain, 53 ans
Optométriste



Jeanne-Mance
Aimé Brisson, 48 ans
Comptable agréé



Jean Talon
Raymond Garneau, 41 ans
Min. des Finances



Laprairie
Paul Berthiaume, 37 ans
Min. d'Etat aux Finances et aux Transports



L'Assomption
Roland Contois, 47 ans
Ingénieur



Laurentides-Labelle
Roger Lapointe, 36 ans
Administrateur scolaire



Laurier
André Marchand, 50 ans
Ingénieur



Laval
Jean-Noël Lavoie, 48 ans
Notaire



Lavolette
Prudent Carpentier, 54 ans
Surint. de compagnie



Levis
Vincent Chagnon, 60 ans
Maire de Lévis



Limoulin
Fernand Houde, 52 ans
Comptable



Maricourt
Robert Boudreau, 43 ans
Premier ministre



Mile-à-Lieu
Bernard Lachance, 41 ans
Administrateur



Montmagny-Islet
Julien Gosselin, 49 ans
Min. d'Etat aux Aff. sociales



Montmorency
Marcel Bedard, 36 ans
Ingénieur



Mont-Royal
John Guccia, 43 ans
Avocat



Nicolet-Yamaska
Benjamin Faucher, 61 ans
Vétérinaire



Notre-Dame-de-Grâce
Bryce Mackasey, 55 ans
Administrateur



Orford
Georges Vallancourt, 53 ans
Min. d'Etat à l'Agriculture



Rimouski
Claude St-Hilaire, 51 ans
Ingénieur



Rivière-du-Loup
Paul Lafrance, 43 ans
Dentiste



Robert-Baldwin
John G. Gallagher, 46 ans
Arpenteur-géomètre



Roberval
Robert Lamontagne, 43 ans
Notaire



Rosemont
Gilles Bellemare, 44 ans
Vendeur



Rouyn-Noranda
Henri Miljords, 46 ans
Professeur



Saguenay
Jean-Guy Tremblay, 30 ans
Professeur



Ste-Anne
Bruno Fortin, 40 ans
Directeur des ventes



St-Maurice
Marie-Raymond, 45 ans
Professeur



Sauve
Jean-Claude Legault, 43 ans
Administrateur



Shedden
Richard Verreault, 39 ans
Secr. de club de transport



Sherbrooke
Jean-Paul Pepin, 46 ans
Relationiste



Tailon
Fernand Blanchard, 36 ans
Administrateur



Taschereau
Irène Bonner, 53 ans
Dir. dev. et orient. à la fed. Caisses Pop.

Bourassa

INFORMEZ-VOUS AVANT DE VOTER...
CE SOIR AU CANAL 10...
À 5H 30 P.M., 7H 00 P.M. ET À 11H 30 P.M.



Oui à l'équipe libérale!



Belichasse
Pierre Mercier, 39 ans
Dir. de sécurité routière



Berthier
Michel Denis, 44 ans
Gérant de district



Bonaventura
Gérard D. Lévesque, 50 ans
Vice-premier ministre et min. de la Justice



Bourassa
Lise Bacon, 42 ans
Min. des Consommateurs et de l'Immigration



Bourget
Jean Boudreault, 45 ans
Entrepreneur



Brome-Missisquoi
Glen Brown, 61 ans
Professeur et agriculteur



Chabry
Guy St-Pierre, 42 ans
Min. de l'Industrie et du Commerce



Champlain
Normand Toupin, 42 ans
Min. des Terres et Forêts



Borden
Alfred Bosse, 50 ans
Syndicaliste



Drummond
Paul Desile, 47 ans
Commerçant



Dubuc
Ghislain Harvey, 30 ans
Spécialiste en Sciences humaines



Duplessis
Henri-Paul Boudreau, 44 ans
Administrateur municipal



Fabre
Gilles Houde, 44 ans
Cons. en éducation physique



Frontenac
Henri Lécours, 43 ans
Médecin



Gagné
Guy Fortier, 63 ans
Médecin-chirurgien



Gagné
Michel Gratton, 37 ans
Ingénieur



Johnson
Marcel Noël, 48 ans
Planificateur



Jollette-Montcalm
Robert C. Quenneville, 55 ans
Min. du Revenu



Jenquin
Gérard Harvey, 48 ans
Min. du Travail et Main-d'œuvre



Kamouraska-Témiscouata
Jean-Marie Pelletier, 43 ans
Aviculteur



L'Acadie
Thérèse Laviolette, 48 ans
Travailleuse sociale



Lac St-Jean
Roger Poiré, 42 ans
Licencié en administration



Lafontaine
Bernard Benoit, 52 ans
Maire de Pointe-aux-Trembles



Laporte
Jean-Jacques Lemieux, 43 ans
Économiste



Lotbinière
Gérard Massicotte, 45 ans
Agronome



Louis-Nébert
Jean Marchand, 57 ans
Syndicaliste et ancien min. du Développement



Massonville
Gilles Houde, 33 ans
Professeur Éducation physique



Maskinonge
Yvon Picotte, 34 ans
Dir. de l'éducation des adultes



Marguerite-Bourgeoys
Fernand Lalonde, 44 ans
Solidité générale



Matane
Marc-Evan Côté, 31 ans
Professeur



Matapédia
Benoît Arsenault, 73 ans
Journaliste et historien



Mégantic-Compton
Omer Dionne, 72 ans
Agriculteur



Outremont
André Raynault, 49 ans
Économiste



Papeau
Normand Racicot, 42 ans
Dir. gén. adj. de la Comm. des Trans. de l'Outaouais



Pointe-Claire
Roy C. Amaron, 45 ans
Avocat



Pontiac-Témiscamingue
Jean-Guy Larivière, 46 ans
Commerçant



Portneuf
Michel Page, 27 ans
Avocat



Prévost
Bernard A. Parent, 51 ans
Dir. affaires publiques



Richelieu
Jean Cournoyer, 42 ans
Min. des Richesses naturelles



Richmond
Yvon Valières, 27 ans
Professeur



St-François
Gérard Desjard, 49 ans
Maître-électricien



St-Henri
Donat Taddeo, 30 ans
Adj. adm. Arts & Sciences Univ. Concordia



St-Hyacinthe
Fernand Cornélius, 56 ans
Gérant de compagnie



St-Jacques
Micheline Brisebois, 37 ans
Femme d'affaires



St-Jean
Jacques Veilleux, 37 ans
Professeur



St-Laurent
Claude E. Forget, 40 ans
Min. des Aff. sociales



St-Louis
Harry Blank, 51 ans
Avocat



Ste-Marie
Jean-Claude Mélépart, 37 ans
Administrateur-animateur



Terrebonne
Denis Hardy, 40 ans
Min. des Communications



Trois-Rivières
Guy Bacon, 40 ans
Relationiste



Vanier
Fernand Dufour, 52 ans
Médecin



Vaudreuil-Soulanges
Paul Phaneuf, 42 ans
Min. resp. Sports et Loisirs



Verchères
Marcel Ostiguy, 47 ans
Industriel



Verdon
Lucien Caron, 47 ans
Industriel



Vau
Fernand Sauvé, 35 ans
Homme d'affaires



Westmount
George Springate, 38 ans
Avocat

notre garantie

Votons Libéral

LA CAMPAGNE

Plainte de
deux éditorialistes

QUEBEC (PC) — Le Conseil de presse du Québec a été saisi, hier, d'une plainte des deux éditorialistes du quotidien *Le Soleil* qui reprochent au rédacteur en chef, M. Claude Beauchamp, de les avoir écartés de la campagne électorale en leur interdisant de traiter de ce sujet pour la durée de la campagne.

La plainte a été adressée par M. Gilles Boyer en son nom et au nom de son collègue, M. Paul Lachance.

"Ce qui me semble particulièrement grave, affirme M. Boyer, c'est que le rédacteur en chef, qui contrôle déjà la section des nouvelles, se soit approprié le monopole idéologique du journal en traitant exclusivement en éditorial de la campagne électorale."

"Comme l'équipe éditoriale du *Soleil* ne compte actuellement que deux éditorialistes, à toute fin pratique c'est l'équipe éditoriale toute entière qui est écartée de la campagne électorale", précise M. Boyer.

Selon le plaignant, ce geste du rédacteur en chef constitue une entrave au droit du public à une information libre, honnête et complète sous toutes ses formes.

En faveur
de l'hôpital

"Le slogan du député libéral sortant, 'j'ai assuré la survie de l'hôpital Rosemont' nous semble hypocrite et mensonger", a déclaré, hier, au cours d'une conférence de presse, le candidat péquiste de Gouin, M. Rodrigue Tremblay.

Le sort de ce petit hôpital de 43 lits, situé au 1970 boul. Rosemont, demeure toujours incertain, en dépit de la pression des citoyens qui ont signé une pétition de plus de 20.000 signatures pour conserver cet établissement. M. Tremblay soutient que l'hôpital devrait non seulement continuer d'exister, mais être agrandi, pour assurer sa rentabilité, et son équipement renouvelé. L'hôpital possède une option sur un terrain d'environ 15'x75' qu'il pourrait acquérir pour la modique somme de \$7.000.

Le PQ et
le colonel

"Un électeur de Westmount qui vote pour le Parti québécois, c'est comme un poulet qui vote pour le Colonel Sanders!",

C'est avec cette analogie amusante que M. Ted Blackman directeur des programmes du poste de radio CJAD, a manifesté son appui à M. Nick Auf der Maur, candidat de l'Alliance démocratique dans Westmount, au cours d'une assemblée publique réunissant environ 500 Westmountais mardi dernier.

Invitation
à voter nul

La CSN, c'est connu, a décidé de n'appuyer aucun parti tout en invitant ses membres à battre le gouvernement libéral; dans son édition intitulée "special election", "Le Réseau", journal publié par l'exécutif du Syndicat des employés de l'Hôtel-Dieu de Montréal (CSN) déçoit à la position de la central en y affirmant: "Non on vote pourgeois, annulons notre vote!"

Pourquoi annuler? Le Réseau répond: "Voter nul, c'est reconnaître qu'il n'y a vraiment pas d'opposition de différences entre les partis. Les différences qui existent entre eux touchent les variations quant aux formes et aux méthodes d'exploitation. Le Parti libéral pour son caractère anti-ouvrier ne doit avoir aucun soutien parmi les masses. Le Parti québécois, malgré le visage progressiste qu'il veut se donner, est tout autant un parti bourgeois, serviteur du capital et anti-ouvrier."

"Une campagne
d'apeurement"

M. André-J. Bélanger, président du Conseil des hommes d'affaires québécois (CHAQ) a dénoncé les partis politiques qui se sont lancés dans "une campagne d'apeurement".

"En particulier, lors d'une conférence de presse, jeudi à Montréal, M. Bélanger a qualifié de "crime contre la société" et de "crime contre le Québec", certains messages libéraux dénonçant en termes très excessifs le Parti québécois et l'option indépendantiste. Donner le pouvoir aux indépendantistes serait, selon ces augures, enterrer le peuple québécois à brève échéance."

"On veut faire croire, a expliqué M. Bélanger, que si l'indépendance du Québec survient, cela mettrait notre économie à terre". Le président du CHAQ a réfuté cette objection, en donnant l'exemple des États-Unis dont l'indépendance a valu pour le peuple américain, non un frein, mais un dynamisme élan économique.

LA PRESSE
prise à partie

Le Parti des travailleurs du Québec, qui présentera 12 candidats aux élections de lundi, a accusé six journalistes de La Presse de manquement à l'éthique professionnelle.

Dans un communiqué publié hier, le parti soutient que les journalistes en question auraient dû mentionner les noms de ses candidats dans leur compte rendu des diverses circonscriptions, publié dans un supplément électoral spécial.

"Que font ces journalistes du droit du public 'information'?", demande le communiqué, en ajoutant: "Nous nous proposons de distribuer des milliers de pamphlets pour informer la population de ce comportement. En dépit de tous les discours prétendant que nous vivons dans une société démocratique, nous affirmons que nous sommes au contraire soumis à une dictature économique: la liberté de parole et la liberté de la presse dépendent de la grosseur du portefeuille."

La version
de Lévesque

(PC) — Le chef du Parti québécois, M. René Lévesque, a donné sa version, hier, dans une émission de radio et dans une conférence de presse, sur le favoritisme qu'il aurait exercé au profit d'un membre de sa famille quand il dirigeait le ministère des Richesses naturelles au début des années 60.

Il a avoué que son beau-frère détenait une part minoritaire d'actions dans la compagnie Photo Air Laurentide qui avait obtenu un contrat de photogrammétrie, en août 1962, et signé par M. Lévesque lui-même au coût de \$2.7 millions.

En réponse à un auditeur qui lui rappelait ce temps, sur les ondes de la radio, le chef du PQ a d'abord expliqué que le contrat avait été consenti par le gouvernement de l'Union nationale peu avant les élections de juin 1960, et cela sans passer par le système des soumissions publiques.

"Mais, a-t-il poursuivi, je n'avais pas le droit de franchir cet engagement du gouvernement à l'endroit d'une bonne entreprise. J'ai cependant demandé à un de mes adjoints de réduire le montant du contrat à un taux plus acceptable."

"Ça a été fait et en dépit des fortes protestations des actionnaires de la compagnie et cette affaire a été tellement indiscutable que personne n'en a parlé."

"Mais que voulez-vous, la compagnie était déjà formée, le contrat accordé et mon beau-frère, M. Philippe Amyot, détenait des actions minoritaires."

La réponse
de l'Alliance

"Les libéraux prennent les gens pour des moutons et s'imaginent que les électeurs sont stupides; nous avons constaté qu'il n'en est pas ainsi et qu'ils ne succombent pas, loin de là, au chantage des libéraux; ils savent que le P.Q. n'a pas le monopole du fédéralisme."

C'est la réponse qu'ont apportée hier au cours d'une conférence de presse les deux fondateurs de l'Alliance démocratique, Bob Keaton et Nick Auf der Maur, aux affirmations de Bryce Mackasey et d'autres candidats du West Island à l'effet qu'un vote pour l'UN ou pour l'Alliance démocratique "est un vote pour les séparatistes".

L'article 48 soulève
le mécontentement

L'article 48 de la loi électorale, concernant notamment les qualités requises des malades mentaux pour avoir droit de vote, soulève le mécontentement parmi les patients des hôpitaux psychiatriques et chez les médecins.

L'interprétation de cet article semble donner lieu à des situations différentes d'un établissement à l'autre.

Ainsi, à l'hôpital Louis-H. Lafontaine, dans la circonscription de Bourget, tous les patients (plus de 200) qui avaient été inscrits sur la liste électorale en ont été radiés lors de la révision. Cependant, au Centre hospitalier Douglas, dans la circonscription de Verdun, la radiation n'a touché que six des 45 patients dont le nom figurait sur la liste électorale.

Dans les deux cas, la radiation a été décidée par le comité de révision de la circonscription — comité constitué d'un représentant du Parti libéral, d'un représentant du Parti québécois et d'une tierce personne nommée par les représentants de ces deux partis ou, s'il y a désaccord entre eux, par le président des élections de la circonscription.

Les élections jouent peu

Une légère baisse du dollar
canadien est même souhaitable

par Laurier CLOUTIER

Ottawa possède les moyens pour décider du niveau de \$0.98 US ou de \$1.02 US du dollar canadien.

Les élections québécoises ne pourraient jouer à cet égard qu'un rôle limité.

C'est ce qu'a déclaré hier le président de Conference Board in Canada, un organisme réputé et indépendant de recherches sur l'économie canadienne.

Lors d'une entrevue dans le cadre d'un colloque sur "Les économies occidentales et les marchés de capitaux", organisé par The Canadian Council of Financial Analysts et The Montreal Society of Financial Analysts, M. Robert René de Cotret a en effet déclaré que le dollar canadien à \$1.03 US est "trop fort" et qu'il faut s'attendre à une baisse. Un niveau de \$0.90 ou \$0.92 US est impossible mais une valeur de \$0.98 par rapport à la monnaie américaine se révélerait "la place appropriée du dollar canadien".

Le niveau du dollar canadien dépend de plusieurs facteurs notamment des politiques monétaires décidées par le gouvernement canadien. L'arrivée en masse de capitaux étrangers attirés par les

politiques d'Ottawa ont soutenu le dollar canadien au cours des derniers mois.

Ca dépend
de nos politiques

M. de Cotret a expliqué lors de l'entrevue que le Canada a importé "plus de capital que nécessaire". Notre balance de paiements aurait nécessité \$5.5 milliards de capitaux étrangers et on en a importé \$1.5 milliard de plus à cause de projets comme la Baie James et les Olympiques.

Mais on n'aura pas l'an prochain l'excédent sur le compte capital de la balance des paiements qu'on a eu cette année.

Toutefois "si on attire les capitaux, ils vont venir. Ça dépend de nos politiques".

L'impact des élections québécoises sur le niveau du dollar canadien?

Les élections québécoises ne joueraient qu'au niveau du climat de confiance tel que perçu par les milieux étrangers, a déclaré le président de Conference Board in Canada.

"La Grande-Bretagne ne peut attirer les capitaux mais le Canada actuellement détient la confiance des milieux étrangers."

"Si les élections du Québec ont un rôle à jouer, ce serait au niveau de ce climat de confiance."

"La nationalisation des mines de potasse par le gouvernement de la Saskatchewan a eu un impact sur le niveau de confiance et pourtant le dollar canadien n'a pas bougé."

Un climat
d'incertitude

Sur un plan plus général, soit celui des marchés financiers, la réélection du gouvernement libéral n'aurait aucun effet, a poursuivi M. de Cotret.

Si par contre la population élitait un gouvernement péquiste, "il est difficile de dire que ça aurait un effet positif".

Après un peu d'hésitation (il n'est pas facile en période électorale d'obtenir des commentaires sur le sujet des milieux financiers),

M. de Cotret a poursuivi qu'on peut penser à un climat d'incertitude mais jusqu'à quel point?

"Ça dépend de ce qu'un gouvernement péquiste annoncerait."

Le climat d'incertitude ressemblerait à celui qui prévaut actuellement aux États-Unis après la défaite du président Gerald Ford et l'élection d'un gouvernement démocrate avec Jimmy Carter?

"Le climat d'incertitude est moins prononcé aux USA qu'il le serait avec l'élection d'un gouvernement péquiste parce que le Parti québécois propose des initiatives de plus d'envergure et parce que la

— le Conference Board

différence entre MM. Carter et Ford se révèle moindre qu'entre les libéraux et les péquistes", a conclu le président de Conference Board in Canada.

Le dollar
a peu bougé

De fait, les marchés financiers se sont montrés très calmes hier.

Lors de séances très peu actives, les indices des Industrielles des Bourses de Montréal et de Toronto ont baissé légèrement. La veille, au cours d'une journée calme également, les Industrielles des deux marchés boursiers ont clôturé légèrement en hausse alors que le marché des obligations, à Toronto, est demeuré stable avec un volume très faible en raison notamment de la fermeture de nombreux établissements, dont les banques, pour le Jour du Souvenir.

Hier, le marché montréalais des obligations a affiché une légère hausse.

Quant au dollar canadien, il n'a que très peu bougé.

Le dollar canadien a clôturé mercredi à Montréal à \$1.0228 par rapport au dollar américain. Hier, en début de journée il a faibli jusqu'à \$1.0204 US, en raison de ventes assez importantes de devises canadiennes mais il s'est repris par la suite pour clôturer à \$1.0227 sur le marché newyorkais.

Marchand: il faut choisir
l'indépendance ou la liberté

par Lysiane GAGNON

QUEBEC — Pendant que M. Jean Marchand, candidat dans le comté de Louis-Hébert, livrait à quelque 700 partisans libéraux chauffés à bloc le discours le plus agressif de sa campagne électorale, l'organisation libérale commençait à parsemer ce comté contesté de pamphlets évoquant en termes alarmistes "le vrai prix du séparatisme".

Couverture noire, lugubre à souhait, le dépliant annonce les pires malheurs: la dévaluation de la monnaie, les pensions fédérales annihilées, les hypothèques impos-

sibles à rembourser, l'abolition de l'assurance-chômage, etc. Dans Louis-Hébert, où s'affrontent M. Marchand et la tête d'affiche régionale du Parti québécois, M. Claude Morin, le long weekend a commencé.

Et hier soir, dans un discours enflammé, M. Marchand affirmait qu'il fallait choisir entre "l'indépendance et la liberté", dénonçait "l'intolérance des troupes péquistes", évoquait "l'état d'esclavage dans lequel vivent la plupart des pays qui ont récemment acquis leur indépendance", le seul exemple auquel il fait allu-

sion étant celui de l'Ouganda d'Idi Amin Dada.

Pour la première fois, M. Marchand a directement attaqué son adversaire, déclarant que M. Morin avait pris soin d'assurer sa propre sécurité financière avant de devenir indépendantiste. Il a enfin, au grand plaisir de l'assemblée, accusé les journalistes et les professeurs d'avoir "monté le PQ": "Ils se vantent de leur caisse propre... Mais qu'on me donne le quart des appuis qu'ils ont chez les journalistes et les professeurs, et je n'aurais pas besoin d'une maudite cenne dans ma caisse électorale!"

Les vieux partis, le PQ
compris, sont tous pareils

— Samson

par Ingrid SAUMART

VAL D'OR — C'est le Crédit social qui offre les meilleures solutions de rechange au Québecois. M. Samson l'a clairement expliqué hier soir aux électeurs du comté d'Abitibi-Est où le neveu de Réal Caouette, M. Pierre Dallaire, est candidat. "Le choix à faire en ce moment, c'est non pas entre les diverses formations politiques mais bien entre la politique et la philosophie. Entre ceux qui ont une doctrine et ceux qui ont des politiques. Nous autres, nous avons la doctrine."

Soulignant que les politiques ne servent à rien, et citant en exemple "la politique de grandeur des libéraux qui font construire des grosses affaires à Montréal pour

se faire du "fun" pendant 15 jours, alors que la majorité des familles du Québec n'ont pas le nécessaire pour vivre décemment, M. Camil Samson a expliqué à ses militants qu'un changement de régime ne changera rien dans les faits, parce que les vieux partis, dans lesquels il inclut le Parti québécois, sont tous pareils les uns aux autres.

Pas de grands
discours

Le leader créditiste qui est revenu dans le Nord-Ouest pour y passer les quatre derniers jours de la campagne, n'a pas fait de grands discours, hier soir. Visiblement fatigué, incommode par les réfecteurs de la télévision et par la chaleur qui régnait dans l'auditorium

de la polyvalente de Val d'Or, M. Samson a glissé rapidement sur ses thèmes habituels: les finances, l'habitation, les taxes et les emprunts "éhorés que le gouvernement nous fera payer pendant les prochains 100 ans", puis qu'il était près de minuit et que l'assemblée qui avait débuté à 9h30 traînait en longueur. Le candidat-chansonnier Pierre Dallaire avait monopolisé le plancher pendant une heure et demie afin d'expliquer ses positions et de chanter ses chansons.

Demain, M. Samson se rend à La Sarre et dimanche, il sera dans son comté de Rouyn-Noranda avant de se rendre à Ville-Marie au Témiscamingue où il clôturera sa campagne électorale.

A quelques heures du
scrutin, un cadeau de
\$15 millions à la CUM

Le gouvernement du Québec versera une subvention spéciale de 646 millions à la Communauté urbaine de Montréal pour l'aider à financer ses services en 1976-1977. Cette subvention spéciale viendra s'ajouter aux subsides statutaires versés annuellement à la CUM.

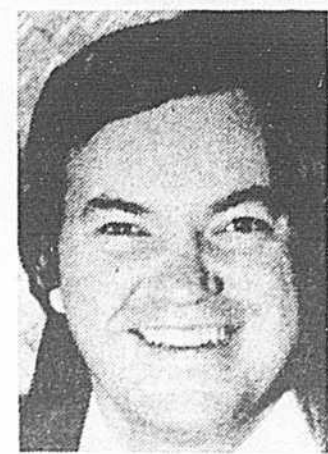
Ce cadeau - surprise, à quelques heures des élections générales, a été annoncé au président de la CUM, M. Lawrence Hanigan, dans une lettre signée par le premier ministre Robert Bourassa, avec copie au président de la Conférence des Maires, M. Guy Descares.

A 4 heures hier après-midi, moins de trente minutes avant l'ouverture du débat sur le bud-

get, la lettre était livrée à M. Hanigan qui en distribuait aussitôt des copies à tous les membres du conseil.

Cette subvention spéciale signifie un soulagement fiscal d'environ 5 cents par \$100 d'évaluation pour l'ensemble des contribuables de la CUM, soit \$15 pour une propriété évaluée à \$30,000 au rôle.

La séance initiale du budget a duré un peu moins de deux heures. Les maires ont décidé d'ajourner le débat à mercredi prochain alors qu'ils interrogeront, en séance plénière les principaux directeurs des services de la CUM, y compris le président du Conseil de Sécurité, M. Paul-Emile L'Euyer.



André OUELLET

Ouellet
parle de
niveau de
vie, de droit
de parole...

par Jean-Guy DUGUAY

Le nouveau ministre des Affaires urbaines du gouvernement fédéral, M. André Ouellet, s'est servi de tous les arguments à sa disposition (la baisse probable du niveau de vie, la perte des subventions fédérales destinées au maintien des prix du pétrole, la perte du droit de parole même) pour faire comprendre à son auditoire de partisans libéraux réunis hier soir sur la Rive sud à un dîner benfice en l'honneur du député Jacques Olivier, le danger que courrait un Québec qui se doterait d'un gouvernement péquiste lundi prochain.

Paraphrasant le fameux discours de l'apôtre américain des droits civils, le pasteur Martin Luther King ("J'ai fait un rêve"), le ministre a rappelé à son auditoire le haut niveau de vie dont jouissent les Québécois, leur liberté de parole et d'association, le niveau d'excellence qu'a atteint le système actuel de sécurité sociale, les possibilités d'avancement qui s'offrent aux jeunes Québécois sous un système fédéral, avant de leur faire entrevoir l'image, des plus négatives, qui s'offrirait à eux advenant la possibilité qu'un gouvernement, autre que libéral, soit élu lundi prochain.

Référendum

Le ministre a tenu à prouver la relation existant entre la prospérité actuelle du Québec et celle du Canada pour démontrer à son auditoire qu'il fallait absolument que le Québec demeure dans la confédération canadienne s'il voulait pouvoir continuer de profiter de l'un des plus hauts niveaux de vie au monde et du système de sécurité sociale le plus perfectionné qui soit.

Il a tenu à ajouter qu'il n'avait aucune confiance dans la promesse de référendum du Parti québécois, citant l'exemple de Terre-Neuve où l'on avait dû s'y reprendre à plusieurs fois avant de faire passer celui qui devait donner au gouvernement de cette ancienne colonie la permission de négocier avec le Canada.

TOUT N'EST PAS RÉGLÉ !

Les enseignants de l'élémentaire et du secondaire ont signé avec le gouvernement une entente sur leurs conditions de travail et leurs salaires.

Malgré la signature de cette entente, LE GOUVERNEMENT NE RESPECTE PAS SES ENGAGEMENTS.

LE GOUVERNEMENT, par l'intermédiaire de Jean Bienvenue, ministre de l'Éducation, RETIENT TOUJOURS LES 33.5 MILLIONS qui nous sont dûs pour la rétroactivité de l'an dernier (1975-76).

tout n'est donc pas réglé!

En gardant cette somme, le gouvernement accumule \$300,000 d'intérêt par mois dans ses coffres.

LE GOUVERNEMENT SE FINANCE A MÊME NOS SALAIRES.

QUE LE GOUVERNEMENT NOUS PAIE!



Les enseignants de la région de Montréal

Message payé par 6 syndicats d'enseignants de la région de Montréal

VENTE PAR CONTRATS EATON DIRECTEUR RÉGIONAL

Notre division se spécialise dans le "design" et la fourniture pour:

- bureaux
- hôtels et motels
- hôpitaux
- clubs de récréation
- services de restauration
- etc....

Notre réputation en ce domaine est établie à travers le Canada et nous sommes en plein programme d'expansion.

LE DÉFI:

Pouvoir administrer efficacement la région du Québec. Superviser un personnel de ventes et de techniciens hautement spécialisés afin de continuer l'expansion déjà en marche. Établir des programmes et des idées nouvelles dans le monde des ventes à forfait.

QUALIFICATIONS:

- Posséder un minimum de cinq (5) ans de supervision dans ce domaine.
- Être capable de gérer le personnel et posséder des techniques administratives.
- Pouvoir communiquer facilement dans les deux langues.

Ce poste devrait intéresser les personnes dont le salaire actuel est d'environ \$25,000 par année.

NOUS OFFRONS:

- Un bon salaire et une gamme d'avantages sociaux complète incluant une remise sur les achats.

Les personnes intéressées devront envoyer leur curriculum vitae au:

Directeur du Personnel
Services Spéciaux de commercialisation
Eaton
677 Ste-Catherine Ouest
Montréal, Québec

ou téléphoner: 842-9331 poste 849 ou 1430

Concours de recrutement

ouvert aux femmes et aux hommes.



Commission de la
fonction publique
du Québec

AGENT CULTUREL

RÉGIE DE LA LANGUE FRANÇAISE — postes à Noranda, à Hull et à Jonquière

FONCTIONS — Sous l'autorité du chef du service des bureaux régionaux, assurer la représentation et le prolongement de l'action de la Régie dans la région visée; voir à l'application locale et régionale des programmes de l'organisme par une action d'animation du milieu.

EXIGENCES — Premier diplôme universitaire, dont l'obtention requiert un minimum de 16 années d'études, en animation, en communication ou dans une autre discipline appropriée, au moins 2 années d'expérience dans le domaine de l'animation ou des relations publiques. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — de \$13,353 à \$24,850 Date limite pour l'inscription: 26 novembre 1976

CONCOURS — E1076-01

ANALYSTE EN PLANS DE CARRIÈRES

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE — postes à Montréal

FONCTIONS — A titre d'attaché d'administration, effectuer des analyses de fonctions de travail de différents groupes de professionnels dans le domaine de l'industrie. Évaluer les normes de sélection desdites fonctions. Conseiller les utilisateurs de ces analyses dans la construction de tests de qualification, dans la rédaction de monographies professionnelles et dans l'établissement de programmes de formation.

EXIGENCES — Diplôme universitaire de premier cycle en sciences appliquées ou en sciences de l'éducation. Posséder 2 années d'expérience pertinente. Une expérience industrielle exceptionnelle et une compétence reconnue peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — de \$14,143 à \$26,689

CONCOURS — E1116BA01 Date limite pour l'inscription: 26 novembre 1976

STÉNOGRAPHIE

DIVERS MINISTÈRES — Postes à Montréal

FONCTIONS — A titre d'employé de secrétariat, noter en sténographie des rapports et des lettres et les transcrire en dactylographie; recevoir et acheminer des visiteurs; fournir des renseignements; tenir à jour le classement des dossiers.

EXIGENCES — Certificat de fin d'études secondaires équivalent à une 11e année ou à Secondaire V et 3 années d'expérience pertinente.

TRAITEMENT — pouvant atteindre \$9,250

CONCOURS — E2216-01

S'inscrire immédiatement

SECRÉTAIRE JUDICIAIRE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE — Postes à Montréal.

FONCTIONS — Assister aux audiences des cours de Justice, tenir le journal de cour et dresser le procès verbal des débats; transcrire fidèlement et intégralement au dactylographe les débats judiciaires enregistrés sur ruban magnétique; s'assurer que les dossiers soumis à l'audience sont conformes aux exigences de la loi; assurer le fonctionnement d'une console installée dans la salle d'audience afin de permettre l'audition des débats judiciaires enregistrés sur ruban magnétique.

EXIGENCES — Certificat de fin d'études secondaires équivalent à une 11e année ou à Secondaire V; connaître la dactylographie; connaître la langue française et au besoin, la langue anglaise.

TRAITEMENT — de \$7,606 à \$12,653

CONCOURS — E2826-01

S'inscrire immédiatement

Si le nombre de candidatures sou-
mises par des ci-
toyens canadiens
est suffisant pour
combler le poste
vacant, la Com-
mission limitera sa
sélection à ces per-
sonnes.

La Commission vous invite à prendre connaissance de ses autres
concours en communiquant avec l'un de ses bureaux régionaux.

S'inscrire auprès de la COMMISSION
DE LA FONCTION PUBLIQUE DU
QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec,
G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OF-
FRE DE SERVICE qu'on peut se pro-
curer dans les centres de main-
d'œuvre, dans les caisses populaires
ou à l'un des bureaux de la Commis-
sion. Il est nécessaire d'indiquer le nu-
mero et le titre du concours.



COLLÈGE AHUNTSIC OFFRE D'EMPLOI

Poste à pourvoir:

DIRECTEUR GÉNÉRAL

(Ce poste est ouvert aux hommes et aux femmes)

Fonctions et responsabilités

Principal administrateur du collège, il est directement responsable auprès du conseil d'administration, dont il est aussi membre. Il assure la coordination de tous les services, la préparation et l'exécution des plans de développement à court et à long terme. Il veille à l'administration du collège, dont il assure également les relations internes et externes. Il exerce tous les autres pouvoirs qui lui sont conférés par le conseil d'administration.

Conditions d'admissibilité

1. Formation universitaire de 2e cycle ou de 1er cycle avec une vaste expérience dans le domaine de l'éducation et de préférence dans le milieu collégial.
2. Expérience administrative suffisante pour diriger un collège regroupant un personnel de 625 employés et une clientèle étudiante composée de 5,000 étudiants réguliers à plein temps et de 2,500 étudiants à l'éducation permanente.
3. Avoir occupé ou un des postes administratifs pendant au moins 5 ans dont au moins 3 à un niveau de cadre supérieur.
4. Avoir des antécédents qui démontrent une connaissance suffisante du milieu d'éducation et de préférence du milieu collégial.

Traitement

Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

Les personnes intéressées à occuper ce poste devront faire parvenir leur curriculum vitae, au plus tard le 15 novembre 1976 à seize (16) heures, à l'adresse suivante:

M. Louis Pronovost
Secrétaire général
COLLÈGE AHUNTSIC
9155, rue St-Hubert
Montréal, Qué.
H2M 1Y8



LA COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE (niveau élémentaire)

AVIS D'OUVERTURE DE POSTES

• DEUX POSTES DE PRINCIPAL(E) D'ÉCOLE:

- Un poste à combler immédiatement
- Un poste à combler en janvier ou février 1977.

• UN POSTE DE PRINCIPAL ADJOINT

(à combler immédiatement)

1. ATTRIBUTIONS ET TRAITEMENT

• Selon les termes de la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

Particularité pour le poste de principal-adjoint:

- Il aura comme principale fonction de voir à l'animation pédagogique des enseignants, spécialement dans les matières considérées comme prioritaires par la Commission.

2. CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

- A) L'autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre.
- B) Une formation exigeant au moins seize (16) années de scolarité.
- C) Une expérience démontrant une habileté à résoudre des problèmes d'ordre technique et administratif.
- D) Une expérience de cinq (5) ans, comme enseignant ou professionnel, dont au moins trois (3) comme enseignant.

Particularité pour le poste de principal à combler en janvier ou février 1977:

Les candidatures des personnes détenant des qualifications en enfance inadaptée seront considérées d'une façon particulière.

Prière de transmettre une demande écrite, accompagnée d'un curriculum vitae, avant 17 heures, vendredi le 19 novembre 1976, au:

SERVICE DU PERSONNEL

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-HYACINTHE
2255 rue Ste-Anne
Saint-Hyacinthe, Qué.
J2S 5H7

Acheteur

Vêtements pour hommes

Voici quatre excellentes raisons
de poser votre candidature...

- une entreprise de vente au détail orientée vers la croissance et faisant partie d'une société canadienne de renom
- un défi d'envergure vous accordant une grande latitude pour mettre à exécution vos idées novatrices et faire valoir votre esprit de décision
- une équipe de gestion jeune et dynamique reconnue pour son approche flexible aux techniques marchandes
- un excellent salaire initial en plus d'un programme de primes au rendement vraiment exceptionnel.

Comme vous pouvez le constater, nous offrons beaucoup à la personne qui pourra satisfaire à nos exigences. Le(la) candidat(e) retenu(e) devra avoir l'esprit d'innovation et être professionnel du domaine qui, par ses idées et son flair, aura à court terme un impact significatif sur notre politique d'achat. Il va sans dire qu'il(elle) devra également avoir une vaste expérience des achats du vêtement pour hommes et posséder une connaissance approfondie du "marchandage" dans le contexte des magasins à succursales.

Lieu de travail: Montréal.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, en toute confiance, à:

LA PRESSE, REF. 17720
C.P. 6041, SUCC. "A"
MONTREAL, QUE.

(Ce poste est également ouvert aux hommes et aux femmes)



VILLE DE GREENFIELD PARK

OFFRE D'EMPLOI

BIBLIOTHÉCAIRE

FONCTION

- Voir à l'aménagement d'une bibliothèque municipale, à l'organisation technique, au choix et à l'achat de la documentation, des volumes et du matériel ainsi qu'au programme de service au public.
- Étudier les besoins de la collectivité et établir les objectifs appropriés de même que les plans de développement pour les années à venir.
- Participer à la sélection de son personnel et voir à sa direction.

QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

- Le candidat doit posséder un titre universitaire en bibliothéconomie et être membre de la corporation des bibliothécaires professionnels du Québec.
- Le candidat doit posséder une certaine expérience dans le domaine des bibliothèques publiques.
- Le candidat doit être dynamique et imaginatif dans les initiatives à prendre pour organiser et améliorer le service de lecture.
- Bonne facilité d'expression dans les deux langues.

REMUNÉRATION

- Selon les normes gouvernementales établies et les qualifications du candidat.

Les intéressé(e)s doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 30 novembre 1976.

M. André J. Burns
Ville de Greenfield Park
156, boulevard Churchill
Greenfield Park, P.Q.

PRATICIEN

EN SERVICE SOCIAL SCOLAIRE

DESCRIPTION SOMMAIRE DU POSTE:

- Dépistage systématique des enfants en difficultés par rapport à leur développement physique, affectif et social;
- Travail d'information et de sensibilisation auprès du personnel enseignant de la commission scolaire;
- Intervention individuelle et/ou de groupe;
- Intégration du service social (ses programmes) au niveau de la structure de la commission scolaire et des écoles desservies par celle-ci.

EXIGENCES:

- Diplôme universitaire en sciences sociales ou humaines ou diplôme d'études collégiales en assistance sociale;
- Expérience pertinente dans le domaine ou, à défaut, le goût d'y travailler;
- Habileté à faire du travail de groupe, des évaluations-synthèses sur les besoins et à travailler en équipe;
- Automobile personnelle requise.

LIEU DE TRAVAIL: COMMISSION SCOLAIRE DE LAC MEGANTIC (niveau maternelle, 1er et 2e cycles)

Faire parvenir votre "curriculum vitae" au plus tard le 24 novembre 1976 à:

Direction des ressources humaines
CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE L'ESTRIE
594, boul. Queen Nord
Sherbrooke, Qué.
Tél.: (819) 569-9261

PERSONNE RESSOURCE EN TRAVAIL SOCIAL

TÂCHES:

- Consulter actif pour des travailleuses communautaires: collaboration avec leur travail, développer avec elles une méthode d'évaluation des cas individuels et collectifs;
- Préparer des rencontres régulières d'études techniques et socio-politiques dans le cadre du travail social existant à la clinique;
- Personne responsable de recevoir l'information des groupes existants dans le quartier en relation avec le travail des travailleuses communautaires.

EXIGENCES:

- Personne avec expérience théorique et pratique en travail social clinique (T.S.P. ou conseiller social ou équivalent);
- Personne intéressée à travailler en dehors des cadres traditionnels;
- Ouverture sociale et politique aux problèmes socio-économiques;
- Capable de travailler en équipe avec des non-professionnels;
- Capable de se débrouiller en français et en anglais.

Envoyer curriculum vitae avant le 26 novembre 76 à:

Patricia Cano
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE ST-CHARLES
1176 rue Laprairie,
Montréal.

Surintendant de l'entretien

Notre entreprise en plein essor est actuellement à la recherche d'un ingénieur mécanicien ou chimique, qui posséderait environ 5 années d'expérience dans le domaine de l'entretien industriel. La personne sélectionnée aura l'entière responsabilité des programmes d'entretien préventif de même que de l'entretien général de l'usine. Nous offrons un excellent salaire et une gamme complète d'avantages sociaux. Ce poste très intéressant peut aussi donner accès à une brillante carrière au sein de notre entreprise.

Nous assurons que toute candidature sera traitée confidentiellement. Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse suivante:

Edward Doucet
Service du personnel
1717 du Havre, Montréal
Québec, H2K 2X3



Gaz Métropolitain, inc.

1717 du Havre, Montréal • (514) 527-8455

CHEF DE LABORATOIRE

Une société manufacturière d'adjuvants chimiques du béton requiert les services d'un technicien(ne) pour son laboratoire de recherches et vérifications.

Le travail consiste à améliorer et à vérifier les formulations existantes, à rechercher de nouveaux produits et à donner un appui technique aux ventes.

Une bonne connaissance de la technologie du béton et des mortiers sera un atout important.

Salaire à discuter, selon l'expérience pertinente.

Travail à St-Hubert.

Les postulants(les) devront faire parvenir leur curriculum vitae à:



MULCO INC.

2433, boul. Sir Wilfrid-Laurier
St-Hubert (Québec)

J4T 3K3

A l'attention de Guy L. Roberge, Ing.

CURRICULUM VITAE

Assurez-vous d'une présentation "professionnelle" auprès des employeurs. Faites préparer votre curriculum vitae (sur rendez-vous, jour ou soir), moyennant honoraires à être établis. OU, procurez-vous notre guide "Comment préparer votre curriculum vitae" au prix de \$10.

CURRICK

Cabinet-conseil en ressources humaines,
Édifice Le Chénier, suite 201,
1030, rue Cherrier, Montréal, H2L 1H9

(514) 523-2151

Premier bureau d'expression française au Québec, spécialisé dans la rédaction de curriculum vitae, depuis 1972.

COMPTABLE

Notre client, un bureau d'ingénieurs-conseils recherche titulaire au poste de responsable de la coordination et du contrôle des activités relatives aux différentes opérations comptables (incluant les entrées aux livres, facturation, collection, etc.) de même que certaines statistiques dans le but d'aider la gestion du bureau.

EXIGENCES:

- Détenir ou en voie d'obtenir un diplôme universitaire de 3 ans en sciences de l'Administration (sciences comptables ou l'équivalent)
- Posséder environ 2 années d'expérience dans des fonctions similaires

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae ou communiquer avec le Service du personnel

Marquez et Associés Inc.
871-9921

REPRÉSENTANT(E) DES VENTES

Compagnie de renommée internationale dans le domaine de l'alimentation est à la recherche d'un(e) représentant(e) pour territoire vacant.

QUALIFICATIONS REQUISES: bilingue, 12e année ou plus. Expérience dans le domaine de l'épicerie serait un avantage. Dynamisme, initiative, ambition, motivation personnelle sont des qualités essentielles pour remplir ce poste.

AVANTAGES: salaire et boni, voiture de la compagnie, dépenses pour les déplacements, bénéfices marginaux complets.

Toute application sera traitée confidentiellement. Faire parvenir votre curriculum vitae à:

NESTLÉ CANADA LTÉE
6020 est. boul. Métropolitain
Montréal, Québec, H1S 1B3

COMMISSION SCOLAIRE DE NAPIERVILLE

requiert les services de

PROFESSEURS SPÉCIALISÉS

- en enfance inadaptée et plus spécialement en orthopédagogie

EXIGENCES:

— Baccalauréat d'enseignement à l'enfance inadaptée et ou en orthopédagogie

SALAIRE: Selon les qualifications et l'expérience et d'après la politique administrative et salariale du ministère de l'Éducation.

S'adresser à:

La Commission Scolaire de Napierville
Madame Christine Ouellette
Service au personnel
58 St-Viateur, Ville St-Rémi
454-3963

INFORMATIQUE

Vous recherchez
un nouveau défi... l'amélioration... plus d'argent...!

TELEPHONEZ
879-1571

ANALYSTE SENIOR

Une importante compagnie de service requiert un analyste de haut niveau afin de définir les besoins des clients et assurer la réalisation des projets. Une solide expérience sur IBM/OS/VS/VS sera nécessaire. Habilité à communiquer avec les usagers. \$18K à \$25K.

PROGRAMMEURS SOFTWARE DOS/VS/VS ou MCP

Nous avons des postes pour des jeunes avec ou sans 2 ans d'expérience, avides d'apprendre et qui peuvent travailler avec un minimum de supervision. Programmation, analyse et conception sur IBM 360, 370 DOS/VS. Télétravail accepté. \$17K.

PROGRAMMEUR SENIOR

Quelques postes sur système DOS et d'autres sur système OS. Solide connaissance du COBOL et JCL. Un peu d'ASSEMBLEUR un atout. Familiarité avec un environnement multi-processing. \$18K.

ANALYSTES/PROGRAMMEURS

CENTRE-VILLE. Une compagnie de prestige requiert les services de 4 analystes-programmeurs de haut niveau travaillant sur COBOL sous OS. Expérience minimum de 3 ans. Facilité à communiquer avec les usagers. Maitrise de l'anglais. \$20K.

PROGRAMMEURS ASSEMBLEURS

Avec DEC ou degré universitaire. Minimum de 2 ans d'expérience. Opportunité de vous joindre à une équipe dynamique travaillant sur des systèmes très sophistiqués. \$18K.

PROGRAMMEUR INTERMÉDIAIRE

Sous IBM DOS/VS. La tâche implique la maintenance et des modifications complexes. Doit posséder un DEC et au moins 2 ans d'expérience. Poste d'avenir dans un environnement de télécommunication. \$16K.

PROGRAMMEURS SOFTWARE/OS

Une compagnie à la fine pointe de la technologie informatique requiert 2 programmeurs ayant une expérience avec les systèmes IBM OS/VS/VS. Postes intéressants pour ceux qui aiment un environnement de gens compétents. \$18K.

PROGRAMMEURS ASSEMBLEUR/DO

Avec un minimum de 2 ans d'expérience. Pour ceux qui n'ont pas peur des défis, des responsabilités. Environnement Télécommunication et Data Base. Connaissance du COBOL un atout. \$18K.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR DOS/VS/VS

Expérience pertinente d'au moins 4 ans. Connaissance du COBOL et de l'ASSEMBLEUR. Sera impliqué dans l'analyse de nouveaux projets de gestion. Pour ceux qui aiment travailler en pleine efficacité. \$17K.

Les candidats ou candidates intéressés(es) sont priés(es) de faire parvenir leur "curriculum vitae" au ou de communiquer avec André Bresson.

CENTECH MANAGEMENT LTÉE
1255 CARRÉ PHILLIPS, SUITE 708
MONTREAL, QUEBEC, H3B 3G1

DIRECTEUR EXÉCUTIF GROUPEMENT DE DÉTAILLANTS

Nous recherchons un directeur exécutif qui sera responsable du lancement du plus important groupement de détaillants indépendants au Québec, dans l'industrie en question.

Le candidat idéal possède une vaste expérience pratique dans l'organisation de détaillants indépendants. Il a une formation universitaire (ou l'équivalent) en gestion et il a déjà démontré sa compétence en planification, en organisation, en communication et en négociation.

Cette position représente une opportunité exceptionnelle pour le gestionnaire qui a une mentalité d'entrepreneur et qui est fortement motivé pour l'action et les résultats concrets. Les possibilités de rémunération sont très intéressantes et vont de \$25,000 à \$40,000. Toute demande sera traitée de façon confidentielle.

Le poste est également ouvert aux hommes et aux femmes.

Veillez envoyer votre "curriculum vitae" avant le 19 novembre 1976 à:

La Presse Réf. 17723
C.P. 6041, Succ. "A"
Montréal H3C 3E3

TECHNICIEN EN TÉLÉCOMMUNICATION

Une entreprise d'envergure provinciale, située au complexe Desjardins et opérant un vaste centre informatique est à la recherche d'un technicien en télécommunication afin d'assurer un service de communication efficace entre le centre de traitement et les différents clients.

Le titulaire de ce poste résoud les différents problèmes courants de télécommunication et d'équipement informatique rapportés par le client. Pour ce faire, il doit diagnostiquer le problème qui lui est soumis et se référer au fournisseur concerné, s'il y a lieu. De plus, il doit s'assurer auprès du client que le service est rétabli.

La personne recherchée possède un diplôme d'études secondaires et une année d'expérience dans un domaine connexe. De plus, elle devra être disponible afin de répondre à un horaire de travail occasionnellement irrégulier.

Le lieu de travail est Montréal. Le salaire varie en fonction des qualifications et de l'expérience.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir un curriculum vitae avant le 20 novembre 1976 à:

LA PRESSE
REF.: 17710
C.P. 6041, Succ. "A"
Montréal H3C 3E3

ICCL

INTERNATIONAL COMPUTERS CANADA LIMITÉE, une compagnie multinationale, est à la recherche d'un expert en communication.

Le titulaire, sera responsable d'assister les vendeurs d'ordinateurs dans toutes les techniques de communication, tant entre ordinateurs qu'à l'intérieur d'un réseau de terminaux.

Cette personne devra avoir un minimum de 4 ans d'expérience dans un réseau de communication, savoir programmer en COBOL et RPG 2 et préféablement, sur plusieurs types d'ordinateurs et de terminaux.

Contactez: Monsieur Robert Y. Racine
Directeur général
(514) 844-8684

GÉRANT DES VENTES SERVICE DE L'ÉPARGNE

Institution financière de la région ouest de Montréal recherche une personne dynamique avec de l'expérience dans la vente pour gestion de son service de l'épargne.

RENUMÉRATION: Salaire de base garanti, boni de rendement, avantages sociaux.
QUALIFICATIONS: Expérience minimum de 3 années comme gérant des ventes ou instructeur. Compétence pour diriger et motiver le personnel de vente. Bilingue si possible.

Faire parvenir curriculum vitae à:

LA PRESSE REF.: 17722
C.P. 6041, Succ. "A"
MONTREAL H3C 3E3



AJOUTEZ UNE PLUME
À VOTRE CHAPEAU AVEC
LES PETITES
ANNONCES
la presse
285-7111



Hydro-Québec
Direction embauchage
C.P. 6106
Montréal, Québec

INGÉNIEUR GÉOLOGUE

CONCOURS: 76-347-11-J-9

Fonctions:

Le travail se situe au niveau de la préparation et supervision technique des programmes d'investigations géologiques, de surveillance de construction et d'étude de comportement. Collaboration à la préparation des rapports géologiques et recommandations de solutions aux problèmes soulevés.

Exigences:

- Diplôme de géologue ou d'ingénieur-géologue d'une université reconnue.
- Minimum de 5 ans d'expérience en géologie appliquée aux ouvrages hydro-électriques, aux diverses étapes d'un projet: études préliminaires, conception, construction, étude de comportement.
- Écrire et parler le français.

Lieu de travail: Montréal

ARCHITECTE

CONCOURS: 76-348-11-J-9

Fonctions:

- Préparer des guides techniques et des normes applicables à des systèmes de construction du bâtiment ainsi qu'à l'aménagement intérieur et extérieur.
- Effectuer des études spéciales touchant la technologie du bâtiment, l'établissement d'un devis maître, le contrôle de la qualité.
- Établir des systèmes de gestion et de planification propres au domaine du bâtiment et à ses aménagements.

Exigences:

- Être inscrit au tableau de l'Ordre des ingénieurs du Québec depuis 5 ans.
- Posséder une expérience pertinente dans le domaine du bâtiment.

Lieu de travail: Montréal

AGENT NÉGOCIATEUR

CONCOURS: 76-345-11-J-9

Fonctions:

- Surveiller les opérations de la construction afin de définir la quote-part des responsabilités entre l'Hydro-Québec et ses entrepreneurs.
- Constater les dommages sur le terrain afin de discuter de la validité des réclamations et en négocier l'indemnisation.
- Répondre aux plaintes des propriétaires lors de la construction.
- Faire le partage des charges imputables à l'Hydro-Québec et aux entrepreneurs.
- Estimer et négocier l'indemnité d'après l'évaluation faite et en effectuer le paiement.

Exigences:

- Détenir un diplôme de technicien en agriculture ou posséder des connaissances équivalentes.
- Être apte à obtenir le permis de conduire de l'Hydro-Québec.
- Être prêt à voyager dans la province.

Lieu de travail: Montréal.

N.B. Les candidats(es) sont priés(es) de nous faire parvenir leur curriculum vitae le plus complet possible avant le 26 novembre 1976 en mentionnant leur numéro d'assurance sociale ainsi que le numéro du concours sur le curriculum vitae.



COLLÈGE AHUNTSIC
OFFRE D'EMPLOI

Poste à pourvoir:

ENSEIGNANT

TEMPS PLEIN, SESSION HIVER 1977
TECHNIQUES ADMINISTRATIVES
HOMMES OU FEMMES

NATURE DU TRAVAIL

Les candidats devront pouvoir enseigner tous les cours indiqués au programme 410 du cahier de l'enseignement collégial et plus spécialement les cours suivants:

- Administration.
- Structure de l'entreprise.
- Introduction aux principes administratifs.
- Sciences du comportement.
- Publicité.
- Administration publique.

QUALIFICATIONS REQUISES

- Posséder un Baccalauréat en administration.
- Posséder de l'expérience dans l'enseignement au niveau collégial ainsi que la connaissance des groupes d'étudiants policiers.

TRAITEMENT

Suivant la scolarité et l'expérience.

Les personnes intéressées à occuper ce poste doivent faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse suivante, au plus tard mercredi, le 17 novembre 1976, à seize (16) heures.

COLLÈGE AHUNTSIC
Service du Personnel
9155, rue St-Hubert
Montréal, Qué.
H2M 1Y8



LA COMMISSION SCOLAIRE LE GARDEUR
demande

1 ENSEIGNANT pour le dessin, cours de service professionnel court III, mécanique professionnelle court III, exploration mécanique secondaire III (expérience en mécanique d'ajustage obligatoire).

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse suivante:

Les Services du personnel
577, Notre-Dame
Repentigny J6A 2T6
581-6411



COLLÈGE LASALLE

Enseignement professionnel de niveau collégial
en secrétariat, mode, tourisme et hôtellerie.

JOIGNEZ UNE ÉQUIPE GAGNANTE

Dû à une croissance continue et spectaculaire, le Collège LaSalle recherche des compétences additionnelles pour les postes suivants:

DIRECTEUR (TRICE) DE L'ÉDUCATION AUX ADULTES

Planifie, avec l'aide des services pédagogiques, le développement des programmes aux adultes.
Organise et dirige les cours à l'intérieur de chacun des programmes.
Expérience et bilinguisme essentiels.

ASSISTANTE-DIRECTRICE (TEUR) AUX ADMISSIONS

Collabore avec la direction du service des admissions à la promotion, à la relance et à l'inscription des étudiants des différents programmes.
Expérience et bilinguisme essentiels.

TECHNICIEN (NE) EN AUDIO-VISUEL

Planifie, avec l'aide des services pédagogiques, les besoins en équipement audio-visuel.
Organise l'utilisation du matériel en fonction de la demande.
Collabore au montage de documents audio-visuels.
Expérience et bilinguisme essentiels.
Rémunération selon expérience et qualifications.

Faire parvenir curriculum vitae avant le 10 décembre 1976 à:

COLLÈGE LaSALLE
c/s Directeur du Personnel
2015 Drummond
Montréal, Qué. H3G 1W7

GÉRANT MUNICIPAL

Une ville de 15,000 habitants, en pleine expansion, est à la recherche d'un gérant pour administrer ses services municipaux.

Le gérant se rapporte directement au maire. Il a la responsabilité de préparer et de gérer un budget d'exploitation de plus de \$2 millions, ainsi que les projets d'investissements de capital et leur financement. Pour l'aider à assumer ses fonctions, il aura sous ses ordres 25 personnes, dont un ingénieur municipal, un greffier, un directeur des services policiers, un directeur du service des incendies et un directeur du service des loisirs.

Le candidat recherché possèdera de bonnes connaissances dans le domaine des affaires municipales, ainsi qu'une expérience de base en comptabilité et en génie civil.

Cette fonction offre un défi de taille au candidat dont l'expérience antérieure lui aura permis de prouver ses connaissances et ses capacités dans des domaines connexes. La rémunération intéressera les personnes qui gagnent présentement environ \$30,000. Une automobile et des facilités de logement à des prix très avantageux sont également offerts.

Si vous croyez répondre à ces exigences, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

Ms. Francine Rosenthal
Ernst & Ernst
1080, Côte du Beaver Hall, Chambre 1010, Montréal, Québec
Téléphone: (514) 861-9984
Numéro du dossier: 4044-504

Ce concours s'adresse également aux hommes et aux femmes.

ERNST & ERNST

CONSEILLERS
EN ADMINISTRATION

Membre de l'Association Canadienne
des conseillers en Administration

DEFI EN INFORMATIQUE

ANALYSE

\$21,000
Importante entreprise financière cherche un(e) spécialiste des systèmes de logiciel, candidat(e) d'expérience, ayant au moins trois ans d'expérience dans un service 37005, de préférence, candidat(e) bilingue possédant un diplôme universitaire.

ANALYSE

\$18,000
Maison de produits pharmaceutiques cherche un(e) analyste dynamique et laborieux(euse), le candidat ou la candidate idéal(e) a l'esprit d'initiative et peut coordonner le travail, surveiller le service, déplacements dans tout le Canada.

ANALYSE-PROGRAMMATION

\$15,000
Compagnie manufacturière nationale cherche un(e) analyste-programmeur(euse) RPG II pour travail en milieu Système 3, mod. 15, antécédents en télécommunications souhaités, le poste permet de passer à l'analyse de systèmes.

INFORMATIEN(NE)-CONSEIL

\$20,000
Société internationale cherche un(e) spécialiste des communications, cinq ans d'expérience en informatique, doit pouvoir se charger entièrement d'une équipe en soutien des ventes, bilinguisme souhaité.

ANALYSE-PROGRAMMATION

\$15,000
Maison manufacturière cherche un(e) analyste-programmeur(euse) ayant au moins deux ans d'expérience, bons antécédents en Cobol OS, candidat(e) connaissant la comptabilité industrielle.

PROGRAMMATION

\$12,000
Une maison manufacturière dynamique cherche un(e) jeune programmeur(euse) Basic évolué(e), au moins un an d'expérience, antécédents commerciaux, expérience sur mini-ordinateurs Dec.

VEUILLEZ TÉLÉPHONER À GAIL GOYER AU 878-9141



Electronic Systems Personnel
Suite 750
Place du Canada
Montréal
(514) 878-9141

TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE

DESCRIPTION SOMMAIRE:

Nous requérons, pour les essais en ligne de nos wagons de métro, des techniciens pour effectuer les tests de systèmes de contrôle et de pilotage électronique... et autres, nécessaires pour assurer leur bon fonctionnement.

LIEU DE TRAVAIL:

- La Pocatière
- Une formation sera cependant dispensée chez le fabricant des composantes électroniques.

QUALIFICATIONS:

D.E.C. ou l'équivalent en électronique avec un minimum de 2 à 4 ans d'expérience.

Le salaire est basé selon l'expérience.

Tous les candidats(es) intéressés(es) sont priés(es) d'expédier leur curriculum vitae ou de téléphoner à:

MATÉRIEL DE TRANSPORT BOMBARDIER LTÉE
C.P. 380, La Pocatière,
Cité Kamouraska, Qué.
GOR 1Z0
Tel.: (418) 856-1232

Plusieurs employeurs sont à la recherche de personnes qualifiées dans les domaines suivants:

DIRECTION DE PROJET no de référence B1-643
Voir au développement d'un centre domiciliaire; étudier les devis et plans architecturaux; appliquer les techniques de la mise en marché, de la construction et de la vente.
EXIGENCES: Être diplômé d'une université et posséder une vaste expérience dans ce domaine ou dans un domaine connexe.
Traitement annuel entre \$30,000 et \$40,000

GESTION DU MATERIEL LOGICIEL no de référence B1-597
Exploiter le système matériel/logiciel d'une grande entreprise; voir à l'achat de systèmes et de pièces; étudier les possibilités de recherche et de développement.
EXIGENCES: Posséder une vaste expérience en gestion de l'informatique et détenir de préférence, une maîtrise en science physique.
Traitement annuel entre \$20,000 et \$22,000

DIRECTION ADMINISTRATIVE no de référence B1-635
Assister le président d'une entreprise moyenne spécialisée dans les produits du cuir; voir à l'achat du cuir, à la production de souliers, ainsi qu'à la mise en marche et à la vente des produits; entretenir des relations avec la clientèle.
EXIGENCES: Posséder une vaste expérience dans la gestion de l'industrie du cuir et avoir une formation en administration des affaires.
Traitement annuel entre \$18,000 et \$25,000

DIRECTION DES SERVICES D'APPROVISIONNEMENT no de référence B1-657
Créer, développer et gérer l'organisation d'un système complet de logistique sur un chantier de construction de pipeline; voir aux transports, à l'entreposage et au contrôle des matériaux; agir comme conseiller auprès de la direction générale.
EXIGENCES: Posséder une expérience pertinente dans le domaine de la gestion dans un emploi similaire.
Traitement annuel entre \$35,000 et \$40,000
Lieu de travail dans l'Ouest canadien.

VERIFICATION INTERNE no de référence B1-572
Voir à la vérification interne et au contrôle du système d'information pour une industrie du vêtement.
EXIGENCES: Être membre de l'Association des comptables agréés, avoir 4 à 5 ans d'expérience dans la vérification interne, posséder une connaissance en informatique et être bilingue.
Traitement annuel entre \$20,000 et \$22,000

ANALYSE FINANCIERE no de référence B1-556
Voir à l'analyse financière d'une entreprise spécialisée dans les télécommunications.
EXIGENCES: Détenir un bacc. spécialisé en sciences économiques, orienté dans les systèmes d'information, posséder une ou deux années d'expérience et être bilingue.
Traitement annuel entre \$12,000 et \$16,000

DIRECTION DE SECTION no de référence B1-561
Voir à la planification financière et à l'administration du budget d'exploitation.
EXIGENCES: Détenir une maîtrise en administration des affaires ou posséder une expérience équivalente, être bilingue.
Traitement annuel entre \$22,000 et \$23,000

COMPTABILITE no de référence B1-605
Voir à la comptabilité et à l'analyse financière pour les services d'une institution financière.
EXIGENCES: Connaître les lois de l'impôt sur le revenu.
Traitement annuel entre \$14,000 et \$18,000

REPRESENTATION COMMERCIALE no de référence B1-389
Voir à la vente de couvertures de caoutchouc pour les rouleaux de moulins de pulpe et papier ainsi qu'à l'interprétation de bleus.
EXIGENCES: Détenir de préférence, un diplôme en génie avec expérience dans l'industrie du caoutchouc.
Traitement annuel entre \$17,000 et \$20,000 — automobile fournie.
Travail dans un territoire incluant le Lac-St-Jean.

GESTION DU PERSONNEL no de référence B1-582
Gérer le personnel de l'usine d'une grande entreprise sise près de Trois-Rivières; voir au recrutement, à l'embauche, à l'évaluation des positions, à la sécurité et aux relations publiques.
EXIGENCES: Détenir un diplôme en relations industrielles et posséder 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine.
Traitement annuel entre \$13,000 et \$18,000

DIRECTION DE LA FORMATION DU DEVELOPPEMENT DES CADRES no de référence B1-547
Être responsable des activités reliées à la formation et à l'instruction des cadres; voir à la direction des séminaires, ainsi qu'à la création, la modification et l'évaluation des programmes de formation.
EXIGENCES: Détenir une maîtrise en pédagogie et posséder de l'expérience dans la gestion incluant l'usage de l'ordinateur.
Traitement annuel jusqu'à \$22,000

FAIRE PARVENIR VOTRE CURRICULUM VITAE AVANT LE JEUDI 23 NOVEMBRE 1976 AU
CENTRE DE MAIN-D'OEUVRE DU CANADA
CADRES ET PROFESSIONNELS
SECTION ADMINISTRATION
800, Place Victoria, ch. 904
Tour de la Bourse
C.P. 64
Montréal, Qué. H4Z 1B1

INGÉNIEURS

INGÉNIEUR CIVIL SENIOR

Ouvr

Bilingue, minimum 10 ans d'expérience acquise en Amérique du Nord et posséder une formation en approvisionnement et évacuation d'eaux industrielles, contrôle de l'environnement et pollution. Expérience dans la construction de barrages et de routes sera un atout.

INGÉNIEUR EN PROJET — SENIOR

(Sorel)

jusqu'à \$25,000

Ingénieur en électricité, minimum 8 ans d'expérience en développement de projet préférentiellement en industrie lourde ou station d'énergie électrique. Bilingue.

INGÉNIEUR EN PROJET

(Sorel)

jusqu'à \$22,000

Jeune ingénieur ambitieux, bilingue en génie électrique ou mécanique avec minimum 5 ans d'expérience en industrie lourde.

SUPERVISEUR — INGÉNIEUR INDUSTRIELLE

(Drummondville)

jusqu'à \$22,000

Diplôme d'ingénieur industriel ou équivalent avec minimum 2 à 3 ans d'expérience industrielle.

INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE

jusqu'à \$18,000

Développer et voir à la supervision de produit de consommation en voie de manufacturation. La personne doit également pouvoir développer et créer de nouveaux projets tels qu'usines et équipement. Doit avoir au moins 2 ans d'expérience dans l'industrie manufacturière.

INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE

(Joliette)

jusqu'à \$16,000

Jeune personne diplômée ou expérience équivalente. Connaissance de la machinerie de l'industrie des pâtes et papiers ou du textile sera un atout.

SURINTENDANT GÉNÉRAL

jusqu'à \$17,000

Aura à planifier, organiser et surveiller l'ouvrage de cet employeur manufacturier. Facilité de communication sera un atout important car la personne aura la responsabilité de 4 autres surintendants. Une expérience technique acquise au Canada dans les machines outils ou métal en feuille est nécessaire.

Pour obtenir une entrevue confidentielle, téléphoner à Monsieur S. Johnston

ST-AMOUR

et ASSOCIÉS LTÉE

666 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Qué. H3B 7A0
Spécialistes en recrutement de personnel

Gestion en téléinformatique

Défi



IST, la société de services informatiques la plus récente et dont la croissance est la plus rapide au Canada, est à la recherche d'une personne qui puisse diriger son équipe de planification et de soutien en téléinformatique.

Le poste exige de planifier, de réaliser et de maintenir en exploitation les ressources téléinformatiques d'IST, y compris la responsabilité de choisir les méthodes de transmission, l'équipement de multiplexage et les terminaux.

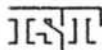
La personne choisie devra donc posséder une longue expérience pratique, complétée par une connaissance très étendue de toutes les méthodes de transmission et de tous les équipements téléinformatiques offerts sur le marché. Il lui faudra aussi être familiarisé avec les logiciels téléinformatiques disponibles sur le marché.

La personne devra pouvoir travailler comme planificateur à long terme en ce qui a trait aux objectifs téléinformatiques de la société; il lui faudra de plus, à court terme, oeuvrer au plan de la gestion et du soutien de la croissance et de l'exploitation du réseau téléinformatique qu'IST élabore en fonction des besoins immédiats de ses clients.

L'environnement du centre IST à Montréal est constitué d'un ensemble Amdahl 470V8 et de deux ensembles IBM 370/168.

IST offre à son personnel une gamme complète d'avantages sociaux ainsi qu'un salaire établi en fonction de l'expérience et des niveaux de rémunération qui prévalent dans le domaine.

On prie les personnes qualifiées de bien vouloir faire parvenir leur curriculum vitae à Monsieur Jacques Morazin, 2, Complexe Desjardins, bureau 1317, Montréal H3B 1B3.



L'INDUSTRIELLE-SERVICES TECHNIQUES INC.
une filiale de L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie.



Union Régionale de Trois-Rivières des Caisses Populaires Desjardins

AGENT DE PERSONNEL

Sous l'autorité du directeur du service du personnel, est responsable de la sélection du personnel de l'Union régionale au niveau des emplois techniques, professionnels et de direction. Effectue des travaux portant également sur les salaires, les conditions de travail et avantages sociaux, les structures, la définition et l'évaluation des emplois. Assure l'accueil des nouveaux employés et se tient disponible auprès des employés de l'Union pour fournir les informations nécessaires. Participe aux études, analyses et recherches en matière de personnel.

LES EXIGENCES:
— Diplôme universitaire en Relations Industrielles ou en sciences de l'administration avec un minimum de deux (2) ans d'expérience.
— Grande facilité de communiquer.
— Sens des responsabilités, dynamisme et initiative.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL:
— Salaire selon l'échelle prévue pour un poste de cette importance.
— Avantages marginaux complets.

Toute personne intéressée à poser sa candidature pour ce poste devra faire parvenir son curriculum vitae avant le 22 NOVEMBRE 1976 à l'Union Régionale de Trois-Rivières des Caisses Populaires Desjardins, 2000 baul, des Récollets, Trois-Rivières.

HERMANN PELLETIER
Directeur du Personnel.

Ce poste est ouvert également aux hommes et aux femmes.

GÉRANT D'OPÉRATIONS

Répartiteur(trice) huile, gaz, diesel.
Salaire annuel \$15,000 minimum.

PETROFLAME INC.

Demandeur: Mme Leblanc
363-5551

Enseignement et recherche

Une prestigieuse maison d'enseignement supérieur amorce une réorientation de ses politiques de formation et de perfectionnement en administration. Nous sommes chargés de recruter plusieurs candidats(es) au corps professoral dans chacune des disciplines suivantes:

MARKETING
FINANCE

SCIENCES COMPTABLES
MÉTHODES QUANTITATIVES

Le professeur assume une participation active à la préparation de nouveaux cours et il effectue des travaux de recherche dans son domaine d'expertise. Ses activités se complètent par l'assistance aux étudiants dans leur cheminement académique et, du point de vue administratif, il doit collaborer à des comités.

Les candidats(es) que nous recherchons possèdent au moins une formation universitaire de deuxième cycle et se montrent désireux(es) de participer à l'avancement des sciences de la gestion et des affaires. Leurs qualités personnelles assurent une capacité élevée à stimuler le développement professionnel de leurs étudiants. Non seulement des concepteurs, ce sont aussi des gens d'action impliqués dans leur milieu.

Les objectifs poursuivis par notre client identifient deux sources de candidatures:

DES PROFESSIONNELS DE L'INDUSTRIE: L'un des groupes recherchés témoigne d'une vaste expérience industrielle. Dotés de réalisations personnelles, ces professionnels formuleront une pédagogie axée sur les applications industrielles innovatrices.

DES PROFESSIONNELS DE L'ENSEIGNEMENT: Les professeurs du second groupe ont acquis une solide réputation de scientifiques. Leur réputation personnelle contribuera au prestige de notre client. Certains d'entre eux terminent leur doctorat et aspirent à une carrière universitaire.

Toutes les fonctions nouvellement créées sont à temps complet et le niveau de rémunération est comparable au traitement en vigueur dans l'industrie et respecte les antécédents académiques des titulaires.

Toutes les demandes seront traitées confidentiellement et doivent être faites par écrit en vous référant au numéro de dossier mentionné ci-dessous.

Référence, dossier 2254.

Woods, Gordon & Cie

CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

630 OUEST, BOULEVARD DORCHESTER, MONTRÉAL, QUÉBEC H3B 1T9

Membre de l'Association Canadienne des Conseillers en Administration

Carrière excitante consultation

La demande croissante pour nos services professionnels dans les domaines de la comptabilité de gestion et de l'informatique amène la création de deux autres postes au sein de notre équipe de conseillers déjà solidement établie à Montréal.

Les personnes choisies mettront à contribution leur compétence dans des travaux diversifiés de consultation, dans des milieux différents et ce dans le cadre de leur expertise professionnelle. LE CONSEILLER EN COMPTABILITÉ de gestion participera à des études reliées aux systèmes d'information comptables et administratifs (M.I.S.), de budgétisation et de prix de revient. LE CONSEILLER EN INFORMATIQUE travaillera à des études reliées à l'identification des besoins et à la sélection d'équipement pour les clients incluant des études de rentabilité et la conception de systèmes en fonction des besoins identifiés.

Les candidats (es) pour ces deux postes sont bilingues, possèdent un diplôme universitaire (préférentiellement M.B.A.) de même que cinq années d'expérience dans leur domaine d'expertise. Ces personnes démontrent un haut niveau de maturité de même que des capacités analytiques supérieures et peuvent communiquer efficacement à tous les niveaux de l'entreprise.

Si vous répondez aux critères ci-haut énoncés et que vous recherchez l'opportunité de travailler avec une équipe professionnelle et multidisciplinaire, faites parvenir votre curriculum vitae en vous référant au dossier numéro 1418.

Woods, Gordon & Cie

CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

630 OUEST, BOULEVARD DORCHESTER, MONTRÉAL, QUÉBEC H3B 1T9

Membre de l'Association Canadienne des Conseillers en Administration

Projet Baie James Dessinateur — Electricité Poste à Montréal

Fonctions:

- Exécuter des dessins de schéma unifilaire, d'éclairage et de distribution électrique pour les bâtiments des campements.

Exigences:

- Formation de niveau collégial avec 1 (un) à 3 (trois) ans d'expérience pertinente
- ou
- Formation de niveau secondaire avec 3 (trois) à 5 (cinq) ans d'expérience pertinente.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à M. Jacques Sirois (288-1740 — poste 158) en mentionnant le dossier no 3-249.

**LALONDE, VALOIS
LAMARRE, VALOIS
& ASSOCIÉS, INC.**
EXPERTS-CONSEILS CONSULTANTS
GROUPE LAVALIN



1100 OUEST, RUE SHERBROOKE, MONTRÉAL, QUÉBEC,
CANADA H3A 2R5 TEL (514) 288-1740

PLANIFICATION FINANCIÈRE

Salaire initial jusqu'à \$20,000

LE POSTE...

C'est une occasion unique de vous joindre à une entreprise dynamique spécialisée dans la planification fiscale et successorale. Le titulaire sera responsable de l'étude préliminaire de dossiers et de la mise en application des recommandations des experts-conseils. Secouru par une équipe expérimentée, il travaillera en étroite collaboration avec l'associé responsable. Ce poste doit conduire au niveau d'associé d'ici cinq ans. Lieu de travail: Montréal.

LE CANDIDAT...

Le candidat idéal possède une formation comptable ou commerciale et quelques années d'expérience en administration, finance, fiscalité ou fiduciaire. Il est ambitieux, énergique et diligent, aime le contact avec les clients et a démontré dans ses fonctions antérieures un esprit d'initiative au-dessus de la moyenne. Il est âgé de 25 à 35 ans et recherche un poste d'avenir qui lui permettra de jouer un rôle de première importance au sein d'une équipe multidisciplinaire progressive. Ce concours est également ouvert aux hommes et aux femmes.

Vous référant à cette annonce, veuillez adresser votre curriculum vitae détaillé à:

LEFEBVRE EMBREGTS ET ASSOCIÉS
c/o Claude Bolduc, c.a.
1, Place Villa Marie, suite 3301
Montréal, Québec H3B 3N2

Directeur du marketing

Notre client, une entreprise d'envergure moyenne avec une courbe de croissance rapide, désire diversifier sa production actuelle et conséquemment vient de créer ce nouveau poste de cadre supérieur.

Le directeur du marketing relève directement du président et devra initialement faire des recherches de marché afin d'identifier les opportunités pour ajouter des nouveaux produits à ceux déjà existants de même qu'il devra continuellement évaluer la rentabilité des produits actuels afin de maximiser la profitabilité de l'entreprise. La personne choisie élaborera des stratégies de mise en marché et verra à la fixation des prix. Le directeur du marketing travaillera en collaboration étroite avec les agents distributeurs afin de maximiser leur efficacité.

Les candidats(es) bilingues sont diplômés(es) universitaires avec une expérience pertinente du domaine du marketing. Plus spécifiquement, ces personnes possèdent au moins six années d'expérience dans la mise en marché de biens de consommation idéalement vendus par des magasins ou détail. Ils (elles) démontrent des capacités supérieures de négociation pour transiger avec les clients et possèdent un haut niveau d'initiative et de motivation. La rémunération globale est fort intéressante et comprend un salaire de base de même qu'un boni.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae en se référant au dossier numéro 5591.

Woods, Gordon & Cie

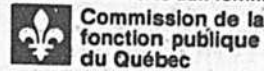
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

630 OUEST, BOULEVARD DORCHESTER, MONTRÉAL, QUÉBEC H3B 1T9

Membre de l'Association Canadienne des Conseillers en Administration

Personnel de direction supérieure

concours ouverts aux femmes et aux hommes.



Directeur des programmes secteur élémentaire et secondaire

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION - Poste à Québec

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur général du développement pédagogique, participer à l'élaboration et à la révision des politiques et des objectifs pédagogiques de l'enseignement maternel, élémentaire et secondaire; participer au développement des programmes et à la production des guides pédagogiques.

EXIGENCES — Diplôme universitaire dans une discipline appropriée; vaste expérience dans les domaines de l'administration et de l'éducation dont quelques années à un poste de direction. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ces secteurs d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — Pourrait atteindre \$36,325

CONCOURS — E6200NT/01. Date limite pour l'inscription: 26 novembre 1976

Chef du service du formulaire

MINISTÈRE DU REVENU — Poste à Québec

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur des systèmes et méthodes, planifier et diriger les activités du service. À cette fin, superviser la conception, le dessin et l'analyse technique du formulaire; fournir des services généraux de dessin et de conseils quant à la mise en page et à la présentation de certains documents.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences de l'administration ou en toute autre discipline appropriée. Environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste dont quelques années à un niveau de direction. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — Pourrait atteindre \$29,425

CONCOURS — E6210JM/01 — Date limite pour l'inscription: 26 novembre 1976

Chef de service de l'aménagement

MINISTÈRE DE LA JUSTICE — Poste à Québec

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur de l'équipement, coordonner les travaux de planification, de recherche et d'études en matière d'acquisitions d'espaces par le mode de construction, de location ou d'aménagement; conseiller et assister les gestionnaires du ministère dans ces matières.

EXIGENCES — Membre de l'Ordre des architectes; environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste, notamment dans la préparation de plans et devis de construction.

TRAITEMENT — Pourrait atteindre \$29,425

CONCOURS — E6210ME/01 — Date limite pour l'inscription: 26 novembre 1976

Chef de la division de la mésadaptation sociale

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES — Poste à Québec

FONCTIONS — Sous l'autorité du chef du service de la réadaptation sociale, élaborer et veiller à l'implantation et à la gestion des programmes de réadaptation dans les centres de transition et de réadaptation pour mésadaptés sociaux, affectifs, alcooliques et toxicomanes.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences humaines, en sciences de l'administration ou en toute autre discipline appropriée; environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste.

TRAITEMENT — Pourrait atteindre \$29,425

CONCOURS — E6210MF/01 — Date limite pour l'inscription: 26 novembre 1976

Directeur régional

OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC — 2 postes

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur du service des prêts agricoles, être responsable, dans sa région, de la direction des activités de l'Office. À cette fin, superviser le travail des agronomes-évaluateurs et des techniciens agricoles; s'assurer que les règlements de l'Office concernant l'évaluation et la surveillance des garanties hypothécaires soient observés; représenter l'Office auprès des associations agricoles de la région.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences agronomiques, administratives ou en toute autre discipline appropriée. Environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste, notamment dans les domaines de l'évaluation et du financement agricole.

TRAITEMENT — Pourrait atteindre \$29,425

CONCOURS — E6210MG/Rock Forest (Sherbrooke) E6210MH/Rouyn — Date limite pour l'inscription: 26 novembre 1976

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

ESTIMATEUR SENIOR

Notre entreprise recherche estimateur senior pour compléter l'équipe de son département de l'estimation.

Les personnes devront avoir œuvré dans le domaine de la construction de routes, d'excavation et de travaux connexes durant un minimum de 5 années.

Salaire et avantages très intéressants.

Possibilité d'avancement au sein de l'organisation.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur "curriculum vitae" à:

LA CIE DE PAVAGE D'ASPHALTE
BEAVER LTÉE
5250 rue Amiens
Montréal Nord H1G 3G5

CHEF DE GROUPE — RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

NIVEAU D'ÉTUDES:
Baccalauréat ou maîtrise en génie chimique.

EXPERIENCE:
De préférence 10 ans dans la technique ou la fabrication.

POSTE À OCCUPER:
Chef d'un groupe de développement visant à l'optimisation des méthodes et des matériaux. Domaine des produits en fibre de bois.

La personne que nous cherchons est désireuse d'avancer, et qui, bien qu'armée d'une solide compétence technique, désire orienter sa carrière vers la voie administrative plutôt que technique.

Le poste offre d'excellents débouchés, aussi bien au sein du service R. & D. qu'au-dehors.

Une certaine expérience dans le domaine des fibres de bois n'est pas essentielle, mais sera considérée comme un avantage.

ENTREPRISE:
Entreprise bien connue à l'échelon national, desservant l'industrie de la construction.

ÂGES DES CANDIDATS:
De 30 à 45 ans.

BASE: Montréal.

Faire parvenir "curriculum vitae" à:
La Presse Réf. 17717
C.P. 6041, Succ. "A" Montréal H3C 3E3

CARRIÈRES EN INFORMATIQUE

ANALYSTE — APPLICATIONS	\$21,000
Importante maison de services informatiques recherche un analyste ayant 3 ans d'expérience en programmation pour participer à la transformation de CDC 6600 à CDC 7600. Les candidats doivent être bilingues et posséder de solides antécédents techniques.	
ANALYSTE DE SYSTÈMES	\$19,000
Importante société de produits chimiques recherche un analyste de systèmes ayant 2-3 ans d'expérience en COBOL et qui travaillera à la mise au point d'applications sur mini-ordinateur en direct. Les candidats doivent posséder des antécédents en systèmes financiers et manufacturiers.	
ANALYSTE-PROGRAMMEUR	\$18,000
Importante maison de transport recherche un programmeur chevronné ayant 3-4 ans d'expérience en O/S COSOL ou PL/I et qui travaillera sur une importante application Data Base en direct. Le candidat devra posséder des antécédents en I.M.S.	
RECHERCHE OPÉRATIONNELLE	\$18,000
Importante entreprise de communications recherche un analyste ayant une formation de Mathèse qui travaillera avec le Groupe de recherche opérationnelle. Poste comportant des travaux en "modelling" et simulation statistiques et financiers.	

Prière d'appeler JOCK HOVEY — 871-3920

1440 ouest, rue Ste-Catherine, Suite 306, Montréal, P.Q. H3G 1R8



INFIRMIERS (ÈRES)

QUALIFICATIONS:

- Travailler au service des résidents de Pointe-St-Charles à la clinique et dans les foyers;
- Avoir sa licence d'infirmière;
- Être bilingue;
- Avoir une expérience pertinente concernant le soin aux enfants, d'un minimum de 2 ans, en vue de s'intégrer dans un programme de clinique pour enfants;
- Avoir une expérience valable dans une salle d'urgence;
- Être ouverte aux changements de la médecine dans une optique communautaire et ouverte aux problèmes socio-politiques du Québec;
- Être en mesure de travailler dans une équipe multidisciplinaire.

Envoyer "curriculum vitae" avant le 27 novembre 76 à:
Patricia Cano
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-ST-CHARLES
1176, rue Laprairie
Montréal

Ingénieur de chantier charpente et civil

Le bureau-conseil de Swan Wooster Engineering requiert les services d'ingénieur de chantier expérimenté(e) pour un projet de bâtiments industriels dans la région du Lac St-Jean. Excellent salaire et bénéfices marginaux.

Swan Wooster Engineering Co. Ltd

1155 Metcalfe suite 1740
Montréal, Qué., H3B 2V6
(514) 866-5325

GESTION INDUSTRIELLE

Compagnie internationale de produits cosmétiques située à Ville St-Laurent recherche commis bilingue en gestion industrielle.

La personne devra avoir complété une 2e année C.G.A. ou R.I.A.

FONCTIONS:
— Étude de coût et de systèmes
— Analyses budgétaires, etc.

Prière d'envoyer curriculum vitae à:
BOÎTE POSTALE 1266
Ville St-Laurent, Qué.

Directeur du marketing

jusqu'à \$30,000

Le poste de directeur du marketing a été récemment créé afin de mieux réaliser la pénétration du marché de notre client — une entreprise en plein essor spécialisée dans les produits et services de consommation courante.

Relevant du directeur général, votre objectif premier sera de définir l'orientation du marketing et d'élaborer des stratégies et programmes modernes de mise en marché. Vos responsabilités comprendront l'étude de marchés, la promotion et la publicité ainsi que la mise en place du réseau de distribution. Vous jouerez un rôle capital dans la croissance et le développement des affaires de cette entreprise.

Âgé de 28 à 40 ans environ, vous détenez un diplôme universitaire de préférence et avez acquis une bonne expérience dans la mise en marché de biens de consommation courante. Novateur et bilingue, vous avez démontré un sens pratique des affaires et mis en valeur vos talents de gestionnaire. Vous possédez le dynamisme et le potentiel pour accéder à des postes d'importance croissante. Communiquez confidentiellement avec Guy N. Djandji.

Ce poste est ouvert également aux hommes et aux femmes.

**Rourke,
Bourbonnais
& Associés**

Montréal: 1808 ouest, rue Sherbrooke H3H 1E5 (514) 937-9525
Toronto: 20 ave. Prince Arthur M5R 1B1 (416) 925-3451

Cabinet-conseil en gestion des ressources humaines

Projet Baie James
Poste à Montréal

Titre du Poste
**Chef de Division
Estimateur Génie Civil
Relève du Chef de
Service-Spécialistes**

FONCTIONS:

- Organiser et superviser le travail d'une équipe d'estimateurs spécialisés dans le domaine;
- de l'excavation souterraine, tout spécialement dans le roc;
- des techniques reliées à la réalisation des ouvrages de béton;
- réviser et interpréter les estimations pour fins d'estimation budgétaire et contrôle des coûts.

EXIGENCES:

- Diplôme d'Ingenieur-Genie Civil, ou expérience pratique équivalente;
- Une expérience de huit (8) à dix (10) ans dans le domaine de l'estimation-construction lourde;
- Aptitudes administratives et habileté de surveillance.

SALAIRE:
À discuter selon expérience.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae, en toute confiance, à Monsieur John Penny (288-1740, poste 160) en mentionnant le dossier #4-458.

(Ce poste est également ouvert aux hommes et aux femmes)

LALONDE, VALOIS
LAMARRE, VALOIS
& ASSOCIÉS, INC.
EXPERTS-CONSEILS CONSULTANTS
GROUPE LAVALIN



1130 OUEST, RUE SHERBROOKE, MONTREAL, QUEBEC.
CANADA H3A 2R5 TEL (514) 288-1740

Projet Baie James
Poste au Chantier

TITRE DU POSTE
Chef de l'environnement

FONCTIONS:

- Coordonner l'ensemble des activités relatives à l'environnement sur le territoire, plus précisément dans le domaine:
- Des relevés écologiques;
- de la surveillance et de l'inspection des travaux de construction;
- de la mise en oeuvre des programmes de protection de la qualité du milieu;
- Administrer les services de soutien du camp;
- Surveiller fonctionnellement les responsables de l'environnement sur chaque chantier;
- Surveiller l'opération d'un laboratoire de recherches et d'analyses sur le territoire;
- Assurer la liaison entre le service de l'environnement et la Direction construction.

EXIGENCES:

- Diplôme de maîtrise dans les sciences relatives à l'environnement ou expérience équivalente;
- Un minimum de cinq (5) années d'expérience en administration sur chantier de construction;
- Habileté à discuter avec le personnel à tous les niveaux.

Les personnes intéressées pourront faire parvenir en toute confiance, leur curriculum vitae à:
M. René Forget - (Tél. 288-1740, poste 237)

LALONDE, VALOIS
LAMARRE, VALOIS
& ASSOCIÉS, INC.
EXPERTS-CONSEILS CONSULTANTS
GROUPE LAVALIN



1130 OUEST, RUE SHERBROOKE, MONTREAL, QUEBEC.
CANADA H3A 2R5 TEL (514) 288-1740

fonction publique municipale

BUREAU DU VÉRIFICATEUR DE LA VILLE AGENT DE VÉRIFICATION grade 2

Nature de l'emploi: Effectuer des études et des analyses complexes ou à incidences financières importantes ayant trait à la vérification des opérations commerciales et administratives de la Ville et d'organismes para-municipaux; élaborer des programmes de vérification. Le titulaire est responsable d'un ou de plusieurs programmes de vérification dans un secteur donné; il coordonne et surveille le travail d'agents de vérification grade 1.

Qualités requises: Détenir un diplôme universitaire en sciences commerciales ou être membre en règle d'une association professionnelle reconnue dans un domaine compatible avec l'emploi. Posséder quatre (4) ans d'expérience progressive et pertinente à la nature de l'emploi. Une combinaison d'instruction et d'expérience reliée à la nature de l'emploi et jugée suffisante pourra aussi être considérée.

Traitement: \$18,562 - \$23,042, selon les qualifications. (Sujet à révision à l'1-12-76).

AGENT DE VÉRIFICATION grade 1

Nature de l'emploi: Effectuer des études et des analyses ayant trait à la vérification des opérations commerciales et administratives de la Ville et d'organismes para-municipaux; participer à l'élaboration des programmes de vérification dans un secteur donné.

Qualités requises: Détenir un diplôme universitaire en sciences commerciales ou être membre en règle d'une association professionnelle reconnue dans un domaine compatible avec l'emploi. De préférence, quelque expérience dans le domaine de la vérification. Une combinaison d'instruction et d'expérience reliée à la nature de l'emploi et jugée suffisante pourra aussi être considérée.

Traitement: \$13,635 - \$19,738, selon les qualifications. (Sujet à révision à l'1-12-76).

S'inscrire au moyen du questionnaire "demande d'emploi" qui s'obtient au Service du Personnel, bureau 416, à l'Hôtel de Ville, 275 est, rue Notre-Dame et le retourner accompagné des documents requis (originaux). Tél.: 872-3236. Les candidats doivent parler et écrire le français et l'anglais, posséder les qualités personnelles appropriées et avoir un état physique satisfaisant. Ces concours sont également ouverts aux femmes et aux hommes.

VILLE DE MONTRÉAL

Ingénieur en Mécanique

Nous requérons les services d'un ingénieur en mécanique désirant se joindre à une équipe jeune et dynamique.

FONCTIONS:

Sous la direction du gérant de département de l'ingénierie, l'ingénieur en mécanique assume la responsabilité d'exécuter des projets d'ingénierie de diverses envergures incluant la praticabilité et la rentabilité.

EXIGENCES:
— Détenir un diplôme en génie mécanique et posséder un minimum de 2 ans d'expérience pratique dans un milieu industriel ou l'équivalent.

Salaire et bénéfices sociaux intéressants.

Les personnes intéressées sont priées de nous faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse suivante:

LA BELLE FERMIÈRE
5500 Côte-de-Liesse, Montréal, Qué.
à l'attention du Personnel



FAIRE ÉQUIPE
AVEC
LES
PETITES
ANNONCES,
C'EST UN
PLACEMENT SUR

la presse

285-7111

CONSEILLER EN APPROVISIONNEMENT

L'ORGANISME:
Le Conseil régional de la Santé et des Services Sociaux pour la Commission régionale des achats des établissements de la Santé et des Services Sociaux de la région O.S. (Cantons de l'Est).

LIEU DE TRAVAIL:
Sherbrooke, avec déplacements fréquents dans la région.

POSTE:
Conseiller les établissements en matière d'approvisionnement, animer les comités et sous-comités d'achats de groupe, proposer des programmes d'achats en commun, préparer les appels d'offres et participer à l'analyse des soumissions, assurer le respect des ententes conclues, coordonner les échanges de renseignements entre les établissements en matière d'approvisionnement.

LE(A) CANDIDATE(E):
Diplôme universitaire, de préférence en administration, connaissance des principes et techniques d'approvisionnement, connaissance du milieu des affaires sociales. Une expérience exceptionnelle pourra pallier l'absence de diplôme universitaire.

LE TRAITEMENT:
Selon l'expérience et les qualifications; frais de déplacement et bénéfices marginaux du secteur des Affaires sociales.
Veuillez soumettre votre curriculum vitae au plus tard le 8 décembre 1976 à l'adresse suivante:

Conseil régional de la Santé
et des Services Sociaux
Commission régionale des achats
185, rue Frontenac,
Sherbrooke, Québec
J1H 1K1



L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE REQUIERT LES SERVICES ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Sommaire de la fonction:

Sous la direction du responsable du traitement des données administratives et dans le cadre de l'informatisation des systèmes comptables, étudiant et du personnel, participe à l'analyse, à l'élaboration de programmes informatiques et à leur mise en application, rédige la documentation relative à ces applications.

Exigences requises:

- Détenir un diplôme universitaire de 1er cycle en génie ou en sciences pures.
- 2 ans d'expérience en informatique dans les applications de gestion.
- Connaissance des langages COBOL, FORTRAN, PL/I, JCL et des programmes utilitaires d'IBM.

Traitement:

Selon les normes de la politique salariale des cadres de l'École Polytechnique.

Envoyer votre curriculum vitae avant le 26 novembre 1976 à:

Directeur du Centre de Calcul
École Polytechnique
Campus de l'Université de Montréal
Case Postale 6079, succursale "A"
Montréal, P. Qué.
H3C 3A7



Société d'énergie de la Baie James

AGENT DE PERSONNEL

Fonctions

S'occuper particulièrement de la fonction recrutement. Identifier les besoins des gestionnaires en matière de personnel. Aider les gestionnaires à formuler les exigences d'emploi et à préciser la définition d'emploi. Émettre les demandes de personnel et s'assurer de leur suivi. Fournir aux employés, anciens et nouveaux, tous les renseignements qui relèvent de la fonction personnel. Contrôler les prévisions d'effectifs. Administrer la convention collective en ce qui a trait aux promotions, mutations, rétrogradations.

Exigences

Formation de niveau collégial en administration ou l'équivalent avec minimum de 2 ans d'expérience dans la fonction personnel.

Lieu de travail

Stade de formation à Montréal, en vue d'un poste sur l'un des chantiers de la Baie James.

Rémunération

Selon l'expérience et la compétence.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

Société d'énergie de la Baie James
800 est, boul. de Maisonneuve
14e étage
Montréal, Québec

VILLE DE PIERREFONDS PRÉPOSÉ(E) À LA TAXATION

FONCTIONS:

Relevé du compteable en chef, est responsable de l'exécution et de la qualité du travail relatif à l'imposition, la facturation, la révision, la perception, les arrérages, le contrôle des comptes à recevoir et des revenus d'imposition.

EXIGENCES:

- Instruction équivalant au diplôme d'études collégiales avec concentration en comptabilité ou finance.
- Expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la taxation serait souhaitable.
- Excellente connaissance du français et de l'anglais.
- Capacité de se familiariser rapidement avec la loi des Cités et Villes, de la Loi de l'évaluation et des règlements de la Ville touchant aux pouvoirs de taxation et de perception ainsi qu'avec le manuel de procédures du système de taxe de la Ville.
- Connaissance des systèmes de traitement des données.

Les personnes intéressées à ce poste doivent faire parvenir leur demande y compris leur "curriculum vitae" à:

Directrice du Personnel
VILLE DE PIERREFONDS
11072 ouest boul. Gouin, Pierrefonds.

GÉRANT DE SERVICE pour important centre de camion

Une entreprise dynamique requiert les services d'une personne ayant les qualifications suivantes:

- Dynamisme et sens de leadership
- Bilingue
- Sens de la planification et de l'organisation
- Esprit de décision

EXIGENCES:

- Expérience de la vente, la production, l'administration, le marketing et promotion de la vente
- Salaires très intéressants, importants avantages sociaux.

Pour entrevue, veuillez communiquer avec

Lise Hamel 253-2131

Park Avenue

Centre de camion Park Avenue
Chevrolet (1968) Ltée
Boul. Métropolitain et Langelier

OPÉRATEUR D'ORDINATEUR (DEUX POSTES)

TRAVAIL: Opérer du matériel informatique constitué d'ordinateurs PDP 11/70 et 11/35, de plusieurs unités de disques d'unités de bandes, d'imprimantes, de consoles à clavier et d'un réseau téléphonique de plusieurs centaines d'utilisateurs. Assurer un bon entretien de l'équipement et de la salle des ordinateurs. Appliquer les solutions de rechange lorsque l'équipement est en panne.

EXIGENCES: Être en mesure de faire fonctionner l'équipement informatique et d'en surveiller son exploitation. Avoir une connaissance des méthodes d'entretien, des règlements et des mesures de sécurité de la salle des ordinateurs.

DISPONIBILITÉ: Poste à plein temps: travail sur quart et fin de semaine.

Poste à temps partiel: travail uniquement sur quart de fin de semaine.

ENTREE EN FONCTION: Le plus tôt possible.

SALAIRE: Selon l'expérience.

Envoyer votre "curriculum vitae" à:

M. Jean-Luc Sauvé
Centre de Traitement
Systèmes Ordins Universels pour les
PHARMACIENS COMMUNAUTAIRES INC.,
3870 est, boul. Métropolitain, Montréal, Québec

LE C.L.S.C. NORMAN-BETHUNE
situé à Chomedey, Laval
recherche

4 AUXILIAIRES FAMILIALES

EXIGENCES:

- 1) Jugement, ouverture d'esprit;
- 2) Entretien, autonomie;
- 3) Sens de l'observation;
- 4) Goût d'aider les autres.

FONCTIONS:

- 1) Faire des visites à domicile (personnes âgées, familles, autres);
 - 2) Participer au vécu du C.L.S.C.;
 - 3) Travailler en équipe multidisciplinaire.
- Une expérience pertinente serait appréciée.

SALAIRE: \$153.30 pour 35 heures plus avantages sociaux selon les normes du ministère des Affaires sociales.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur "curriculum vitae" complet avant le 17 novembre 1976 à 17 heures à l'adresse suivante:

C.L.S.C. NORMAN-BETHUNE
c/o Francine Parent
1665 rue Du Couvent
Chomedey, Ville de Laval
687-1525



LE CENTRE DE SERVICES SOCIAUX
DE LA GASPESIE ET DES
ILES-DE-LA-MADELEINE

RECHERCHE

TRAVAILLEUR SOCIAL

FONCTIONS:

Clinicien aux services aux familles et restauration sociale adultes.

QUALIFICATIONS:

Diplôme universitaire en service social ou en sciences humaines (counseling matrimonial) avec expérience.

REMUNÉRATION:

Selon la convention collective

ENDROIT:

Ste-Anne-des-Monts.

Les personnes intéressées à ce poste sont priées de faire parvenir leur offre d'emploi avant le 20 novembre 76 à:

Service des Ressources Humaines
C.S.S.G.I.M.
C.P. 39, GASPÉ,
Co. Gaspé, P.Q.Q.
G1C 1R0

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN
RECHERCHE

DIRECTEUR (TRICE) ADJOINT (E)

A LA DIRECTION DES SOINS INFIRMIERS

Sous l'autorité du directeur des soins infirmiers, le titulaire du poste participe à l'organisation et au contrôle des activités des unités de soins et pourvoit à l'utilisation des ressources matérielles dans le cadre de sa juridiction. Il contrôle le remplacement quotidien du personnel compte tenu de l'évaluation des besoins dans sa sphère d'activités.

EXIGENCES:

- Membre de l'O.T.T.P.Q.
- Expérience minimale de 2 à 3 ans dans la fonction.
- Expérience de 3 ans au niveau d'un poste administratif.
- Formation administrative plus vaste e/ou une formation continue en administration pourrait servir d'équivalence au diplôme de 1er cycle en sciences infirmières.

SALAIRE: Selon le M.A.S.

Faire parvenir "curriculum vitae" avant le 27 novembre 1976 à:

Maryse Laverdière
Conseiller en gestion de personnel
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN
4000, boul. Lasalle, Verdun

EN VUE DE L'OUVERTURE DE DEUX UNITES DE VIE, L'INSTITUT PHILIPPE PINEL DE MONTRÉAL (HOPITAL PSYCHIATRIQUE)

recherche les services de

4 CADRES comme RESPONSABLES ET ASSISTANTS-RESPONSABLES D'UNITÉS

FONCTIONS:

Planifier, coordonner et contrôler tant au plan administratif que clinique les activités relatives à la réadaptation des patients de son unité dans le but d'en permettre la réinsertion sociale.

QUALIFICATIONS:

Détenteur (trice) d'un diplôme universitaire de 1er cycle en soins infirmiers, psycho-éducation ou dans une discipline clinique pertinente.

SALAIRE: de \$13,902 à \$19,596 comme assistant-responsable de \$16,830 à \$23,724 comme responsable

Les candidats (es) doivent faire parvenir leur "curriculum vitae" le plus tôt possible à:



Service de personnel
INSTITUT PHILIPPE PINEL DE MONTRÉAL
12333 est, boul. Henri-Bourassa
Montréal
648-8461, poste 216

CENTRE HOSPITALIER D'ASBESTOS
REQUIERT LES SERVICES

UN (1) ORGANISATEUR COMMUNAUTAIRE

MILIEU DE TRAVAIL:

Centre Local des Services Communautaires (C.L.S.C.): Module de l'Action Communautaire.

FONCTIONS:

Personne qui fait l'identification et l'analyse des besoins de la population avec des groupes concernés. Conçoit, coordonne et actualise des programmes d'organisation communautaire afin de répondre aux besoins du milieu et de promouvoir son développement. Agit comme personne ressource auprès des groupes.

EXIGENCES:

- Doit détenir un diplôme universitaire terminal en service social, option action communautaire.
- Connaissance des objectifs et orientations des C.L.S.C.
- Habilité à travailler en groupe.
- Grande disponibilité.

DISPONIBILITÉ: Immédiate.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

L'Agent de la gestion du Personnel,
475, 3ième avenue,
Asbestos, Qué.
J1T 1X6

ACCUEIL COME CARTIER

requiert les services d'un(e)

DIRECTEUR (TRICE) GÉNÉRAL (E)

FONCTIONS: Sous l'autorité du conseil d'administration il (elle) doit:

- Diriger et coordonner l'administration de l'établissement;
- Préparer le budget et les plans d'organisation;
- Voir à la mise en vigueur et à l'opération du système de gestion, de contrôle, de conversation et d'utilisation des ressources de l'établissement;
- Assurer la mise à exécution des décisions du conseil.

EXIGENCES:

- Posséder au minimum un D.E.C. en techniques administratives ou l'équivalent;
- Expérience du milieu souhaitable.

REMUNÉRATION: Selon les normes du Ministère des affaires sociales et les qualifications du candidat(e).

N.B.: Faire parvenir demande accompagnée d'un "curriculum vitae" pour le 8 décembre 76 à l'attention de:

M. Frédéric Côté,
Président du conseil d'administration,
ACCUEIL COME CARTIER,
C.P. 698,
L'Annonciation, Qué. J0I 110

PROGRAMMEUR

GENERAL MOTORS DU CANADA LIMITEE recherche programmeur pour travailler au centre de l'informatique de leur usine de Ste-Therese. Les personnes devant:

- être graduées d'un CEGEP en science de l'informatique
- être bilingues
- préférentiellement avoir de l'expérience dans l'application d'un système 3 modèle 10 ou 15
- minimum de 2 ans d'expérience en programmation (langage RPG II)

S.V.P. faire parvenir votre application avant le 19 novembre, 1976.

General Motors du Canada Limitee
Centre de l'informatique
C.P. 660
Ste-Therese, Quebec
J7E 4K6

ou appelez M. Jacques Paquin à 435-6131, ext. 228.

GÉRANT(E) DE BUREAU

Compagnie dynamique en pleine expansion recherche un(e) gérant(e) de bureau pour diriger et coordonner les départements internes à savoir:

- Département d'achat,
- Département de l'entrepôt,
- Département de la facturation,
- Département de la réparation.

EXPERIENCE:

- Bilingue.
- Minimum 3 ans de fonction similaire.
- Connaissance comptable un atout.

LIEU DE TRAVAIL:

SALAIRE: Selon expérience et qualifications.

Bénéfices sociaux

Veuillez envoyer votre curriculum vitae à:

La Presse, réf. 17721
C.P. 6041, Succ. "A", Montréal H3C 3E3

LES PAVILLONS BOIS-JOLY INC.
Centre d'accueil et de réadaptation

ÉDUCATEURS(trices)

offre d'emploi

FONCTION: Appliquer les programmes d'observation et de rééducation auprès de jeunes filles âgées de 12 à 18 ans.

QUALIFICATION:

Minimum D.E.C. en éducation spécialisée

EXIGENCE:

Minimum 21 ans et avoir une expérience pertinente.

TRAITEMENT:

Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales

Veuillez faire parvenir un "curriculum vitae" complet le plus tôt possible à:

Directeur général
Les Pavillons Bois-Joly Inc.
3000, rue Pratte
St-Hyacinthe, Qué.

RÉSIDENCE DORCHESTER
Centre d'accueil pour adultes (350 lits)

recherche

une personne jeune, dynamique, aimant les défis, aptitudes à travailler en équipe, intérêt pour les relations humaines, pour travailler à titre de:

CHEF DE DIVISION DE L'ENTRETIEN MÉNAGER

EXIGENCES:

Diplôme d'études collégiales (D.E.C.) en techniques administratives ou l'équivalent.

salaires se situent entre \$12,200 et \$17,198.

Toute offre de service doit être accompagnée d'un "curriculum vitae" adressé avant le 27 novembre 1976 à:

M. Jean-Marc Gagnon
Directeur du personnel
1650 ouest, boul. Dorchester
Montréal H3H 1T8

REPRÉSENTANT — VENDEUR \$20,000

NOTRE CLIENT: Une importante maison d'édition.

LE TRAVAIL: Représenter notre client auprès de diverses institutions universitaires, collégiales, secondaires et primaires

LE TERRITOIRE: Région métropolitaine. Rive-sud. Cantons de l'Est

LES QUALIFICATIONS:

- Age: 25 à 35 ans
- Expérience dans l'enseignement aux niveaux secondaire et collégial ou expérience dans la vente de manuels scolaires
- Facilité d'expression et sens développé de l'entregent
- Être capable d'élaborer une stratégie de marketing.

Veuillez faire parvenir votre "curriculum vitae" confidentiellement à Louise Hallette en vous référant au Dossier 418



ADM & Associés
Groupe de gestion
1155 ouest Sherbrooke, suite 1404
Montréal H3A 2N3

OPPORTUNITÉ DANS L'AUTOMOBILE

REPRÉSENTANT AU SERVICE DE LA LOCATION À LONG TERME

La personne aura de préférence de l'expérience de la location automobile. Elle devra avoir une connaissance suffisante de l'anglais et avoir les aptitudes nécessaires pour prendre la direction du service de location dans un proche avenir.

REPRÉSENTANT DES VENTES AUX FLOTTES

La personne devra posséder une bonne personnalité, beaucoup d'initiative, avoir une connaissance suffisante de l'anglais, savoir se motiver afin de développer les ventes aux compagnies et propriétaires de flottes de véhicules.

Nous vous offrons une rémunération intéressante, plusieurs bénéfices sociaux et nous vous fournissons une automobile. Pour un rendez-vous, téléphoner au numéro:

766-4622

entre 9:00 heures et 11:30 heures du lundi au vendredi

EDITH SERE CIE LTÉE

est à la recherche d'un(e)

GÉRANT(E) NATIONAL(E) DES VENTES

- Si vous êtes capable de prendre des responsabilités.
- Si vous avez de l'initiative;
- Si vous avez une solide expérience de gestion commerciale;
- Si vous aimez travailler dans le cadre d'une équipe jeune et dynamique;
- Si vous savez diriger, motiver et structurer efficacement un groupe d'excellents représentants;
- Si vous savez mettre en valeur un produit et un concept commercial uniques au monde par sa qualité;
- Si vous désirez une fixation d'avenir où vos revenus seraient en rapport avec vos efforts et vos résultats, présentez votre candidature à:

Mme Curry

2520 Transcanadienne, Qué. H9R 1B1

Tous les dossiers reçus sont gardés strictement confidentiels.

VILLE DE BOUCHERVILLE DIRECTEUR DE L'ÉVALUATION

FONCTIONS PRINCIPALES:

- Responsable de la préparation des rôles d'évaluation pour fins de taxation municipale et scolaire.
- Dirige la confection du rôle d'évaluation foncière et de valeur locative et les tient à jour.
- Fait des expertises pour fins d'expropriation.
- Dirige et coordonne le travail de son personnel.

QUALIFICATIONS:

- Être membre de la Corporation des Évaluateurs Agréés du Québec.
- Posséder 2 à 3 ans d'expérience pertinente.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur "curriculum vitae" avant le 19 novembre 1976 à:

Service du Personnel
VILLE DE BOUCHERVILLE
500, Rivière-aux-Pins,
Boucherville, J4B 2Z7



CEGEP DE SHERBROOKE

Offre d'emploi
DIRECTEUR GÉNÉRAL

FONCTIONS:

L'emploi du directeur général comporte la responsabilité de la gestion (planification, organisation, direction, contrôle, évaluation) de l'ensemble des programmes et des ressources de l'organisme pour l'ensemble des unités administratives à savoir: l'enseignement, la vie étudiante, le personnel, les finances, l'équipement, le secrétariat général, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

De plus, le directeur général du collège est membre du conseil d'administration et également membre du comité exécutif qu'il préside.

QUALIFICATIONS MINIMALES REQUISES:

Diplôme universitaire terminal de 1er cycle, mais de préférence de 2e cycle, dix (10) années d'expérience de préférence dans le milieu de l'éducation dont au moins cinq (5) dans un emploi de cadre.

TRAITEMENT:

Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'éducation du Québec.
Les personnes intéressées à occuper ce poste doivent faire parvenir leur candidature au plus tard le 30 novembre 1976 à 17 heures à l'adresse suivante:
Des groupes ou des individus peuvent également suggérer le nom d'un ou de candidats (s) en ayant soin de s'identifier, au plus tard le 30 novembre 1976, à 17 heures à l'adresse suivante:

Président du conseil d'administration
du CEGEP DE SHERBROOKE
594 boul. Queen Nord
Sherbrooke, Qué. J1H 3R7

Ce poste est ouvert également aux hommes et aux femmes.



Université du Québec

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

• DEUX PROFESSEURS AU PROGRAMME
DE CONSTRUCTION CIVILE

L'école sollicite des candidatures pour deux professeurs à temps plein pour assumer la responsabilité de cours et travaux pratiques ayant trait à la préparation de projets et à l'exécution de travaux dans le secteur de la construction civile, dans les champs d'activités suivants: ouvrages hydrauliques, chaussées, ponts, tunnels, bâtiments, industries lourdes, mines...

QUALIFICATIONS:

SCOLARITÉ: Diplôme de premier cycle en sciences appliquées ou architecture.

EXPERIENCE:

Obligation d'avoir une expérience pertinente de l'industrie de la construction.
Une expérience de l'enseignement et un diplôme de 2e ou 3e cycle seraient un atout.

TRAITEMENT:

Salaires pouvant atteindre \$35,547 selon l'expérience, échelle 26-77.

LIEU DE TRAVAIL:

Montreal.
Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae doivent être envoyées avant le 20 novembre 1976 au:

Directeur des Services Pédagogiques
École de Technologie Supérieure
180 est, rue Ste-Catherine
Montréal (Québec)
H2X 1K9
Tel.: 282-7196

La Clinique des Services
Communautaires du
Centre Hospitalier de Charlevoix
recherche

PSYCHOLOGUE

Nature du travail:

— Travail clinique au sein d'une équipe multidisciplinaire à l'intérieur d'une clinique externe.

Qualifications requises:

— Posséder un diplôme de 2e cycle en psychologie, option clinique.
— Être membre de la C.P.P.Q.
— Posséder une formation à la psychothérapie et/ou une expérience de travail en milieu clinique spécialement chez l'enfant et l'adolescent.

TRAITEMENT: Selon l'échelle administrative et salariale du ministère des Affaires sociales.

Faire parvenir votre "curriculum vitae" à:

M. C. Guy Desjardins
Directeur du personnel
CENTRE HOSPITALIER DE CHARLEVOIX
Case postale 5000 boul. Fafard
Baie-St-Paul, Cte de Charlevoix G0A 1B0

Représentant technique

Est requis pour compagnie progressive, fournisseur d'équipement à l'industrie de la construction, sur base de location et ventes.

Le (la) candidat (e) aura:

— Formation technique en génie civil
— Expérience de vente dans le domaine de la construction
— Initiativité
— La facilité de communiquer avec différents niveaux de notre clientèle

Nous offrons:

— Notre participation à un régime de retraite et plan dentaire
— Régime d'assurances-maladie, accident et vie
— Remunération donnée sous forme de salaire et commission
— Auto fournie

Si le poste vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae ainsi que salaire exigé à:

Équipements Anthes Ltée
4500 Joseph Dubreuil,
Lachine, Qué. H8T 3C4
att.: M. A. Rioux

REPRÉSENTANT(E) DE VENTES POUR LE QUÉBEC

Le principal importateur d'appareils électro-ménagers de France recherche un(e) représentant(e) des ventes pour la province de Québec. Expérience en quincaillerie, articles ménagers et/ou articles emballés essentielle. Faites parvenir un curriculum vitae complet à:

R. A. McDONALD
MOULINEX CANADA LTÉE
Suite 316, 3768, rue Bathurst, Downsview, Ontario, M3H 3M6

URGENT
Commission scolaire de Châteauguay
(secteur élémentaire)

ORTHOPÉDAGOGUE

ATTRIBUTIONS:

— L'orthopédagogue travaille avec des enfants ayant des difficultés d'apprentissage
— Il est chargé de l'implantation de méthodes et autres moyens pédagogiques adaptés aux besoins des élèves en difficulté d'adaptation et d'apprentissage; il doit également conseiller les personnes concernées par ces questions (Dénombrement flottant)
— Il peut se voir confier toutes autres responsabilités inhérentes à sa fonction.

QUALIFICATIONS:

Baccalauréat spécialisé en orthopédagogie ou en enfance inadaptée comportant au moins 30 crédits en troubles d'apprentissage.

SALAIRE:

Contrat d'enseignant avec salaire conforme à cette catégorie de personnel.

Les candidats(es) intéressés(es) doivent faire parvenir aussitôt que possible leur curriculum vitae à l'attention de:

COMMISSION SCOLAIRE DE CHÂTEAUGUAY
DIRECTEUR DU PERSONNEL
184 SALABERRY NORD,
CHÂTEAUGUAY
J6J 4K9

C.L.S.C. CHAPAI

MÉDECIN

FONCTION:

— Participe au sein d'une équipe multidisciplinaire, aux programmes de prévention et de soins
— Dispense les soins de première ligne et les services externes généraux
— Collabore activement à l'élaboration, à la mise en œuvre et au développement des programmes d'intervention dans les domaines de la prévention médicale et des soins curatifs adaptés aux besoins de la population à desservir.

EXIGENCES:

— Omnipraticien reconnu par le Collège des Médecins.
— Intérêt à la pratique générale et à la médecine préventive.
— Disponibilité à travailler un soir par semaine. Semaine de travail de 45 heures (possibilité de garde la nuit et les fins de semaine).

SALAIRE:

Selon les normes en vigueur au Ministère des Affaires Sociales.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le vendredi 3 décembre 1976 à:

C.L.S.C. Chapais,
32 — 3ième avenue,
C.P. 1300,
Chapais, P.Q.
À l'attention: du Directeur Général.



DIRECTEUR COMPTABILITÉ

Le Groupe Prévoyants du Canada recherche pour sa compagnie d'assurance générale un directeur des services comptables.
Relevant du contrôle de la compagnie, le/la candidat (E) recherché (e), en plus d'exercer sa compétence dans les diverses opérations comptables et financières de la compagnie, assumera la gestion des ressources humaines du service de la comptabilité et assurera la liaison avec les directeurs des autres services.

Le/la candidat (e) devra compter un minimum de 5 ans d'expérience pertinente en comptabilité ou vérification comptable et être détenteur d'un diplôme de C.A. ou C.G.A. Cependant, une connaissance approfondie des théories et pratiques comptables propres à une compagnie d'assurance générale serait définitivement un atout très appréciable.

Les conditions de travail et bénéfices marginaux sont avantageux et le traitement sera discuté suivant les critères de qualifications et d'expérience.
Toute demande accompagnée d'un "curriculum vitae" et accompagnée d'une lettre de recommandation sera traitée confidentiellement.

LES PRÉVOYANTS DU CANADA

Services du Personnel
801 est, rue Sherbrooke,
Montréal H2L 1K8

VILLE DE ST-ANTOINE offre d'emploi TRÉSORIER

POSTE: Trésorier.

DÉFINITION: Responsable de la comptabilité générale de la Ville conformément à la loi. Responsable de la planification budgétaire de la Ville.

EXIGENCES DU POSTE:

— Diplôme universitaire en comptabilité ou sciences connexes et/ou expérience jugée équivalente;
— Capacité à diriger une équipe de travail;
— Capacité à travailler en équipe;
— Capacité à mettre sur pied un système à la mesure de la Ville;
— Posséder des connaissances en informatique.

SALAIRE ET AVANTAGES SOCIAUX: A discuter.

Les Candidats(es) intéressés(es) doivent faire parvenir leur "curriculum vitae" avant le 26 novembre 76 à:

VILLE DE ST-ANTOINE,
à: Directeur du personnel,
854 boul. St-Antoine,
Ville de St-Antoine, Cte Prévost.

ADMINISTRATEUR DU PERSONNEL POSTE INTERMÉDIAIRE

Compagnie manufacturière d'importance nationale, dont le siège social se trouve à Lachine, Québec, cherche une personne avec expérience en qualité d'administrateur du personnel. La personne choisie sera responsable des procédures de recrutement et de licenciement, y compris le placement d'annonces et les entrevues avec les candidats.
Détenteur(trice) d'un B.A. ou d'un B.Com., avec expérience des relations industrielles, y compris les négociations ouvrières. Belles possibilités de carrière pour personne bilingue. Salaire proportionnel à l'expérience.

SURVEILLANT DU CRÉDIT

On recherche une personne bilingue, expérimentée et alerte pour s'occuper des communications téléphoniques du personnel concernant le crédit et le recouvrement. Doit avoir acquis une solide expérience dans ce domaine et être familier avec les méthodes de vérification du crédit auprès des banques, etc... Salaire en fonction de l'expérience.

Veuillez adresser votre résumé académique et professionnel au:



Directeur général
METALWORKS LTD
1200, 50e avenue
LACHINE, Québec, H8T 2V4



C.L.S.C. DES SEIGNEURIES
(St-Amable, Calixa-Lavallée, Ste-Julie,
Boucherville, Verchères, Varennes)

RECHERCHE:

COORDONNATEUR(TRICE) (1)

TÂCHE:

Sous l'autorité du Directeur général, il (elle) dirige une équipe multidisciplinaire de 8 personnes affectées à un secteur du territoire. Participe à la gestion budgétaire, à l'embauche et à l'évaluation du personnel, à la planification, à l'étude des besoins.

EXIGENCES:

— Diplôme universitaire en service de santé ou service social
— Expérience de travail, minimum de 7 ans
— Études ou expérience en gestion, un atout.

MÉDECINS (3) CONSEILLER SOCIAL (1) PSYCHOLOGUE (1) NUTRITIONNISTE (1)

EXIGENCE: — Diplôme universitaire

RÉMUNÉRATION: Selon les normes du ministère des Affaires sociales.

DATE LIMITE: Faire parvenir votre demande écrite accompagnée de votre curriculum vitae à l'adresse suivante avant le 27 novembre 1976.

C.L.S.C. DES SEIGNEURIES

2050, boul. Marie-Victorin,
Varennes, Qué.
À l'attention du Directeur général

AGENT Service aux Sociétés

Nous avons présentement un poste à pourvoir au sein de notre Service aux Sociétés.

Le titulaire aura la responsabilité de l'administration au jour le jour des comptes de sociétés ainsi que des fonctions au niveau de la gestion du personnel.

Le candidat idéal doit posséder une expérience antérieure dans une entreprise bancaire ou fiduciaire, être bilingue, et avoir de la maturité et de l'initiative.

Le salaire sera basé sur les qualifications et l'expérience. Excellents avantages sociaux et occasions de carrières intéressantes.

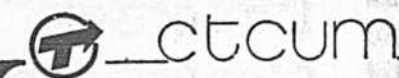
Veuillez adresser votre curriculum vitae, à titre confidentiel en décrivant votre formation et exigences salariales à:

Laura Varano
Adjointe au personnel

Trust Royal

630 ouest, boul. Dorchester, 6e étage
Montréal, Québec H3B 1S6

Ce concours s'adresse également aux hommes et aux femmes.



TECHNICIENS DISTRIBUTION DE PUISSANCE RÉSEAU DU MÉTRO — SERVICE DU GÉNIE

FONCTION:

Est principalement attitré à l'exécution de tâches techniques de nature para-professionnelle aux fins de réalisation de projets complexes à court ou à long terme relatifs à des modifications, changements, vérifications des installations fixes de la CTCUM.

EXIGENCES:

— Degré éducationnel équivalent à une formation technique en électro-dynamique.
— Posséder une expérience pertinente des travaux d'entretien et/ou des études techniques reliées à la distribution de puissance.

RÉMUNÉRATION:

— Salaire avantageux, selon la compétence.
— Emploi stable.
— Avantages sociaux substantiels.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

LOUIS-MARIE GILL,
121 OUEST, rue CRAIG,
MONTRÉAL, H2Z 1H3

CENTRE HOSPITALIER HÔPITAL D'YOUVILLE DE SHERBROOKE CHEF DU SERVICE D'ORTHOPHONIE-AUDIOLOGIE

NATURE DE LA FONCTION:

Sous l'autorité du Directeur des services hospitaliers, le/la titulaire coordonne et contrôle les activités relatives à l'évaluation et à la classification de troubles de la voix, de la parole, du langage et/ou de l'ouïe dans le but d'assurer à des bénéficiaires le traitement adéquat.

QUALIFICATIONS:

— Formation académique:
— Requis: Diplôme d'études universitaires de quatre ans de sciences de la santé (audiologie-orthophonie).

— Membre en règle de son association professionnelle.

Qualités personnelles:

Le/la titulaire doit être clairvoyant, avoir le sens de l'organisation et toutes les autres qualités nécessaires à une saine administration.

Salaire: Selon les normes du ministère des Affaires sociales.

Faire parvenir curriculum vitae avant le 1er décembre 76 à:

Directeur du personnel,
Centre hospitalier Youville,
1036, rue Belvédère-Sud,
Sherbrooke, Québec.

Directeur Régional des Ventes

Systems Approach Limited, une des principales firmes canadiennes spécialisées dans l'informatique (matériel, logiciel et consultation) recherche directeur des ventes pour la mise en marché d'un nouveau produit rattaché au secteur télécommunications, le IM70. Celui-ci est un terminal d'un type nouveau permettant d'accélérer le traitement des données tout en réalisant des économies appréciables.

Le directeur des ventes sera attaché au bureau de Montréal et dépendra du gérant des ventes d'Ottawa. La personne choisie aura une expérience considérable de tout ce qui touche à l'informatique, principalement des terminaux RJE et des mini-ordinateurs.

Le poste intéressera les personnes bilingues, énergiques, dynamiques et désireuses de se tailler une place de choix au sein d'une firme en pleine expansion. Le traitement offert est des plus intéressants et s'assortit d'une allocation de transport.

Les personnes intéressées sont invitées à communiquer avec:

Gérant des Ventes
division des produits d'ordinateurs
1719 boul. St-Laurent,
Ottawa, Ont. K1G 3V4
(613) 523-1700



SYSTEMS
APPROACH
LTD.

DIRECTEUR DES SERVICES D'ENTRÉPÔT

Une entreprise dynamique en pleine expansion et leader de son industrie est à la recherche d'une personne capable d'organiser et diriger ses services d'entrepôt.

QUALIFICATIONS:

— Posséder une bonne expérience dans le domaine ou dans un domaine connexe;
— Avoir un esprit de conception;
— Posséder une bonne connaissance des systèmes d'entreposage, de manutention, d'inventaire et d'expédition;
— Posséder des qualités d'initiative et d'enthousiasme;
— Connaître quelques applications en informatique serait un atout;
— Être bilingue.

FONCTIONS:

Diriger les activités de réception, d'entreposage, de préparation des commandes et d'expédition.

RÉMUNÉRATION: Selon expérience et qualifications.

ENDROIT: Ville Saint-Laurent

Veuillez écrire en toute confiance à:

La Presse Réf. 17714
C.P. 6041, Succ. "A", Montréal H3C 3E3

COMPTABLE

Gérant(e) de bureau

Direction complète d'entreprise moyenne d'importations. Capacité d'accomplir toutes les fonctions relatives à la comptabilité et diriger le bureau. Salaire selon compétence.

Fournir le "curriculum vitae" à:

DRANNE INC.
1896 Orléans, Montréal

AVOCAT CRIMINOLOGISTE

demandé(e)

avec quelques années d'expérience

Prière d'envoyer votre "curriculum vitae" à:
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE LA RIVE SUD
1050 ouest, boul. Curé-Poirier
Longueuil, Québec

REPRÉSENTANTS(ES) COMMERCIAUX(LES)

Si vous possédez une connaissance des affaires et de la vente, vous possédez une voiture. Nous vous offrons un emploi stable. Postes ouverts: Région de Montréal, et toutes villes importantes au Québec (un représentant par ville seulement). Revenu \$18,000 et plus assuré.

Pour rendez-vous, téléphonez entre 9:30 heures a.m. et 11:00 heures a.m. à:
Montréal 527-4109

Directeur des charges fiscales

Voici une occasion unique pour le spécialiste en fiscalité de se joindre à l'équipe de gestion financière de Steinberg, à son siège social de Montréal. Étant l'une des plus grandes et des plus prospères sociétés canadiennes, Steinberg peut offrir d'emblée au titulaire du poste la responsabilité d'un cadre supérieur combinée à de réelles possibilités de progression de carrière dans l'avenir.

Relevant du vice-président, Trésorier et contrôleur, le (la) titulaire aura l'entière responsabilité de la planification et de la mise en œuvre de la politique fiscale globale de l'ensemble des compagnies de la maison. Ses fonctions comprendront également la gestion de tous les programmes fiscaux, soit: la fiscalité du siège social, les taxes de vente et des denrées, les tarifs douaniers ainsi que les autres domaines connexes.

les candidats devront posséder une formation universitaire en comptabilité ou en droit. La personne idéale aura fait partie d'une équipe de direction, au sein d'une étude comptable ou légale ou dans une grande société traitant de fiscalité provinciale ou fédérale et s'occupant de négociations avec les autorités concernées.

Le salaire de départ reflétera l'importance de ce poste et le titulaire bénéficiera de notre gamme complète d'avantages sociaux.

Veuillez faire parvenir un curriculum vitae détaillé à l'adresse ci-dessous, en mentionnant le numéro de référence 6P111337. Discretion assurée.

Barbara Steinberg
Service d'embauche
STEINBERG LIMITÉE
1500 avenue Atwater
Bureau 1105
Montréal, Québec H3Z 1Y3
(514) 931-3538

(Ce poste est également ouvert aux hommes et aux femmes)



LE COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT
GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL
ANDRÉ-LAURENDEAU

requiert les services d'un(e)

DIRECTEUR(Trice) DES SERVICES ÉDUCATIFS

ATTRIBUTIONS:

- Remplir toutes les fonctions de l'administration (direction, planification, coordination, organisation, décision, contrôle) du champ d'activités des services de l'enseignement et des services aux étudiants.
- Être responsable des services suivants: secrétariat pédagogique, aide pédagogique individuelle, recherche et expérimentation, techniques audio-visuelles, éducation des adultes, centres de documentation (bibliothèque et audio-vidéothèque), secteur d'enseignement.
- Être responsable de l'application du régime pédagogique, des programmes d'études et des méthodes pédagogiques. Avoir la responsabilité d'organiser l'enseignement et d'établir les horaires et les aménagements nécessaires.
- Avoir la responsabilité d'organiser et de coordonner les divers services offerts aux étudiants, tels que culte et pastoral, santé clinique, placement et assistance financière aux étudiants, loisirs et sports, psychologie et service social, services socio-culturels, résidence.
- Évaluer le personnel sous sa responsabilité.

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ:

- Diplôme universitaire exigeant un minimum de seize (16) années d'études en sciences de l'éducation, en administration scolaire ou dans une des disciplines d'enseignement.
- Dix (10) années d'expérience pertinente dont au moins trois (3) à un poste de direction ou l'équivalent.

TRAITEMENT:

Selon les échelles de traitement de la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

Le (la) candidat(e) doit faire parvenir son "curriculum vitae" au plus tard le 26 novembre 1976 à 17.00 heures à:

M. André Tétrault
Directeur du Service du personnel
CEGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
1111, rue Lapierre
LaSalle, Québec

Comptable agréé

Supervision

À la suite d'une promotion interne, notre client, une société canadienne de renommée internationale, est à la recherche d'un individu qui fera parti de l'équipe de gestion financière à leur bureau administratif situé à Montréal.

Relevant du directeur du service, le titulaire sera responsable de la comptabilité, de l'analyse et du contrôle financier pour un groupe de filiales de cette entreprise. Le titulaire aura aussi la possibilité de participer à des études de fusion et d'acquisition.

Les candidats intéressés auront été récemment admis dans l'ordre des comptables agréés. En plus, les candidats veulent débiter une carrière dans une entreprise industrielle offrant de l'avancement assuré à ceux pouvant relever les défis qu'offre ce poste. Les candidats devront maîtriser parfaitement les deux langues.

Ce concours est ouvert également aux hommes et aux femmes.

Vous référant au dossier 67-11-561C, veuillez adresser votre demande à
Michael P. Tinker, Suite 835, 1 Place Ville Marie, Montréal, Québec H3B 2A3 (514) 861-7481

P.S. ROSS & ASSOCIÉS
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

MEMBRE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

OPÉRATEUR- PUPITREUR (2)

LA FÉDÉRATION
DE QUÉBEC
DES CAISSES
POPULAIRES
DESJARDINS
150 AVENUE DES
COMMANDEURS,
LÉVIS, QUÉBEC,
G6V 6P8

La Fédération de Québec des Caisses Populaires Desjardins opère un vaste centre de traitement informatique composé de trois ordinateurs IBM 370/158 reliés à près de 600 caisses populaires.

Pour son centre de traitement à Montréal, la F.Q.C.P.D. sollicite des candidatures pour deux postes d'opérateur-pupitreur (Opérateur senior).

Les candidats recherchés possèdent un diplôme d'études collégiales avec spécialisation en informatique ou l'équivalent et ont opéré pendant quelques années dans un moyen ou grand centre informatique. Une connaissance des systèmes d'exploitation OS, VS et JES2 du JCL et des utilitaires IBM est un atout.

Le salaire varie en fonction des qualifications et de l'expérience.

Les candidats intéressés font parvenir un curriculum vitae avant le 20 novembre 1976, à la Direction du Personnel, la Fédération de Québec des Caisses Populaires Desjardins, 1 Complexe Desjardins, C.P. 7, succursale Desjardins, Montréal, H5B 1B2.

La Sécurité Assurances Générales

Société faisant partie du Mouvement Desjardins

ANALYSTE

Organisation méthode et informatique

Fonctions:

- Analyser les besoins ou les problèmes de l'utilisateur en matière de traitement de l'information.
- Donner des avis sur l'utilisation des procédés de traitement manuel et mécanique des données.
- Concevoir et élaborer les procédés administratifs relatifs au système et tenant compte des besoins des utilisateurs.
- Élaborer des manuels de procédés administratifs.
- Assister les utilisateurs des systèmes sur les questions touchant leur application.
- Participer à l'implantation des suggestions acceptées par les intéressés et donner les directives fonctionnelles aux personnes impliquées.

Qualifications:

- Diplôme universitaire et un minimum de 5 ans d'expérience ou équivalent.
- La connaissance de l'assurance et des langages COBOL et/ou EXTRACTO serait un atout.

Salaire:

— Selon expérience et qualifications.

Prière de faire parvenir curriculum vitae au:

Service du Personnel

La Sécurité

1 complexe Desjardins, suite 1722

Montréal, Qué. H5B 1B1

(ce poste est également ouvert aux hommes et aux femmes)

ANALYSTE- PROGRAMMEUR

La Société Pâtes Domtar Ltée recherche les services d'un(e) analyste-programmeur.

Le Poste

Travaillant au siège social à Montréal, le (la) titulaire s'occupera de la conception technique détaillée des systèmes d'application nouveaux et modifiés, de rédiger des programmes d'ordinateur, d'assister les programmeurs et de coordonner l'implantation sur ordinateur des applications programmées. Les systèmes d'applications toucheront principalement les secteurs des inventaires et des systèmes manufacturiers.

Le (La) Candidat(e)

Devra posséder 2 à 3 ans d'expérience industrielle du langage de programmation COBOL ANS sur système d'exploitation OS (IBM 360-370), devra avoir coordonné le développement et l'implantation d'au moins un système d'application d'envergure, devra avoir démontré des qualités de chef d'équipe et être capable de travailler de façon autonome. Une bonne connaissance du français et de l'anglais est nécessaire.

La connaissance de l'ordinateur IBM système/3, du langage de programmation RPG II et l'expérience des techniques de programmation structurées constituent des atouts certains.

Veuillez faire parvenir, en toute confiance, votre curriculum vitae et vos exigences salariales en rappelant le dossier no. M67128, à:

Services d'emploi

DOMTAR LIMITÉE

C.P. 7210

Montréal, Québec

H3C 3M1

TECHNICIEN-DESSINATEUR-PROJETEUR DE CONSTRUCTION DE GÉNIE CIVIL

Une société canadienne d'exploitation de brevets dont les licences portent sur une nouvelle technique et un nouveau matériel de construction recherche les services d'un technicien-dessinateur-projeteur de construction de génie civil.

Le titulaire sera appelé à travailler en étroite collaboration avec des ingénieurs et des contremaîtres tant dans le secteur privé que dans les administrations publiques.

Les candidats devront être citoyens canadiens bilingues et posséder une formation qui comprendra une connaissance des mathématiques, du dessin industriel, de la technologie de la construction et de la topographie élémentaire. Il est en outre souhaitable que le candidat ait une expérience d'au moins cinq années au service d'une firme d'entrepreneurs ou d'un bureau d'études dans la préparation et le dessin des projets, le contrôle de travaux, de coûts et de programmes.

La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience du candidat. Il devra avoir montré dans le passé son goût des responsabilités et son aptitude à communiquer avec aisance et fermeté.

Bien que le siège social de l'entreprise soit situé à Montréal, les postulants devront consentir à des déplacements fréquents mais de peu de durée.

Les perspectives d'avenir sont fort intéressantes pour celui qui saura participer au développement de cette jeune société.

Ce poste est ouvert également aux hommes et aux femmes.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à:

Bélanger, Chabot et Associés

C.P. 30, Tour de la Bourse, Montréal, Québec H4Z 1A2

Membre de l'Association canadienne des conseillers en administration

NOMA prend de l'expansion...

Joignez vous à notre personnel de vente... À Montréal 1 nouveau poste s'ouvre... pour occupation immédiate.

recherchons 1 REPRÉSENTANT

- Bilingue
- expérimenté dans la vente et oeuvrant depuis au moins 5 ans (une connaissance de la vente aux magasins à chaîne ainsi qu'aux grossistes en quincaillerie et aux distributeurs en électricité est un atout)
- Dynamique et motivé (self starter)
- Autodiscipliné (pouvant travailler avec peu de surveillance)
- Professionnel (ayant le souci de l'organisation, de la planification et du travail minutieux).

(Ce poste est également ouvert aux hommes et aux femmes)

Si les normes exigées vous habitent correctement, écrivez-nous à:

LES INDUSTRIES NOMA LTÉE
Place Bonaventure, C.P. 821
Montréal, Qué. H5A 1E5

P.S. Ce poste n'intéressera que les personnes dont le salaire est d'environ \$12,000.

SOUSCRIPTEUR

ASSURANCES DES PARTICULIERS

FONCTIONS:

Sous la responsabilité du directeur du service, reçoit les propositions d'assurance, établit les conditions de souscription, participe à l'élaboration des politiques de souscription et entretient un contact régulier avec les courtiers.

QUALITÉS REQUISES:

- Formation de niveau collégial ou universitaire.
- Aptitudes et motivation pour les communications personnelles et les relations humaines.
- Une expérience en souscription.
- Capacité de communiquer en français et en anglais.

TRAITEMENT:

Dans une échelle de salaire se situant entre \$10,000 et \$15,000.

Les intéressés doivent communiquer avec:

LORRAINE PRUNEAU

933-7571

ou s'adresser à:

LUMBERMENS MUTUAL CASUALTY COMPANY

1550 ouest, boul. de Maisonneuve, Suite 901

ACHATS ET MARKETING

Poste vacant dans une chaîne de magasins d'alimentation en plein essor.

Le candidat choisi (la candidate choisie) sera bilingue et résidera dans la région de Montréal.

Les responsabilités incluent l'achat de marchandises, conformément aux besoins du marché local.

La compagnie offre une généreuse gamme d'avantages sociaux.

Excellent salaire de début.

Discretion assurée. Veuillez adresser toute demande, incluant qualifications, expérience et salaire souhaité à:

LA PRESSE, réf. 17719

C.P. 6041, Succ. "A"

Montréal H3C 3E3

Recherchons:

HYGIÉNISTE DENTAIRE

Au Centre Dentaire Mayrand (4 dentistes)

826 Mayrand

Ste-Foy, Québec

688-1632

MARKETING MATÉRIAUX INGÉNIÉRIE

Amplitrol, entreprise grandissante dans la conception, la fabrication et la fourniture de dispositifs de sécurité électroniques de haute qualité cherche des candidats expérimentés qui se joindront à une équipe de travailleurs dynamiques.

DIRECTEUR - MARKETING COMMERCIAL

Nous recherchons un candidat bilingue qui se chargera de la mise au point et en œuvre d'une stratégie commerciale comprenant des programmes établis en fonction des objectifs à court et à long termes dans une industrie de croissance rapide. Le candidat idéal est diplômé d'université, avec esprit d'initiative, possédant au moins cinq ans d'expérience en marketing et ayant fait ses preuves dans un poste d'encadrement dans le secteur des dispositifs de sécurité d'usage commercial.

SURVEILLANT-MATÉRIAUX

Responsabilités: achats, gestion d'inventaire, planification de la production, expédition et réception. Le candidat idéal est tout à fait bilingue, diplômé d'université et il possède au moins cinq ans d'expérience réussie dans l'industrie de l'électronique. Il a fait preuve de compétence dans l'administration commerciale et il possède la capacité, l'intérêt et l'initiative nécessaires pour collaborer avec les services des ventes, de marketing et de production en vue d'offrir les meilleurs services possibles à la clientèle et d'atteindre les objectifs de l'entreprise.

INGÉNIEUR DE CONCEPTION ÉLECTRONIQUE

Nous recherchons un ingénieur bilingue connaissant les circuits de conception digitale et la logique C-MOS. Le candidat idéal a fait ses preuves dans la coordination des autres fonctions d'organisation en vue d'assurer la conformité des produits finis aux objectifs techniques, économiques et aux exigences de temps. Au moins trois ans d'expérience, esprit d'initiative, poste aux responsabilités croissantes.

Postes également ouverts aux femmes et aux hommes

Si l'un ou l'autre de ces postes de carrière vous intéresse, veuillez présenter un curriculum en précisant les antécédents de salaire à:

Directeur des relations de travail

AMPLITROL ELECTRONICS LIMITED

51, boul. Marie-Victorin

Candiac, Qué. J5R 1B7

AMPLITROL
SUBSIDIARE DE Honeywell

carrières

ET PROFESSIONS

N.B.: Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

la presse

MONTREAL
SAMEDI 13 NOVEMBRE 1976



Union Régionale
de Trois-Rivières
des Caisses Populaires
Desjardins

ANALYSTE EN CRÉDIT Commercial et Industriel.

L'Union Régionale de Trois-Rivières des Caisses populaires Desjardins recherche un candidat d'expérience pouvant assumer, au sein du service financier, les responsabilités et relever les défis rattachés à la fonction.

Sous l'autorité du directeur du service financier, il reçoit et analyse des demandes d'emprunt faites aux caisses populaires affiliées et assujetties à l'approbation de l'Union Régionale. Il analyse les demandes d'emprunt en vue de leur acceptation par le Conseil d'administration ou la Commission de Crédit selon le cas. Il participe à la création et au développement des politiques, des méthodes et mécanismes nécessaires au bon fonctionnement du service des prêts.

LE CANDIDAT:
Le candidat doit posséder un diplôme universitaire de premier cycle en administration et une expérience d'au moins quatre (4) ans dans le domaine du crédit commercial et industriel; ceux qui n'ont pas de diplôme universitaire pourront être considérés dans la mesure où ils ont une expérience riche et variée dans le domaine et qu'ils ont les connaissances requises pour assumer à court terme toutes les responsabilités reliées à la fonction.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL:
Le salaire variera selon l'expérience et les qualifications à l'intérieur de l'échelle prévue pour un poste de cette importance.

Avantages sociaux usuels.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 22 NOVEMBRE 1976 au Service du Personnel à l'Union Régionale de Trois-Rivières des Caisses Populaires Desjardins, 2000 boul. des Recollets.

MARCEL GROLEAU
Conseiller en Personnel

Ce poste est ouvert également aux hommes et aux femmes.



ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES REGISTRAIRE

Sous l'autorité du secrétaire général de l'École et en collaboration avec les secrétaires de programmes, le registraire a la responsabilité de l'admission, de l'inscription et de l'administration des activités de publicité et d'information relatives aux programmes et coordonne la préparation des horaires de cours et d'examen et la transmission des résultats. Le candidat recherche aura acquis une formation universitaire de premier cycle pertinente à la fonction et aura su démontrer, au cours d'une vaste expérience reliée aux fonctions du poste, une très bonne connaissance des programmes universitaires et des activités s'y rattachant.

Nous offrons une rémunération pouvant varier entre \$25,000 et \$30,000 ainsi qu'une excellente gamme d'avantages sociaux.

Les candidats (es) intéressés (es) feront parvenir leur curriculum vitae avant le 22 novembre 1976 au:

Service du personnel
École des Hautes Études Commerciales
5255, avenue Decelles
Montréal, Québec
H3T 1V6
Tél.: 343-4335

CONTRÔLEUR ET DIRECTEUR DU PERSONNEL

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS:

- Préparation et présentation des budgets (environ \$2,500,000 actuellement), des états financiers et rapports divers.
- Contrôle des revenus et dépenses du bureau divisionnaire et des succursales.
- Évaluation des tâches, préparation des échelles de salaire, implantation des politiques salariales et des bénéfices sociaux, administration de l'embauchage du personnel et des conventions collectives.
- Administration des immeubles et des programmes d'assurance.
- Contrôle des systèmes et de la qualité du travail dans les départements de la comptabilité, de la paye et du personnel.

QUALITÉS REQUISES:

- Connaissance pertinente de la comptabilité et des relations de travail.
- Expérience suffisante de l'organisation et de l'administration du personnel.
- Expression verbale et écrite de façon courante en français et anglais.
- Esprit d'initiative, bon jugement et personnalité agréable.

SALAIRE:

Ce poste devrait intéresser les candidats qui gagnent de \$15,000 à \$20,000 par an.

LIEU DE TRAVAIL:

Montréal

Les personnes intéressées à ce poste doivent adresser leur demande et leur "curriculum vitae" à:

Commissaire, Division du Québec,
La Société canadienne de la Croix-Rouge
2170 ouest, boul. Dorchester, Montréal, Qué. H3H 1R6

ATCO

SUPERVISEUR DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS

Nous sommes à la recherche d'un Superviseur de la Prévention des Accidents pour notre équipe de direction, secteur Ressources Humaines, en pleine expansion.

Relevant du Directeur des Ressources Humaines, le candidat devra assister nos filiales dans les domaines de la prévention des accidents, du contrôle d'absentéisme et des services médicaux dans les compagnies et les usines.

Si vous êtes un(e) professionnel(le) bilingue et avez une solide expérience surtout en prévention des accidents et en relations industrielles, communiquez avec:

M. Edmond Couillard au poste 363

ATCO (EASTERN) LTD.

555, avenue Dollard, Ville LaSalle, Québec.
(514) 363-4430



LE RENFORT INC.

demande

CHEF D'UNITÉ de réadaptation

NATURE DE LA FONCTION:

- Coordonner et contrôler les activités relatives à la vie en groupe des bénéficiaires de son (ses) unité(s) dans le but de leur assurer un milieu favorisant leur réadaptation.

FORMATION:

- Diplôme universitaire, premier cycle en sciences humaines ou diplôme d'études collégiales en techniques d'éducation spécialisée.

Minimum de 3 ans d'expérience professionnelle.

EXPERIENCE:

- Minimale: 1 an d'expérience professionnelle reliée à sa formation.
- Supplémentaire: avoir déjà occupé un poste de responsabilité et avoir déjà travaillé auprès de handicapés mentaux.

CONDITIONS SALARIALES:

- Selon l'échelle de rémunération des cadres du ministère des Affaires sociales.

Les personnes intéressées feront parvenir avant le 24 novembre prochain leur curriculum vitae au:

Directeur du personnel
LE RENFORT INC.
53, Place le Renfort,
St-Luc, Cité de St-Jean,
Qué. J0J 2A0

INFORMATIQUE + DE 80 POSTES

De nombreuses entreprises font actuellement appel à nos services pour les aider à combler les postes vacants dans le secteur de l'informatique.

Des opportunités immédiates se présentent pour des candidats (es) possédant des qualifications dans les champs d'activités suivants:

- REPRÉSENTANT DE VENTES \$28K
- CHEFS DE PROJETS \$25K
- ANALYSTES DE SYSTÈMES \$24K
- PROGRAMMEURS EN LOGICIEL \$20K
- PROGRAMMEURS-ANALYSTES \$16K
- TECHNICIENS \$13K

Appelez-nous immédiatement à 844-3454 ou faites parvenir votre "curriculum vitae" à:

SP SYSTEMATIX PERSONNEL INC.
388 ST-JACQUES
MONTREAL P.Q. H2Y 1S1

DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS

FONCTION:

Personne qui en collaboration avec le directeur général et le personnel effectue des travaux administratifs relatifs à la gestion du personnel, à la gestion financière et à l'organisation du travail.

EXIGENCES:

- Diplôme en comptabilité ou sciences connexes;
- Capacité à diriger une équipe de travail
- Capacité de travailler en équipe

CONDITIONS DE TRAVAIL:

Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales

SALAIRE: \$14,854 à \$20,938

selon les qualifications et l'expérience.

Faire parvenir "curriculum vitae" au:

Directeur général

MAISON DE LA PROVIDENCE

5436 boul. Lévesque

St-Vincent-de-Paul, Laval

Tél.: 661-5440

COMPTABLE AGRÉÉ

Notre firme de comptables agréés est à la recherche d'une personne C.A. pour notre bureau situé à Joliette et regroupant vingt-cinq personnes. Sa tâche consistera principalement à reviser les dossiers de vérification, à agir comme chercheur et à fournir l'information au personnel affecté à la vérification.

METU, METU & CIE, C.A.

450, boul. St-Jean

Joliette, Qué. J0E 4Z9

(514) 739-0601, (Mtl) 388-5377



Centre hospitalier ultra-spécialisé de courte durée de 517 lits affilié à l'Université Laval
recherche

DIRECTEUR(TRICE) DES SERVICES PROFESSIONNELS

SOMMAIRE DE LA FONCTION:

Sous l'autorité du directeur général, le directeur des services professionnels doit:

- Planifier, coordonner et contrôler les activités professionnelles et scientifiques de l'établissement dans le but d'assurer la qualité des actes médicaux et dentaires;
- Vérifier le fonctionnement des comités du Conseil des médecins et dentistes du Conseil consultatif du personnel clinique; s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs fonctions, et, dans le cas du Conseil des médecins et dentistes, s'assurer qu'il contrôle adéquatement les actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Membre en règle de la Corporation professionnelle des médecins du Québec;
- De préférence, une maîtrise en administration (M.B.A. ou M.A.H.), ou une expérience équivalente en administration.

TRAITEMENT ET AVANTAGES SOCIAUX:

- Salaire: En fonction de la nouvelle politique salariale du M.A.S.
- Avantages sociaux: En conformité avec ceux en vigueur pour les cadres des établissements de santé du Québec.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur "curriculum vitae" avant le 27 novembre 1976 au:

Directeur général
HÔPITAL DE L'ENFANT-JÉSUS
1401, 18e Rue
Québec G1J 1Z4

(Toute correspondance sera traitée de façon confidentielle)



COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT
GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL
DE LIMOILLOU
CONCOURS NO: 11-146-C

DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS

DESCRIPTION DE LA TÂCHE:

Sous l'autorité du coordonnateur général, il planifie, organise, coordonne et contrôle:

- l'élaboration des budgets;
- les systèmes et procédures comptables;
- la vérification interne;
- la gestion des biens physiques et matériels du Collège: achats, inventaires, protection et sécurité, entretien, réparation et rénovation;
- les services alimentaires.

QUALIFICATIONS REQUISES:

Diplôme universitaire terminal de 1er cycle dans un champ de spécialisation appropriée, notamment en administration ou en gestion; posséder huit (8) années d'expérience pertinente. Cependant, à titre exceptionnel, pourra être admis un candidat qui ne possède pas la formation académique requise, mais qui possède une expérience pertinente à la fonction et supérieure aux critères minimaux; de même un candidat dont la formation répond aux exigences des critères d'admissibilité et dont les qualités supérieures compensent une expérience inférieure à celle prévue par les critères d'admissibilité.

TRAITEMENT:

Entre \$19,870 à \$31,842

Les personnes intéressées devront soumettre un "curriculum vitae" détaillé avant le 26 novembre 1976 à 17h. au:

Service du personnel
CEGEP DE LIMOILLOU
1300, 8e avenue
Québec G1J 2N1

Bell
Canada

Bibliothécaire professionnel

(Ce poste est ouvert aux hommes et aux femmes.)

Bell Canada recherche un bibliothécaire professionnel pour travailler à son siège social à Montréal. Il sera responsable des services techniques, participera aux travaux de recherche et s'occupera de diverses fonctions administratives.

Qualifications:

- Instruction: Baccalauréat ou Maîtrise en Bibliothéconomie d'une école reconnue.
- Expérience: On accordera la préférence aux candidats ayant une certaine expérience spécialement dans les bibliothèques d'entreprises.
- Salaire Initial: Entre \$12,000 et \$15,000 selon l'expérience et les qualifications.

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard le 3 décembre, 1976 à:

Lorraine Vézina
Directeur au recrutement
Bell Canada
601 ouest, rue Legault
Montréal H3C 3G4

Un emploi chez Bell, c'est une question de compétence.

GÉRANT DE L'INFORMATIQUE

Un défi intéressant est ouvert aux gestionnaires désirant œuvrer dans un secteur dynamique et d'actualité.

Relevant du vice-président finance et trésorier, le gérant de l'informatique aura l'entière responsabilité, en collaboration avec l'équipe sous sa direction, d'assurer la planification, le développement et l'exécution de toutes les activités de son Service.

Bilingues et de formation universitaire, les candidats sont dotés d'une solide expérience de direction. De plus, ils ont su démontrer des qualités d'initiative, de maturité et de leadership, et se gardent à la fine pointe des développements technologiques dans leur champ d'activités.

Le salaire sera déterminé en fonction des qualifications auxquelles se rattache un éventail complet d'avantages sociaux.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à:

M. Luc Meilleur
Directeur, Relations ouvrières
(Ce poste est également ouvert aux hommes et aux femmes.)

Gaz Métropolitain, inc.

1717 du Havre, Montréal - (514) 527-8455



ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

DIRECTEUR (TRICES) DES SERVICES AUX ÉTUDIANTS

Relevant du Secrétaire général de l'École, le (la) directeur (trice) des services aux étudiants aura à s'occuper entre autres de: planifier, organiser, diriger et contrôler les activités des divers services offerts à la population étudiante de l'École au titre des services aux étudiants; entretenir, réviser et améliorer la qualité des services offerts aux étudiants; maintenir et favoriser les relations entre les étudiants et l'administration.

Les candidats (tes) intéressés (sées) possèdent une formation universitaire de premier cycle pertinente à la fonction ou l'équivalent. Ils auront su acquérir, au cours d'une expérience de quelques années, une bonne connaissance du réseau de support financier et d'aide générale aux étudiants.

Nous offrons une rémunération pouvant varier entre \$15,000 et \$20,000 ainsi qu'une excellente gamme d'avantages sociaux.

Les candidats (tes) intéressés (sées) feront parvenir leur curriculum vitae avant le 22 novembre 1976 au:

Service du personnel
École des Hautes Études Commerciales
5255, avenue Decelles
Montréal, Québec
H3T 1V6
Tél.: 343-4335



COLLÈGE DE ROSEMONT
DÉPARTEMENT DES TECHNIQUES
D'INHALOTHÉRAPIE ET D'ANESTHÉSIE:

2 professeurs d'enseignement clinique à plein temps pour la session d'hiver 1977

Un curriculum vitae détaillé doit parvenir avant 17h le 19 novembre 1976 au:

COLLÈGE DE ROSEMONT
Bureau des services du personnel
4400, 161ème Avenue, Rosemont
Montréal
H1X 2S9

Le C.U.S.B. requiert les services d'un(e)



BIBLIOTHECIEN(NE)

Salaire: selon Convention collective

Adressez votre demande à:

Monsieur le Directeur du Personnel
Collège universitaire de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Saint-Boniface, Manitoba
R2H 0H7 (tél.: 233-0210)

TRADUCTEURS(TRICES)

Textes techniques à traduire d'anglais en français.
Génie électrique et mécanique.

Contactez:

P.O. Box 450, Reading, Ma. U.S.A. 01867
Tél.: (617-944-1947)

Votre carrière d'agent d'immeubles dans l'ICI vous réussit bien?

Au Trust Général, c'est encore mieux.

Venez nous rencontrer. Au Trust Général vous profiterez d'un réseau de succursales étendu et d'une organisation efficace et bien établie. Cela permet, par exemple, l'accès à de multiples sources d'information pour mieux servir votre clientèle et pour mieux réussir votre carrière.

Si vous avez quelques années d'expérience dans le courtage industriel, commercial et les investissements immobiliers, et si vous possédez un permis du Service de courtage du Québec, nous pouvons vous offrir mieux:

- des commissions généreuses;
- des avantages sociaux intéressants;
- un poste de travail individuel.

Lieu de travail: Montréal
Donnez-nous un coup de fil

Louis Viau
Gérant, Service commercial
10, rue Saint-Jacques
Montréal
(514) 844-3913

TRUST GÉNÉRAL

LA VILLE DE SHERBROOKE EST À LA RECHERCHE D'UN

"CONSEILLER TECHNIQUE: ÉQUIPEMENT MOTORISÉ"

TÂCHES TYPES:

- Sous la direction générale du Chef de Division, détermine le type, l'envergure et la qualité des pièces d'équipement motorisé à acheter dans des catégories telles que: machines-outils, équipement municipal, camions, automobiles, machines-outils, radiocommunications, etc...
- Rédige les devis techniques des appels d'offres publics ou privés pour l'achat d'équipement.
- Élabore et dessine, lorsque requis, les plans généraux et détaillés de pièces mécaniques, d'outillage, etc...
- Prépare conjointement avec le responsable du garage le programme d'entretien préventif de toute la machinerie et le tient à jour.
- Conçoit les programmes d'entraînement du personnel et s'assure du bon fonctionnement du programme.
- Dirige le personnel mis à sa disposition.

QUALIFICATIONS:

- Technicien diplômé en équipement motorisé d'un Institut de Technologie ou d'un C.E.G.E.P., ou l'équivalent.
- Posséder des connaissances techniques étendues afin de s'adapter avec facilité à un autre domaine que sa spécialité.
- Connaître les méthodes de production de l'industrie et de la construction.
- Probité, entente et tact. Bilingue.

EXPÉRIENCE:

- Minimum de 10 ans d'expérience soit dans la vente ou le service pour l'entretien de machinerie lourde.
- Avoir passé deux (2) ans à la rédaction de spécifications ou à la préparation de programmes d'entretien préventif.

SALAIRE:

- Classe 8 de l'échelle salariale des cadres (\$12,716 à \$18,100) (échelle 75 à être révisée).
- Bénéfices sociaux et marginaux avantageux.
- Fortes chances d'avancement.

S.V.P. Faire parvenir curriculum vitae au plus tard le 26 novembre 1976, à

l'adresse suivante:

Directeur du Personnel,
Hôtel de Ville,
145, rue Wellington nord,
Sherbrooke, P. Qué.

Poste ouvert également aux femmes et aux hommes.

contrôleur

Poste à Montréal

Cette entreprise offre un défi à la personne qui occupera le poste de contrôleur. Elle est dans la vente de publicité et fait partie d'un groupe dynamique dans le domaine des communications.

Relevant du Vice-président et directeur général, le Contrôleur:

- assume la responsabilité de toutes les activités comptables
- collabore à la préparation du budget et en contrôle l'application
- administre les comptes à recevoir et à payer
- dirige la préparation de la paye du personnel.

Les personnes désirant poser leur candidature doivent posséder les qualifications suivantes:

- bonne formation de base en comptabilité, par exemple un DEC ou l'équivalent

5 place ville-marie, Montréal H3B 2G4
2 place québec, Québec G1R 2B6

membre de l'association canadienne des conseillers en administration

- expérience de quelques années en comptabilité
- capacité de s'intégrer à l'équipe de direction
- bilinguisme.

Le salaire sera fonction des qualifications et de l'expérience; il intéressera les personnes gagnant actuellement \$15,000.

Les demandes, qui seront traitées avec toute la discrétion voulue, devront comporter tous les renseignements concernant l'expérience, les antécédents salariaux des candidats ainsi que les renseignements personnels d'usage et objectifs professionnels. Indiquer "Dossier no 5780" et faire parvenir avant le 19 novembre à:

Price Waterhouse et Associés
conseillers en administration

SERVICE DU PERSONNEL

Nous avons présentement un poste à combler au sein du service du personnel. Ce poste présente de nombreux défis dans les domaines suivants:

- Relations patronales-ouvrières
- Administration des avantages sociaux
- Formation et perfectionnement du personnel
- Administration des salaires
- Recrutement

Le/la candidat(e) devra posséder depuis peu un diplôme universitaire et avoir acquis une certaine expérience dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

La connaissance parfaite du français et de l'anglais est essentielle.

Le salaire sera proportionnel aux qualités requises et l'on offre en plus un programme complet d'avantages sociaux.

Faire parvenir votre curriculum vitae mentionnant le code P115, au:

Service central du personnel
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée
2 Place Ville-Marie
Montréal, Québec



COMPAGNIE PETROLIERE
IMPERIALE LTEE.

DIRECTEUR(TRICE) GÉNÉRAL(E)

LES ATELIERS POPULAIRES
DE SEPT-ÎLES

RECHERCHE

DIRECTEUR(TRICE) GÉNÉRAL(E)
D'ATELIER PROTÉGÉ

ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES

Sous l'autorité d'un Conseil d'administration, le (la) directeur(trice) général(e), J'atelier protégé assume les responsabilités de la mise sur pied du Centre, de l'embauche et de la gestion du personnel ainsi que de l'élaboration, la supervision et l'évaluation des programmes.

FONCTIONS

- Élaborer et faire approuver le plan d'organisation
- Élaborer et faire approuver le budget de l'établissement
- Établir et appliquer les politiques de contrôle budgétaire
- Sélectionner, gérer et animer le personnel de l'établissement
- Diriger ou participer à l'admission, à l'évaluation, au placement et au suivi des stagiaires
- Établir et appliquer à des politiques en matière d'approvisionnement, de production et d'entretien
- Étudier le marché (analyse des besoins, de la rentabilité des types de production possible)
- Maintenir des contacts étroits avec les communautés et le milieu, le ministère des Affaires Sociales et les autres Ministères impliqués.

EXIGENCES

- Formation et expérience
- Aptitude au travail en équipe

REMUNERATION

Ce poste intéresse celui qui gagne \$15,000 et plus.

Faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 22-11-76

Le Comité de Sélection
LES ATELIERS POPULAIRES DE SEPT-ÎLES
A/S Monsieur Yves Leclair
405, rue Brochu, Sept-Îles
Téléphone: 962-2578

Ventes

FAITES PARTIE D'UNE ÉQUIPE DE VENDEURS PROFESSIONNELS

**Wyandotte Chemicals
of Canada Ltd.**

Division institutionnelle
(produits de lavage, vaisselle et buanderie)

Pour Montréal et les alentours

AUTOMOBILE, DÉPENSES, SALAIRE ET COMMISSIONS

Si vous êtes bilingue, possédez une formation universitaire et un minimum de 2 ans d'expérience en vente de produits intangibles auprès d'institutions, hôtels, hôpitaux et restaurants, vous vendrez nos produits de lavage et d'assainissement aux institutions (hautement notées en particulier dans les secteurs de buanderie et de l'alimentation).

Nos produits, services et équipements spéciaux sont appuyés par la technologie d'une des entreprises de produits chimiques les plus renommées dans le monde.

Nous offrons un salaire très intéressant, une gamme complète d'avantages sociaux et d'excellentes chances d'avancement au sein d'une entreprise progressive.

Les personnes intéressées sont priées
de téléphoner à Fernand Dubois, samedi ou dimanche,
les 13 et 14 novembre prochains au 761-2284
ou envoyer votre curriculum vitae à:



WYANDOTTE CHEMICALS OF CANADA LTD.
1253 McGill College
Suite 404, Montréal, Québec H3B 2Z1

(Un employeur très dynamique, acceptant hommes et femmes.)

GÉRANT DES VENTES DYNAMIQUE

Une société danoise dans l'industrie du bâtiment, recherche pour sa filiale nouvellement établie à Montréal une personne jeune et dynamique, de citoyenneté canadienne, qui, suite à un stage initial, sera en mesure d'assumer la direction générale de la société.

Idealement, la personne que nous recherchons est âgée d'environ 30 ans, s'exprime couramment en anglais tout comme en français, possède de bonnes connaissances tant dans le domaine technique que commercial (expérience acquise par la vente directe au marché) et occupe présentement un poste responsable dans le cadre d'une société de petite ou de moyenne envergure.

Le ou la postulant(e) devra être disposé(e), dans un premier temps, à entreprendre personnellement une activité commerciale approfondie afin d'être en mesure de diriger d'autres personnes en fonction de sa propre expérience.

Le traitement initial se situera entre \$18,000 et \$20,000 par année. Répondez confidentiellement en incluant un curriculum vitae complet, une description détaillée de votre expérience antérieure et fonctions actuelles et indiquez la possibilité de fournir des références, à M. Douglas C. Robertson, Mes Phillips & Vineberg, avocats, suite 930, 1 Place Ville Marie, Montréal H3B 2A5.

CENTRE DYNAMIQUE LTÉE

Cette société moderne spécialisée dans la construction d'équipement électronique a des postes disponibles dans les catégories suivantes:

1— TECHNICIENS en électronique ayant une bonne expérience en circuits logiques, microprocesseurs et techniques associées, pour se joindre au département des tests de systèmes d'édition de télévision.

2— TECHNICIENS en électronique à des niveaux variés de compétence demandés pour travailler dans le département des tests de systèmes d'aiguillage de signaux de télévision.

Les candidats(es) devront avoir au moins une année d'expérience et devraient pouvoir comprendre et dépanner des circuits analogiques et numériques. Un cours sur les techniques vidéo sera donné aux candidats(es) sélectionnés(es).

Pour rendez-vous, veuillez téléphoner à:

697-0810, poste 237

ou faire parvenir curriculum vitae au:

Directeur, département essais de production
CENTRE DYNAMIQUE LTÉE,
147, boul. Hymus,
Pointe-Claire, Qué. H9R 1G1

C.L.S.C. ST-LOUIS DU PARC

recherche personne pour remplir le poste suivant:

TRAVAILLEUR SOCIAL

FONCTIONS:

Offre Multidisciplinaire. Services d'évaluation et Assistance psycho-sociale. Orienter services aux individus et familles vers démarche. Communautaire ou de groupe. Activités internes spécifiques.

EXIGENCES:

Expérience clinique 2 ans. Diplôme correspondant. Connaissance du travail en milieu populaire. Souci d'une approche globale (communautaire/médicale). Langue française et une autre langue du quartier.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 22 novembre 1976 à

Directeur général,
C.L.S.C. St-Louis du Parc
95a est, boul. St-Joseph, Montréal
270-7131.

(ce poste est également ouvert aux hommes et aux femmes)

CENTRE D'ACCUEIL CARTIER ÉDUCATEURS

L'INSTITUTION:

Centre d'accueil sécuritaire, pré-comparution et post-comparution.

LA FONCTION:

Membre d'une équipe d'unité de vie, il répond aux besoins physiques et psychologiques des jeunes dans un milieu sécuritaire.

LES CANDIDATS:

Ils auront au moins 21 ans et une 12e année scolaire. Leur personnalité constitue un atout principal. Sur cette base, le D.E.C. en éducation spécialisée et l'expérience établiront les priorités d'engagement.

LE TRAITEMENT:

Selon les normes du ministère des Affaires sociales. Temps complet et temps partiel régulier (fin de semaine). Exceptionnellement, ces postes sont réservés aux personnes de sexe masculin.

Faire parvenir «curriculum vitae» au:

Directeur général
CENTRE D'ACCUEIL CARTIER
306, boul. Cartier, Laval H7N 2J2

REPRÉSENTANT AUX VENTES LAUZIER LITTLE INC.

Le plus important distributeur de papier fin à Montréal offre un poste de carrière exceptionnel au sein de la Division Papier Fin.

Le poste intéressera une personne vraiment bilingue et ambivalente, qui possède un éloquent dossier de vente.

Nous offrons un salaire intéressant, un régime de commission, une allocation pour la voiture, un compte de dépenses et une gamme d'avantages sociaux.

Prière de demander une entrevue:

Mme I. Gilbert
Directeur du personnel
365-9081

PROGRAMMEUR TEMPS PARTIEL

Pour un bureau de recherche

TÂCHES:

- Analyse statistique.
- Simulation.
- Utilisation de banques de données.
- Doit être familier avec les principaux langages tels APL, FORTRAN.
- Disponibilité et rapidité d'exécution sont des atouts importants.
- Salaire selon l'expérience et la compétence.

Communiquer avec M. Marcel Côté ou M. Austin Francis.

844-9328

COMPTABLES AGRÉÉS

Expérience minimum de 2 ans

Recherchons:

- 1 - comptable agréé pour les équipes de vérification
- 1 - comptable agréé pour les services de fiscalité

Communiquer avec

René Verrier, C.A.A.
Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Papin & Associés,
212, rue Hériot, C.P. 130,
Dorval, P.Q.
Tél.: (819) 477-6311



**Cité de la Santé
de Laval**

hôpital universitaire de 350 lits

Recherche pour son service de santé communautaire

HYGIÉNISTE DENTAIRE

EXIGENCE:

— D.E.C. en hygiène dentaire.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 22 novembre 1976 au:

Directeur du personnel
Cité de la Santé de Laval
C.P. 440, succ. La Corbuser
Laval, Qué. H7M 3L9

Magasins de la SAQ, écoles de la CECM, fermés le 15

Que vous soyez libéral, péquiste, unioniste, créditiste ou autres, s'il vous prend l'envie de célébrer votre victoire ou votre défaite au soir des élections, lundi, arrosant le tout de liquide alcoolisé, faites vos provisions des au-jour-d'hui puisque le jour du scrutin tous les magasins de la Société des alcools seront fermés.

Aussi, en vertu de la Loi électorale, article 368, chapitre sept des Statuts révisés, il vous sera impossible de prendre une consommation dans un débit de boisson public (taverne, bar, salle à manger) avant la fermeture des bureaux de vote, soit 19 heures pour la majorité des régions de la province.

Egalement, étant donné que la majorité des endroits où voter se trouvent dans les écoles, la CECM a donné congé, le 15, aux étudiants et à tout son personnel (enseignants, employés de bureaux et d'entrepôt). Quant à la Commission d'assurance-chômage, ses bureaux fermeront à 15 heures lundi.

Rénovez votre cuisine maintenant



Une rénovation bien planifiée et soigneusement exécutée n'est pas nécessairement dispendieuse.

Venez trouver de nouvelles suggestions chez MHS

HORAIRES DE LA SALLE D'EXPOSITION

Lundi au mercredi 9h - 17h

Jeudi et vendredi 9h - 20h

Samedi 9h - 16h

Dimanche 11h - 17h

Vous offrez des caractéristiques rationnelles conçues pour vous épargner du travail. Mais pourquoi vous arrêter là? Nous pouvons tout faire. Peut-être amèneriez-vous la paroi, le plafond ou les murs pour mieux harmoniser l'ensemble. Metropolitain peut s'en charger. Nous vous montrons des centaines de façons de faire de votre cuisine une cuisine de rêve.

VÉRIFIEZ VOS BESOINS

- RAJOUTS DE SOUS-SOL
- PAREMENTS DE SOUS-SOL
- ALUMINIUM
- MANGROUES
- CUISINES
- CIMENTATION
- LUCARNES
- GARAGES
- (1, 2 et 3 autos)
- CHENAUX
- CUISINES
- BIBLIOTHÈQUES
- BUREAUX
- SALLES DE JEU
- TOITURES
- CONTRE-FENÊTRES

NETTOYAGE ET PEINTURE. Nous nettoierons murs et plafonds, tapis, meubles, meubles rembourrés, parquets ou tentes. NOUS FAISONS ÉGALEMENT LES TRAVAUX DE PEINTURE INTERIEURE ET EXTERIEURE.

4058 OUEST JEAN-TALON 482-0600

SERVICE DE RÉNOVATION METROPOLITAIN

Ouvert le dimanche (sans service téléphonique)

CHEZ
SIMPSONS...
AVEC
PLAISIR

Simpsons

EN VILLE
FAIRVIEW
LES GALERIES D'ANJOU
LE CARREFOUR LAVAL

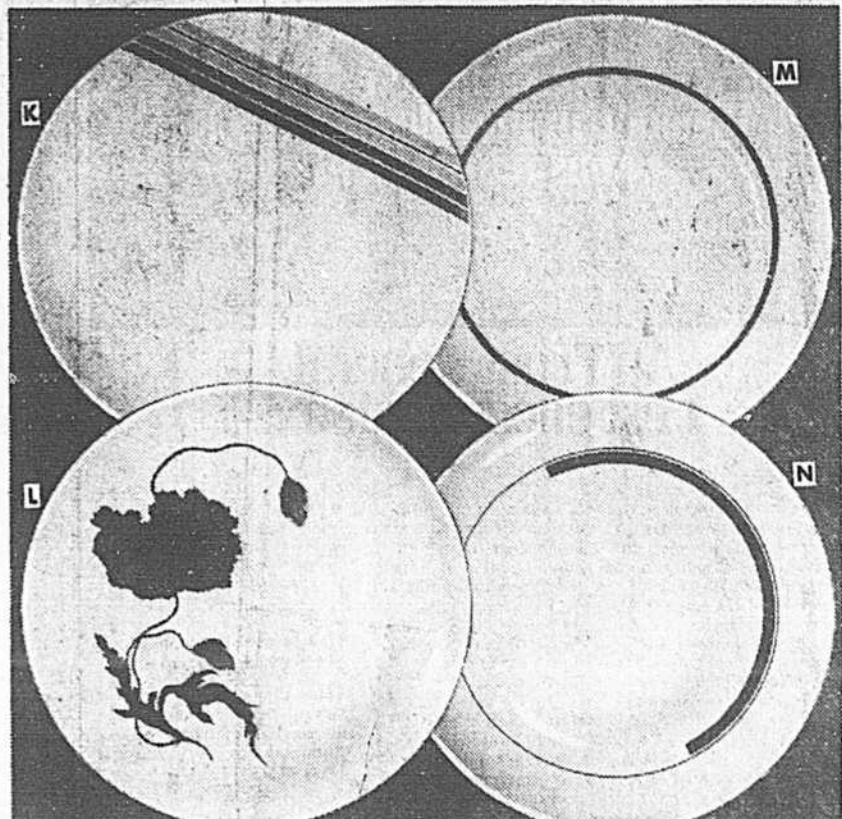


superbes verres
«Pinwheel» en
cristal au plomb

Prix
Simpsons **350** ch.

Simpsons vous suggère ces verres «Pinwheel» exclusifs, importés de Hongrie. Pièces en cristal à haute teneur de plomb, taillées à la main et soufflées à la canne, d'une limpidité remarquable. Faites votre choix parmi notre imposante collection.

- | | |
|----------------|-------------------------|
| A. Verre à eau | I. Sorbet |
| B. Bourgogne | G. Assiette à sorbet |
| C. Claret | H. Verre 10 on. |
| D. Sherry | J. Verre à whisky 8 on. |
| E. Liqueur | |



rabais 25% — couverts 5 pcs
fine porcelaine «Wedgwood»

Motifs K, L
Prix ord.
Simpsons 29.95 **2246** couvert
5 pcs

Motifs M, N
Prix ord.
Simpsons 34.95 **2621** couvert
5 pcs

Du 15 au 27 novembre. La collection «Inspiration» de «Wedgwood» importée d'Angleterre allie à la qualité traditionnelle de la fine porcelaine, le charme de motifs contemporains pour donner à votre table un air de fête.

K. «Spectra» — œuvres beige noir sur blanc
L. «Carnegie» — motifs rouge sur blanc
M. «Charisma» — bande noir argent sur blanc
N. «Prelude» — demi-cercle rouille brun avec file ton argent
Le couvert 5 pcs comprend un de chaque: assiette à diner, assiette à salade, assiette pain et beurre, tasse et soucoupe
Rabais 25% sur éléments libres; disponibles sur commandes spéciales seulement
Veuillez accorder quelques jours pour la livraison

Rayon 757 au cinquième. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval

Venez en personne, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit

carrières ET PROFESSIONS

N.B.: Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

REPRÉSENTANT EN QUINCAILLERIE

Voilà votre occasion de vous joindre à un important et progressif grossiste-distributeur en quincaillerie-plomberie-électricité.

QUALIFICATIONS ESSENTIELLES EXIGÉES:

- Expérience minimum: 5 ans
- Posséder une automobile
- Belle personnalité et esprit d'initiative

TERRITOIRE: Région de Montréal (Rive-Sud)
Des avantages intéressants vous attendent si qualifié(e) et vous travaillez avec une organisation en plein essor.

N'hésitez pas à faire parvenir votre curriculum vitae à:

La Presse, Réf. 17713
C. P. 6041, Succursale "A"
Montréal H3C 3E3

CONTRÔLEUR ADJOINT

Nous sommes à la recherche d'une personne bilingue ayant du talent pour l'administration et possédant 2 à 3 années d'expérience en comptabilité.

La personne choisie désirera se perfectionner et se tailler une place de choix au sein d'une firme dynamique. Un traitement intéressant et d'excellentes chances d'avancement sont offerts.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

LA PRESSE, Réf. 17724

C.P. 6041, Succ. A

Montréal, Qué.

COMPTABLE PRIX DE REVIENT

Une importante compagnie de maisons mobiles et sectionnelles recherche comptable en prix de revient.

EXIGENCES:

— 2e ou 3e année R.I.A. avec expérience ou l'équivalent. Bilingue.

LIEU DE TRAVAIL: St-Jérôme

SALAIRE: À discuter

Bénéfices sociaux.

Les personnes intéressées doivent communiquer avec:

Le contrôleur
Tél.: 866-5705 ou 861-0736



Commission Scolaire Champlain

(niveau élémentaire)

La Commission scolaire Champlain requiert les services de professeurs pour les postes suivants:

- Enfance inadaptée: T.G.A. et récupération
- Spécialiste en enseignement de la musique

Les personnes intéressées sont priées de communiquer avec le Service du personnel avant le 19 novembre 76, à l'attention de:

MONSIEUR RÉMI GILBERT
819-568-2365

MARCHAND EN COMMODITÉS (TRADER)

Nous sommes à la recherche d'un courtier en commodités, expérimenté, bien établi pouvant démontrer des succès passés, présents, et grande possibilité d'avenir.

Nous sommes une compagnie effectuant des transactions internationales. Nous fournissons au candidat choisi tous les outils nécessaires afin qu'il progresse au sein de notre entreprise.

Veuillez écrire en toute confiance à:

LA PRESSE, Réf.: 17725
C.P. 6041, Succ. "A", Montréal H3C 3E3
Ce concours est ouvert également aux hommes et aux femmes.

GÉRANT(E) DE DISTRICT

Dans le domaine des engrais chimiques
pour la Province de Québec.

LE SALAIRE OFFERT:
\$12,000 et plus selon qualifications et expérience. Avantages marginaux.

QUALITÉS REQUISES:
Bilingue — 25 à 35 ans — scolarité 12e année ou plus — expérience dans la vente aux agriculteurs — possibilité de relocalisation.
Références exigées

Envoyer "curriculum vitae" à:

LA PRESSE, Réf.: 17716
C.P. 6041, Succ. "A"
MONTRÉAL H3C 3E3

L'HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR recherche

TECHNICIEN (NE) EN ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE

TRAVAIL:
Effectuer l'entretien, la calibration et les modifications des appareils radiologiques et autres équipements médicaux, sous la responsabilité du chef technicien du département génie biomédical.

QUALIFICATIONS:
— Diplôme d'un collège reconnu par le ministère;
— 3 ans d'expérience dans le domaine de l'équipement radiologique pour une firme reconnue.

RÉMUNÉRATION:
Selon les normes du ministère des Affaires sociales.

Envoyer "curriculum vitae" à:

Louise Dolin, Service du personnel
HÔPITAL SACRÉ-COEUR
3400 ouest, boul. Gouin, Montréal H4J 1C5

COMPTABLE-VÉRIFICATEUR

Un jeune bureau de C.A. en pleine croissance situé sur la Rive-Sud requiert les services d'étudiants(es) ou niveau C.A., C.G.A. ou R.I.A. ayant au moins 3 années d'expérience en vérification.

Ce poste offre de nombreuses responsabilités incluant travaux de vérification et certains travaux spéciaux.

Le salaire sera déterminé en fonction des qualifications et l'expérience des candidats.

Demandez Jacques Valotaire, Tél.: 670-7300

Rivard, Decelles, Grimard & Associés
comptables agréés
Édifice BCN, 162 ouest, rue St-Charles,
Longueuil, Qué. J4H 1C9

OFFRE D'EMPLOI DIRECTEUR DU SERVICE DE POLICE ET DES INCENDIES DE LA VILLE DE TRACY

FONCTIONS: Administrer, diriger et coordonner le travail du service de police et des incendies.

EXIGENCES:

- a) Formation policière;
- b) Occuper un poste de cadre dans un service de police;
- c) Qualités administratives;
- d) Connaissance du français et de l'anglais.

CONDITIONS DE TRAVAIL:

A— Salaire à discuter selon compétence et qualifications;

B— Bénéfices marginaux généreux.

N.B.: Toute personne devra faire parvenir son "curriculum vitae" au Bureau du Greffier de la Ville de Tracy, et ce, avant le 6 décembre 76, à l'adresse suivante:
3025, boul. de la Mairie,
Tracy J3R 1C2
Attn: M. Laval Tardif,
greffier

PERSONNE DE CONFIANCE POUR BUREAU DES COMMANDES ET ACHATS

Compagnie située à Montréal, en pleine expansion, est à la recherche d'une personne compétente et désireuse de se bâtir un avenir avec nous. S'occupera du bureau des commandes et achats; nous nous spécialisons dans la distribution de boulons, vis, écrous etc...

QUALIFICATIONS: parfaitement bilingue. Expérience du public. Expérience des produits non nécessaire mais sera prise en considération.

AVANTAGES: Salaire \$16,000. et plus. Bénéfices marginaux.

Envoyer "curriculum vitae" à:

LA PRESSE, Réf.: 17718
C.P. 6041, Succ. "A"
Montréal H3C 3E3

Une seule
réponse
possible
**Les petites
annonces
285-7111**

Curriculum vitae

Conçus Analysés Rédigés
Présentés
Communiqués pour rendez-vous avec:

RESHUM Limitée

Cabinet-conseil
en rédaction de curriculum vitae
Consultants en orientation

50 ouest, Place Crémazie,
suite 308, Montréal
(514) 382-6770

P.S. Conservez cette annonce elle pourrait vous être utile.